

صكنا من الامم

EUROPE

Irlande du Nord

L'ÉLECTION DE LA « CONVENTION CONSTITUTIONNELLE »

Le maintien du cessez-le-feu en Ulster fait naître un timide espoir de règlement

Belfast. — Le jeudi 1^{er} mai — près de sept ans après le début des troubles... les Irlandais du Nord doivent élire les soixante-dix membres de la Convention constitutionnelle...

suffrages d'un million d'électeurs dans douze circonscriptions. La consultation aura lieu, comme les élections municipales et provinciales de 1973...

De notre envoyée spéciale

que le Sunday Times a baptisé « une vendetta chaotique » au sein des organisations para militaires catholiques et protestantes.

On connaît déjà la « guerre des gangs » que se livrent depuis des mois les deux principales organisations protestantes : l'Association pour la défense de l'Ulster (U.D.A.) et la Force des volontaires de l'Ulster (U.V.F.)...

Drôle de trêve en vérité ! Car il y a soixante-huit morts et plus de quatre cents blessés du début du premier cessez-le-feu jusqu'au 26 avril...

« Une vendetta chaotique »
A qui faut-il imputer cet assassinat qui risque d'avoir de graves répercussions ? Un catholique modéré auquel nous posions la question un peu plus tard nous retourna sévèrement...

Après la politique de conciliation menée tant par le gouvernement de 1973 par M. William Whitelaw, le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord...

La Résidence du Parc Montfleury à Cannes vous propose d'acquiescer des studios et des 2 pièces. Dans un parc. Lumière dans la colline. Avec Cannes et la Croisette à deux pas devant vous...

Portugal

Le général Otelo et le camarade Alvaro

Lisbonne. — Il avait troqué l'hélicoptère, son moyen de transport favori, pour une très classique limousine à quatre roues. Mais il a, comme d'habitude, plus encore peut-être, attiré le grand public.

Blouson de cuir, mains sur les hanches du baroudier, mais aussi les yeux ronds, le machoïre discret, les traits doux, les cheveux prématurément blanchis et soigneusement lissés : « corbeau militaire » du 25 avril, le général a pensé, mis au point et réalisé avec minutie l'opération qui devait mettre fin, en moins de quarante-huit heures, à quarante-huit années de dictature fasciste.

Une population épuisée
Entre ces deux extrêmes un « milieu » est composé d'hommes et de femmes de bonne volonté, mais surtout d'une population qui n'en peut plus.

LES ÉLECTIONS DU 25 AVRIL SONT UNE « IMMENSE DÉFAITE » POUR LE PARTI COMMUNISTE déclare M. Mario Soares

Lisbonne (Reuter). — La victoire du parti socialiste aux élections du 25 avril est une « immense défaite » pour le parti communiste, a déclaré le lundi 28 avril, au journal A Capital, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste.

LES RÉSULTATS OFFICIELS

Les résultats officiels et complets des élections du 25 avril ont été publiés mardi 29 avril par le ministère portugais de l'Information. Totaux : 5 178 558 ; votes : 5 665 707 ; Participation : 91,78 % ; blancs et nuls : 383 164, soit 6,84 %.

Table with 4 columns: Parti, Voix, Pourcentage, Nombre de députés élus. Includes rows for Parti socialiste, P.P.D., P.C.P., etc.

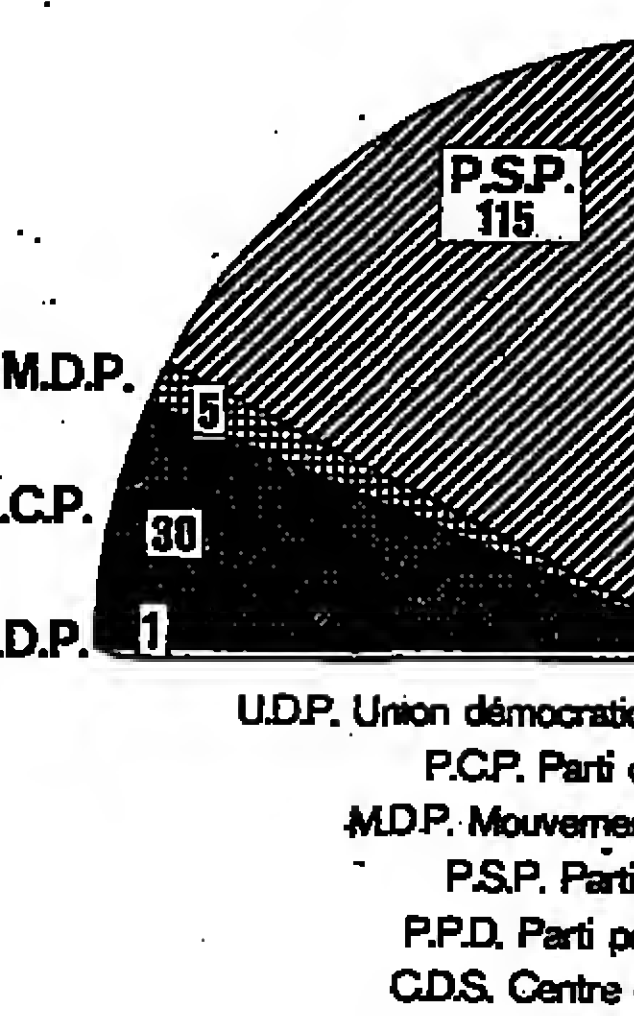
(a) Le chiffre indiqué à côté de chaque sigle correspond au nombre de districts dans lesquels ce parti présentait des candidats. On compte au total 22 districts : 18 pour le Portugal continental, 1 pour Madère et 3 pour les Açores.

De nos envoyés spéciaux

tu, laissant à d'autres le soin de réparer la « gaffe ». Mais il n'a pas hésité, lundi, à expliquer son geste. Puisqu'on le lui demandait, il a dit « toute la vérité » : « Il faut, dit-il, faire la différence entre ce que pense le peuple portugais et ce qu'on considère au niveau gouvernemental comme diplomatiquement juste. Le peuple n'est pas dans les secrets d'Etat et le gouvernement doit souvent se conduire autrement que le peuple le voudrait ».

« La victoire des socialistes ? Le M.F.A. y a bien contribué : « Dans les campagnes, explique le chef adjoint du Copcon, les équipes de dynamisation culturelle n'utilisent jamais le mot communisme car nous sommes conscients de l'anticommunisme féroce qui existe et de l'utilisation réactionnaire qui serait alors faite de nos intentions ».

L'Assemblée constituante



Nouvelles réactions

M. FRANÇOIS MITTERRAND s'est « réjoui de la progression rapide des socialistes portugais », à son arrivée de Moscou, le lundi 28 avril. « Le Mouvement des forces armées, a-t-il ajouté, est un élément indispensable pour la vie politique de Portugal. Le suffrage universel s'est exprimé. Les Portugais ont choisi des votes démocratiques et, à l'intérieur de la gauche portugaise, un parti socialiste largement en avance. Je vois là les meilleurs facteurs pour l'avenir du Portugal ».

LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U. déclare : « Le succès du parti socialiste est ambigu, comme l'a été la politique de sa direction. D'un côté, le prestige du socialisme, le refus de l'autoritarisme du parti communiste dans le mouvement ouvrier, le refus de la division actuelle de l'extrême gauche ont amené beaucoup de travailleurs à voter pour lui. D'un autre côté, la peur de la réaction socialiste a amené une partie de la bourgeoisie à reporter ses espoirs sur le parti socialiste ».

L'AGENCE CHINE NOUVELLE a rapporté les résultats des élections sans mentionner l'existence du parti communiste portugais. Seuls les résultats obtenus par les socialistes et le parti populaire démocratique sont indiqués.

M. FERREIRA DÉPUTÉ DE MACAO
Macao (A.P.P.). — M. Diamantino Ferreira, âgé de trente-cinq ans, a remporté le 25 avril les premières élections locales organisées depuis quarante-huit ans à Macao et représentées ce territoire portugais à l'Assemblée constituante.

La ville de Macao compte environ 400 000 habitants, pour la plupart des résidents chinois qui n'ont pas le droit de vote.

Les négociations ont repris sous

« L'électorat portugais des zones de l'intérieur, répond-il, est politiquement peu éclairé... mais, s'empresse-t-il d'ajouter, il est sûr que quelques cerveaux ont voté C.D.S., comme par exemple le professeur Freitas do Amaral (président du parti), homme fort intelligent, ou même le général Galvão de Melo — « qui n'est pas si stupide qu'il paraît ».

LA PARTITION



A Vienne

Les négociations intercommunautaires sur Chypre ont repris sous l'égide des Nations unies

De notre correspondant

Vienne. — Les conversations intercommunautaires sur Chypre se sont engagées, le lundi 28 avril, à Vienne. Ces entretiens, placés sous les auspices de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, doivent se dérouler, dans un premier temps, jusqu'au 2 mai.

M. Denktaş avait même affirmé que la nouvelle Constitution de l'Etat fédéral turc ne représentait pas un fait accompli et que celle-ci pourrait être modifiée après un accord avec le côté chypriote grec. Il avait dit aussi qu'il ne poserait pas de conditions préalables au début des conversations, mais qu'il ne ferait pas de concessions pouvant limiter ou mettre en danger la sécurité et la vie des membres de sa communauté. M. Cléridès, quant à lui, s'est déclaré prêt à discuter de toute proposition, y compris du projet de fédération bizonale dans l'île.

Les positions de base des deux camps quant à l'avenir politique et constitutionnel de Chypre restent en effet très éloignées. Sous la pression des événements, le côté grec a fini par se rabattre à une formule de fédéralisme multinationnel avec deux administrations autonomes et un pouvoir central puissant. Il refuse le partage territorial de l'île et demande le retour dans leurs villages d'origine des quelque cent quatre-vingt mille réfugiés de la communauté grecque chassés par l'avance militaire turque. Sur le côté turc, un accord est jugé difficile à obtenir tant que la présence armée d'Ankara sera ce qu'elle est dans l'île.

Les Chypriotes turcs sont, au contraire, partisans d'une solution fédérale bizonale qui, du reste, existe déjà de fait. Un tel fédéralisme implique des transferts et des regroupements de population afin de créer deux territoires ethniquement homogènes. Dans une telle formule, les administrations locales autonomes seraient fortes et le pouvoir central faible. Les deux communautés devraient participer à titre égal à ce gouvernement fédéral aux pouvoirs limités et dont la présidence serait assurée alternativement par un Grec et un Turc selon le principe de la rotation. On estime, du côté turc, que Mgr Makarios ne peut absolument pas assumer cette fonction.

Italie

TRENTE ANS APRÈS LA MORT DE MUSSOLINI

La menace fasciste continue à dominer la vie politique à Rome

De notre correspondant

Rome. — « Le fascisme n'est pas mort, la résistance continue. C'est sur ce thème que de nombreux hommes politiques et une grande partie de la presse viennent de célébrer en Italie, le trentième anniversaire de la libération. La mort de Mussolini, survenue le 28 avril de la même année, ne donne pas lieu pourtant à autant de concentrations. On évoque surtout l'union qu'avec le détachement des historiens l'homme qui fit trembler hier tout un peuple — de révolte, d'indignité ou, le plus souvent, d'admiration. Il est vrai qu'au moment de son exécution Mussolini était plus Turc, sinon une marionnette dans les mains des Allemands.

Les Allemands réagissent brutalement. Après avoir désarmé les troupes italiennes et occupé les deux tiers du pays, ils font élever Mussolini dans sa résidence forcée du Gran Sasso par un commando que dirige le fameux Otto Skorzeny, mort tout récemment.

Les alliés occupent la Sicile depuis juillet 1943. Souffrant des bombardements, entraînés par les défaites militaires, les restrictions économiques et les discours crenx, la population commença à se débarrasser sérieusement du fascisme. La magie verbale n'agissait plus. Les dignitaires du régime eux-mêmes manifestèrent un ébranlement qui devait se traduire par des initiatives plus ou moins éclatantes : le 24 juillet 1943, le grand conseil fasciste adopta une motion, préparée par Craxi, qui dénonçait « l'organisation absurde et étroite de la guerre fasciste », avant de demander au roi de « bien vouloir, pour sauvegarder le pays et son honneur, prendre le commandement effectif des forces armées ». Mussolini était au courant de la motion, mais ne croyait pas qu'elle serait

vote (par 19 voix contre 7 et 1 abstention) Il pensait d'ailleurs pouvoir compter sur le soutien de Victor Emmanuel III. Or celui-ci sauta sur l'occasion : dès le lendemain, Mussolini est arrêté et renfermé à la tête du gouvernement par le maréchal Pietro Badoglio, dont l'attitude ambiguë, vingt et un ans plus tôt, avait facilité l'accès du Duce au pouvoir.

Restaurer la dictature

La villa de Claretta Petacci, située au n° 355 de l'élegante via Della Camilla à Rome, vient d'être vendue. On y consacrera à la place des appartements qui seront livrés au prix de 1 million et demi de lires (10 000 F) le mètre carré. Une affaire immobilière comme une autre, pratiquement passée inaperçue. La dénonciation du fascisme empêche pourtant les journaux à long terme d'années. Le président de la République lui-même, dans son discours officiel du trentième anniversaire de la libération, a prononcé des paroles inévitables, mais dénuées d'agressions et de tentatives d'agression des institutions républicaines dans la folle intention de restaurer le régime dictatorial.

Le mouvement social italien lui-même n'a pas laissé son rôle. M. Giorgio Almirante, qui contraste avec la médiocrité de son entourage, est trop contesté par les militants les plus durs de l'extrême droite pour jouer un rôle. Son parti — dont l'interdiction est réclamée sans grandes chances de succès — semble à l'heure actuelle d'ailleurs l'écran légal d'activités occultes et subversives.

Un épouvantail commode

Les groupuscules d'extrême droite prolifèrent. Leurs membres sont trop jeunes pour se souvenir de l'épopée héroïque, et on peut se demander si c'est vraiment du fascisme mussolinien qu'ils relèvent. Toujours est-il que, depuis cinq ou six ans, les terroristes « noirs » se multiplient sans cesse, de syndicats aussi populaires et d'une presse aussi attentive.

Leur nombre n'a pas cessé d'augmenter. On n'a pas fini de chercher le fameux « chef d'orchestre clandestin ». Mais les hommes de main ne laissent pas et amènent à s'interroger non seulement sur le talent du « maestro » mais sur son existence même.

Le « stratège de la tension » n'aurait-elle pas plusieurs inspirateurs, avec des buts différents, les uns voulant faire basculer le régime à droite, les autres voulant carrément préparer la voie à un coup d'Etat ? Toutes les hypothèses sont permises, surtout depuis l'arrestation, en décembre dernier, du général Micolet, ancien chef des services secrets, accusé entre autres choses, d'avoir favorisé le putsch romagnol du prince Borghese, quatre ans plus tôt.

Beaucoup d'Italiens voient le fascisme partout. Ont-ils tort ? On peut simplement constater que c'est dans le pays où est né le terme qu'on a fait l'emploi le plus inconsidéré. Sans doute a-t-on constaté ici plus qu'ailleurs le côté funèbre de la doctrine du Duce, et il est vrai qu'un certain pessimisme, très répandu, peut contenir les pires menaces. La dénonciation permanente du fascisme tient peut-être aussi à une grande vigilance : reprocherait-on aux Italiens d'être marqués par l'affaire chienne — de ne pas guetter l'aspirant Pinochet ?

Trente ans après Mussolini, le fascisme existe bel et bien, et il ne faudrait pas se laisser les yeux. Mais cet épouvantail est devenu bien commode pour la classe politique : le dénoncer ne coûte pas cher, d'autant qu'on évite le plus souvent de nommer qui que ce soit et de préciser sa pensée. On ne combat pas. On exorcise. Cela donne des brevets de démocratie et une bonne conscience qui n'est pas inutile lorsqu'on a été, dans sa jeunesse, par la force des choses, plus ou moins mêlé au fascisme ambiant. Les valeurs de la Résistance ont été évoquées avec une telle unanimité ces derniers jours que l'on peut se demander si l'Italie a vraiment été mussolinienne pendant près de vingt ans.

ROBERT SOLÉ.

LA PARTITION PRESQUE ACHEVÉE

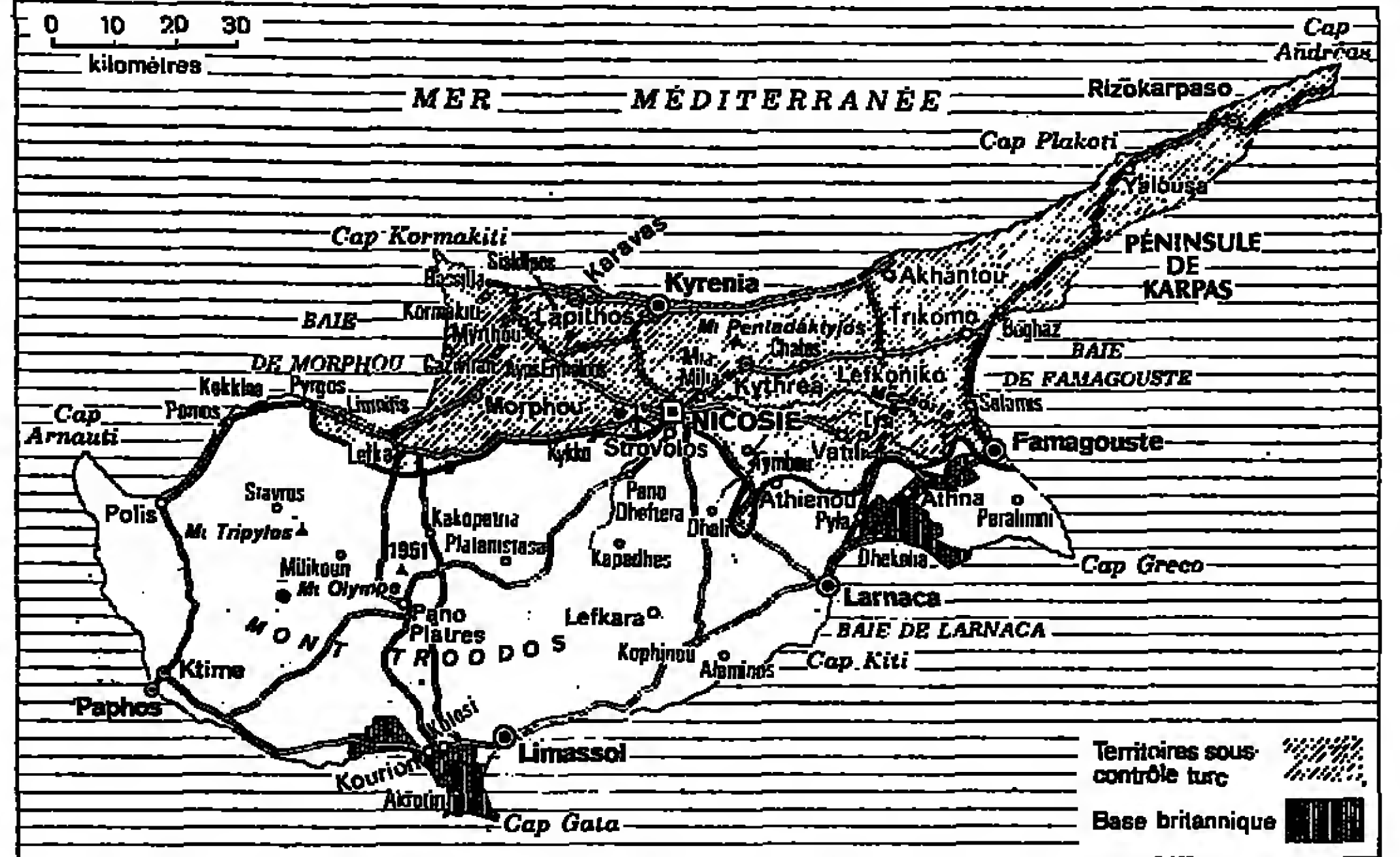
De notre envoyé spécial

Nicosie. — Près de neuf mois après le débarquement des troupes turques à Chypre, la partition de l'île est presque achevée. Installés confortablement au nord de la « ligne verte », dans l'ombre tutéaire de quarante mille soldats venus d'Anatolie, les dirigeants de la communauté turque consolident systématiquement et inlassablement le fait accompli créé par la présence de l'armée d'Ankara. Les transferts des populations, tant redoutés par les Grecs, touche à sa fin. On estime à près de douze mille les Chypriotes grecs se trouvant encore en territoire turc et à environ dix mille les Chypriotes turcs demeurés dans le sud.

que 30 000 réfugiés du Sud qui, à la suite du débarquement turc, se sont fixés dans cette région, ont été cruellement déçus. Ils espèrent occuper les logements confortables évacués en hâte par les Grecs. En fait, ils ont été logés dans des habitations préalablement « visitées » par des vagues successives de pillards.

Selon le ministère du plan, 30 % de la population économiquement active du Sud sont sans travail. Déjà près de trente cinq mille chypriotes grecs (cadres myons, ouvriers qualifiés et semi-qualifiés) sont allés chercher du travail sous des cieux plus cléments, notamment en Grèce, en Grande-Bretagne, en Libye et

terres n'est possible tant que les personnes déplacées ne seront pas autorisées à regagner leurs foyers dans le Nord. Le chef de la délégation chypriote grecque aux conversations de Vienne estime que cent trente-cinq mille de ces réfugiés au moins pourraient rentrer chez eux et que de toute manière les 18 % de Chypriotes turcs ne pourront s'approprier définitivement les 40 % des terres, les plus riches de l'île. Pour



Economiquement et politiquement, l'« Etat » chypriote turc proclamé le 13 février dernier par M. Fazl Denktaş dérive de plus en plus vers la Turquie. Le gouvernement d'Ankara vient d'établir, dans le secteur musulman de Nicosie, une mission économique et technique sur le modèle des missions d'aide américaine à l'étranger, dont la tâche est de surveiller les projets de développement financés par la Turquie. Le projet de Constitution, qui a été approuvé, le samedi 26 avril, par une nouvelle Assemblée constituante de cinquante membres, a été élaboré par un expert en droit constitutionnel venu d'Ankara. Il confère au futur président de l'« Etat fédéré », qui sera vraisemblablement M. Denktaş, des pouvoirs très étendus. Il s'agit d'une sorte de « dictature présidentielle », affirment les adversaires politiques du leader chypriote turc, dont le plus détesté est M. Michalis Barberoglou, un avocat de Limassol, qui dirige, depuis 1970, le parti républicain, d'inspiration social-démocrate. M. Barberoglou avait été arrêté, une première fois en juillet 1970, lorsqu'il avait posé sa candidature au poste de vice-président de la République, brigué par M. Denktaş. Il a été, en février, écarté de l'Assemblée constituante, où il avait été pourtant nommé en tant que représentant de l'ordre des avocats, et peult à la suite d'« intrigues attribuées à l'administration en place. Connu pour son attitude relativement conciliante à l'égard des Chypriotes grecs, il a fait courageusement face à des menaces de mort voilées.

Tout avait été emporté. « C'est comme si des nuées de sauterelles s'étaient abattues sur les villes et villages abandonnés par les Grecs », nous a déclaré un journaliste anglo-saxon qui avait eu l'occasion de visiter le secteur turc de l'île alors qu'il était encore facile de le faire sans être escorté de vigiliants et encombrants cicérone.

Les perspectives économiques sont tout aussi sombres. Les Chypriotes turcs qui, du jour au lendemain, se sont trouvés en possession des trois quarts environ des richesses de l'île, ne disposent ni des cadres techniques et administratifs ni de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire à la remise en marche de l'économie. Le chômage est étendu : les usines sont paralysées, les mines désertées et les champs et cultures laissés à leur sort. L'industrie hôtelière n'a pas survécu à la guerre et au départ des spécialistes grecs. Les deux principaux centres touristiques de l'île : Kyrenia et Famagouste, qui accueillent les deux-tiers des visiteurs étrangers, ne sont plus que des villes fantômes où errent en groupes ordonnés des touristes turcs venant du continent.

M. Denktaş, cependant, n'est pas question que les réfugiés grecs regagnent en masse leurs foyers. Les Chypriotes turcs négocient à Vienne à partir d'une position de force. Ils ne sont pas disposés pour le moment à consentir des concessions territoriales majeures qui, seules, pourraient dénouer le conflit. « Le temps joue en notre faveur », se plaisent-ils à répéter, tout en poursuivant la mise en place des structures de leur « Etat fédéré ».

Dans ces conditions, il ne fait pas de doute que la nouvelle Constitution chypriote turque sera massivement approuvée par « référendum populaire », le 4 mai prochain, approfondissant ainsi l'avantage le fossé qui sépare les deux communautés de l'île. Une des tentes récemment mises en place dans ce sens est aussi curieuse que significative : toutes les horloges du secteur turc ont été avancées d'une heure au début d'avril pour se conformer à l'horaire d'été en vigueur à Ankara au grand désespoir des journalistes étrangers qui passent plusieurs fois par jour d'un secteur à l'autre.

En fait, ceux qui avaient créé la richesse des régions septentrionales de Chypre ont fui vers le sud au plus fort des combats et constituent maintenant un lourd fardeau pour l'économie chypriote grecque. Leur nombre est évalué à cent quatre-vingt mille personnes, auxquelles il faudrait ajouter une vingtaine de milliers d'habitants des régions du Sud proches de la « ligne verte », qui ont été forcés de quitter leurs foyers pour des raisons de sécurité, ce qui fait près de 40 % de la population grecque de l'île. Sur ce total, cent soixante mille sont entièrement à la charge de l'Etat, qui accorde à une famille de quatre membres une allocation mensuelle de 10 livres en plus des rations alimentaires de base nécessaires à sa subsistance. La situation dramatique de l'économie du Sud peut se résumer en quelques chiffres : les trois cent mille chypriotes grecs du Sud de l'île n'ayant plus accès aux régions qui, avant l'invasion turque, contribuaient pour 70 % au produit national brut de Chypre, doivent maintenant subsister aux besoins de maintien de deux cent mille de leurs compatriotes qui ont tout perdu. Le problème le plus grave est, ici comme au Nord, celui du chômage.

Des villes fantômes

La semaine dernière encore, M. Denktaş ne cachait pas à ses interlocuteurs que le principal souci de son administration était de maintenir l'homogénéité ethnique de la population turque du nord de l'île. Celle-ci s'élevait actuellement à environ 110 000 habitants. Le leader de la communauté espère qu'avec l'arrivée éventuelle des 10 000 Turcs qui se trouvent encore au Sud, et celle — qu'il tient pour presque certaine — des 40 000 Chypriotes-Turcs résidant à Londres et des 20 000 autres qui ont émigré depuis de longues années en Australie, le nouvel « Etat » pourra mener une existence autonome. M. Denktaş espère encore, sans trop y croire cependant, qu'une fraction importante des 40 000 soldats turcs actuellement à Chypre profiteront de la libération promulguée en leur faveur pour s'installer sur les terres et propriétés grecques vacantes. Pour l'instant, la situation dans le Nord n'est guère idyllique et n'inclut pas les Turcs. Chypriotes du nord, à venir s'y établir. Les que-

Advertisement for cruises: croisières de 14 jours Gènes-Naples Alexandrie-Port-Saïd Beyrouth-Haïfa Istambul-Le Pirée Capri-Gènes. Includes contact information for Flotta Loro and Croisieres Prouet.

Handwritten text in Arabic script: 50 من المال

ASIE

Libres opinions

LA PART DU FEU

par CLAUDE BOURDET

La guerre d'Indochine s'achève. La plus grande puissance économique et militaire de l'univers va y perdre son considérable investissement en vies humaines, en argent, en efforts de tout ordre, en émotion nationale. Une bonne partie de la presse française s'inquiète, s'indigne, parfois ricane; c'est tout juste si on n'accuse pas les Américains de lâcheté. L'ignorance ou nos concupiscentes ont été tenues pendant nos propres guerres coloniales a continué pendant cette dernière « croisade » par Américains et Indochinois interposés. On fait écho à MM. Ford et Kissinger, accusant à la fois le Congrès américain et l'U.R.S.S. d'être à l'origine de ce désastre. On refuse de savoir que, même fortement réduite par le Congrès, l'aide militaire annuelle des Etats-Unis à Thieu était encore en 1974 près de deux fois supérieure à celle que tous les pays communistes accordaient au Nord-Vietnam (700 millions de dollars contre 400 millions) (1).

On dénonce la violation des accords de Paris par les Nord-Vietnamiens, on néglige le fait que pendant des années Hanoi et le G.R.P. ont fait montre d'une réelle patience. En janvier 1975, un journaliste américain bien connu écrivait: « Presque depuis le moment où les accords ont été signés, le président Thieu a pris l'offensive pour essayer d'éliminer les taches d'encre » des communistes et de les rejeter dans leurs sanctuaires... Ce qui est extraordinairement important dans le contexte militaire, c'est, naturellement, la retenue (restraint) dont ont fait preuve les forces nord-vietnamiennes. » (2). Corollairement, en juillet 1974, l'amiral Moore, président du conseil des chefs d'état-major, soulignait que « le principal effort des communistes avait été dirigé vers le développement de leur infrastructure et la tentative d'accroître leur influence politique au sein de la population » (3).

Les accords de Paris, prévoyant un « cessez-le-feu » sur place, ont été, dès le début, violés militairement par Thieu, mais aussi politiquement quand il a refusé le Conseil de réconciliation, prévu par les accords, et les élections que ce Conseil devait préparer. Si Thieu s'est permis cette politique, il semble bien que c'est parce qu'il avait reçu de Kissinger et Nixon des promesses assorties l'assurance qu'il aurait l'appui militaire américain quelle que soit son attitude; la réponse embarrassée faite aux accusations du sénateur Jackson par le porte-parole du président Ford, reconnaissant qu'il y a eu effectivement des contacts secrets, est révélatrice.

Grâce à Watergate, le Congrès américain a pu se débarrasser de Nixon. Mais le Congrès a aussi appris, notamment par la publication des fameux « dossiers du Pentagone », comment le gouvernement Johnson a entraîné les Etats-Unis dans la guerre, en préparant et fabriquant, en août 1964, l'incident du golfe du Tonkin; il a connu, non seulement par l'affaire de My-Lai, mais aussi par les témoignages de soldats, recueillis par la commission des affaires étrangères du Sénat en avril 1971, la sauvagerie dont ont fait preuve de nombreuses unités américaines; il a constaté que depuis dix ans les gouvernements successifs n'ont cessé de lui mentir. L'écroulement de Lon Nol, la fausse manœuvre de Thieu, le 15 avril, abandonnant sans combat les deux tiers du pays et un milliard de dollars de matériel, ont fait déborder le vase. Le Congrès a tiré un trait sur dix ans d'erreurs, de cruautés et de faillissements. Cette sagesse, cette lucidité et l'absence de complaisance, il faut plutôt s'en louer qu'en moquer. Après tout, pendant « notre » guerre d'Indochine et celle d'Algérie, le Parlement français devant des mensonges éliminés et des crimes comparables a pratiqué avec constance la politique de l'autruche.

Mais il faut tirer la leçon de l'échec des Américains — d'autant plus qu'ils n'ont rien fait d'autre que perpétuer nos erreurs. Cette leçon qu'aucune nation, et puissante soit-elle, ne peut contraindre indéfiniment la course de l'évolution historique, mais tout au plus la régulariser, et elle sait faire à temps la part du feu. Et chaque fois que l'on tarde à faire cette part, le terrain politique, et parfois géographique à sauver, devient plus exigu, se rétrécit en peu de jours. En 1973 et 1974, si les Etats-Unis avaient imposé à Thieu l'application des accords de Paris au lieu de l'aider à les saboter, un Etat neutre du Sud-Vietnam aurait vu le jour sans désastre et le rapport des forces intérieures y aurait été différent. De 1964 à 1973, si les Etats-Unis avaient accepté loyalement les accords de Genève au lieu de se jeter dans la guerre pour les rendre inopérants, le deuxième conflit aurait été évité, et l'Amérique aurait certainement établi, avec un Vietnam unifié dans la paix, et gouverné par des communistes aussi nationalistes que Tito, des rapports aussi amicaux qu'avec la Yougoslavie.

Quant à la France... Elle pouvait, en 1954, au lieu d'imposer une division artificielle en « Nord » et « Sud », refusée par tous les nationalistes, négocier avec Ho Chi Minh une unification qui aurait réservé à la France un rôle privilégié pour aider au développement du Vietnam. Auparavant, en 1947-1949, elle aurait pu, si elle ne s'était pas lancée dans la vaine expérience Bao Dai, obtenir aisément l'arrêt de la guerre, et la participation du Vietnam à cette Union française qui apparaissait à Ho Chi Minh une protection contre d'autres appétits; qui sait, cette Union mal conçue au départ serait peut-être devenue une réalité? Encore plus tôt, dans le sabotage par d'Argonneux de la conférence de Fontainebleau pour d'aberrantes exigences abandonnées peu après, toute guerre aurait été évitée.

Bientôt, quand la paix sera revenue, nous entendrons les politiciens, en France, en Amérique et ailleurs, se féliciter que se rétablissent entre les Etats d'Indochine et nos pays, des liens qui servent une fraction de ceux qui eussent été possibles il y a dix ans, il y a vingt ans, il y a trente ans. Et à quel prix épouvantable, démentiel... Et s'il n'y avait que l'Indochine! La leçon de la guerre d'Algérie est la même. Et trop de gens, en France et ailleurs, ne l'ont pas encore comprise. Mais c'est au Proche-Orient, que l'enseignement peut être le plus utile, et que les conséquences du même aveuglement peuvent être les plus graves. Depuis 1967, le rapport de forces, écrasant, établi en faveur d'Israël par la guerre des six jours, se détériore lentement. Et pourtant, comme les grandes puissances, Israël a manqué le moment où une paix sûre et avantageuse était à sa portée, et continue à formuler des exigences territoriales déjà inacceptables hier. Comme ces puissances, Israël ne veut pas voir que la situation a changé, qu'il faut maintenant non seulement réduire ces exigences, mais faire un pas de plus: ici, vis-à-vis des Palestiniens.

Sans doute, comme pour Thieu, l'appui américain inconditionnel a joué un rôle néfaste, et a encouragé l'utopie annexionniste. Mais cette attitude américaine change, heureusement pour Israël, et l'alcool pénétrant de ce soutien inconditionnel se dilue. Aujourd'hui, Israël est encore assez fort pour négocier utilement. Et Rabin n'est pas Thieu. Peut-on espérer que la leçon si claire, écrite dans les forêts et les rizières du Sud-Est asiatique, sera lue par les hommes d'Etat israéliens?

(1) G. Wilson (International Herald Tribune), 1er avril 1975, citant les évaluations des services américains. (2) Maynard Parker (Newsweek), dans Foreign Affairs, janvier 1975. (3) Cité par le Sunday Times, 13 avril 1975.

صك: امان الامل

LA SITUATION AU VIETNAM

La marge de manœuvre du général Minh se réduit d'heure en heure

(Suite de la première page.) Samedi 26 avril, une telle possibilité était dépassée.

A Hanoi, Une source autorisée indique d'une solution militaire « avait été programmée » au cas où les pourparlers échoueraient; sans vouloir commenter les démarches de certains pays tiers pour rapprocher les points de vue, la même source affirme que « les efforts des uns et des autres ont échoués ».

Les « milieux autorisés » français indiquent encore lundi en début d'après-midi, à la suite des déclarations du général Minh, que « la ballé était dans le camp du G.R.P. ». Mais les révolutions ne s'opèrent pas ainsi. A la sortie du bureau de M. Sauvagnargues, M. Vu Van Sung, ambassadeur de Hanoi à Paris, réitérait les exigences du G.R.P. Il estimait que les conditions n'étaient pas remplies d'un dialogue entre le gouvernement révolutionnaire et le gouvernement de Saigon. M. Pham Van Ba, chef de la mission du G.R.P.,

déclarait de son côté que « toute personne patriote qui accepte les conditions du G.R.P. » serait un interlocuteur valable. Le ministre français avait exprimé l'espoir de voir naître une solution pacifique.

Le général Minh n'a-t-il « pratiquement plus rien à gouverner », comme le disait mardi matin Radio-Moscou? Il est de fait que de nombreux hauts fonctionnaires ont quitté le pays. Le général Cao Van Vien, président du comité des chefs d'état-major, a, lui aussi, choisi l'exil lundi; il est parti à bord de son avion personnel accompagné d'un groupe d'officiers supérieurs parmi lesquels le commandant des forces spéciales. Nul ne sait quand le nouveau gouvernement sera formé, s'il l'est un jour. La marge de manœuvre du général Minh se réduit d'heure en heure. M. Vu Van Mau, le nouveau premier ministre, a cependant affirmé lundi qu'il avait décidé de faire libérer tous les détenus politiques. Et trois tou-

tidens interdits en février ont reparu lundi.

Lundi soir, le général Minh a demandé à l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Martin, de fermer dans les vingt-quatre heures son ambassade et de faire évacuer tout le personnel du service de l'attaché militaire des Etats-Unis. M. Martin a aussitôt fait savoir qu'il se conformerait à cette demande. Dans une allocution radiodiffusée, M. Vu Van Mau déclarait alors: « Le gouvernement de la République du Vietnam préconise l'application de l'accord de Paris, en particulier des articles 7, 4 et 9, qui stipulent que les Etats-Unis doivent respecter les droits fondamentaux du peuple vietnamien et le droit de l'autodétermination du peuple sud-vietnamien et mettre fin à tout engagement militaire comme à toute ingérence dans les affaires intérieures du Vietnam du Sud. »

Parlant de la situation intérieure, le premier ministre disait: « Toute la machine administrative, de l'échelon central à l'échelon régional, sont rapidement réarmés pour être adaptés à un régime de vraie liberté. » A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche avait peu auparavant déclaré: « Les Etats-Unis travailleront certainement avec le gouvernement du président Minh comme ils ont travaillé avec les précédents. » Une telle occasion ne lui a pas été fournie.

Une offre de cessez-le-feu oubliée

Washington a alors donné l'ordre d'évacuer les ressortissants américains et de certains Vietnamiens. L'opération a commencé très tôt dans la matinée. Des hélicoptères appaisaient sur la capitale, tous feux éteints. Les Américains se réunissaient aux treize endroits qui avaient été fixés. M. Martin quittait à pied son ambassade. Le plan initial d'évacuation par avion ayant été abandonné, il semblerait qu'au total soixante hélicoptères aient participé à l'opération; ils avaient décollé de l'aéroport de la base des côtes vietnamiennes. Les Américains quittaient ainsi le Sud. Non sans pertes; deux marines avaient été tués à Tan-Son-Nhut lors d'un bombardement de nuit.

Cependant que les Américains parlaient de nombreux habitants des quartiers périphériques commençaient mardi après-midi à affluer dans le centre de Saigon. Des ouvriers ont élevé en hâte des barrières autour de l'ambassade de France pour protéger les locaux d'un éventuel assaut de réfugiés pris de panique. On apprendait alors que les forces communistes s'étaient emparées de Bien-Hoa, la plus grande base aérienne du Vietnam, à moins de 30 kilomètres de Saigon. D'autre part, Radio-Saigon annonçait que des commandos révolutionnaires avaient été repoussés non loin de Tan-Son-Nhut. Mardi, en début d'après-midi, l'offre de cessez-le-feu faite lundi par le président Minh paraissait oubliée.

POUR CEUVRE A LA RECONSTRUCTION NATIONALE

M. Ngo Cong Duc, l'un des chefs de la troisième force rentre à Saigon

Bangkok. — N. Ngo Cong Duc, l'un des dirigeants du troisième mouvement sud-vietnamien, ancien député, condamné à la prison par le régime Thieu, a décidé de mettre fin à trois ans et demi d'exil et de rentrer immédiatement à Saigon. On espère être mardi dans la capitale sud-vietnamienne pour, a-t-il déclaré lundi à Bangkok, « rassembler ceux qui ne veulent pas d'une sanglante et éphémère bataille de Saigon et préparer la coopération future avec le G.R.P. »

« Je souhaite que tous les Vietnamiens refusent d'être exilés vers les Etats-Unis. Ils doivent rester au Vietnam pour participer à la reconstruction du pays. Mieux vaut vivre avec les communistes que de passer sa vie en exil, surtout aux Etats-Unis. Je parle par expérience », a poursuivi l'ancien député de Vinh-Binh, centre risicole du Delta.

« Je n'ai aucune ambition personnelle, dit encore M. Ngo Cong Duc. Je ne veux pas être ministre ni aujourd'hui ni demain. Si comme on peut le penser, le G.R.P. est appelé à gouverner le Vietnam, nous sommes prêts à coopérer avec lui à l'œuvre de reconstruction nationale. »

Après de longues années, M. Duc appartient à une grande famille du Delta. Son père fut assassiné il y a vingt ans par le Vietnam. Il a représenté pendant quatre ans le district de Vinh-Binh à l'Assemblée. Pendant la campagne électorale de 1971, il a été battu par la police, ses partisans ont été arrêtés et les bulletins de vote en sa faveur ont été brûlés sur ordre du gouvernement Thieu.

L'imprimerie de son journal fut détruite deux fois par des bombes. En 1972, le Tin Sang était définitivement interdit. Peu après, M. Duc était condamné à trois

ans de prison en raison de son action en faveur de la paix et de la réconciliation. Tous ses biens furent saisis. Il réussit à s'échapper à pied, clandestinement, en traversant le Delta, puis le Cambodge et put finalement rejoindre l'Europe, où il a été l'un des animateurs de la troisième force.

Il a passé les trois derniers mois aux Etats-Unis, visitant vingt grandes villes, rencontrant quarante sénateurs et passant dans plus de quatre-vingts programmes de télévision. Il est admis que son action a contribué pour une grande part à la décision du Congrès de refuser toute aide militaire supplémentaire au régime de Saigon.

Le 27 février, le journal gouvernemental Quoi? Cuong, irrité de son succès américain, publiait une photo en première page sous le titre: « Le traitre que nous n'avons pas oublié. »

Quinze divisions autour de la capitale

En fait, dès lundi soir, le président Ford réunissait d'urgence son conseil national de sécurité. Le pont aérien permettant l'évacuation d'Américains et de Vietnamiens à partir de l'aéroport de Tan-Son-Nhut avait été interrompu: des roquettes tombèrent sur les installations, des avions avaient bombardé la base (sans que l'on sache exactement d'où ils venaient) ni par qui ils étaient pilotés) et des unités communistes progressaient en direction de l'aéroport. Un avion américain C-130 avait été détruit au sol; onze appareils au total, avaient été atteints. Le Pentagone évaluait alors à quinze le nombre des divisions

ECONOMIA

LE MENSUEL DE L'ACTUALITE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

VIENT DE PARAITRE

AU SOMMAIRE DU NUMERO DE MAI

Tourisme: l'envers du décor

L'été 1975 ne sera pas meilleur que le précédent pour les pays exportateurs de soleil et d'exotisme. Pour ces pays, c'est le temps des bilans amers. Ils se rendent compte que les flots de touristes de plus en plus nombreux qui s'abattaient sur leurs plages ne leur apportaient pas automatiquement la fortune. Industrie complexe, le tourisme est resté trop longtemps le domaine des idées simples. Un dossier établi par « Economia » en collaboration avec des experts montre à qui a réellement profité le tourisme jusqu'à maintenant et ce qu'il en sera demain.

Les rouages du marché des métaux

Faut-il brûler le London Metal Exchange? « Economia » a observé en détail le fonctionnement de cette bourse internationale des métaux qui traite autant d'affaires que la Bourse de Paris et fixe les prix mondiaux du cuivre, de l'étain, du zinc et du plomb, dont dépend la prospérité de nombreux pays pauvres.

Venezuela: le plus vieux des nouveaux riches

Le boom du pétrole a commencé il y a cinquante ans au bord du lac Maracaibo. L'envoyé spécial de « Economia » a pu établir un véritable catalogue de tout ce que a doit pas faire un pays qui veut vraiment profiter de la manne pétrolière pour garantir son avenir économique et politique.

ET COMME D'HABITUDE

Des enquêtes (Si l'Europe des neuf n'existe plus, La guerre météorologique, La nouvelle carte politique de l'Asie, etc.); des notes d'actualité (IBM, la conférence européenne de sécurité, l'Italie, le commerce extérieur français, Egypte, Belgique, le « contrat du siècle », etc.) et des chroniques solennelles, marchés financiers, lu pour vous, etc.).

en vente dans tous les kiosques 5f

DU SUD

Créer la panique pour...

Chaque jour... (Texte partiellement illisible)



DIPLOMATIE

LE MARCHE SOUTIEN EST... (Texte partiellement illisible)

EFF et E votre au en une he

LES PLUS GRANDES MARQUES

240 F

15 VAUGIRARD

17e PORTE D...

INFORMATIONS

239-60-00

DU SUD

Créer la panique pour accélérer le dénouement

(Suite de la première page.) Un coup d'Etat militaire ou l'attaque générale par des commandos vietnamiens infiltrés dans la ville...

Deux heures après ces tirs, la radio nationale ne donnait toujours pas un mot d'explication sur Saigon...

Des considérations futures

Le nouveau président de la République, applaudi par ceux des députés qui n'avaient pas fui avec les Américains...

DIPLOMATIE

M. JEAN-MARIE SOUTOU EST NOMMÉ REPRÉSENTANT PERMANENT AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Le Journal officiel du mercredi 30 avril annonce la nomination de M. Jean-Marie Soutou...

(Né en 1912, entré dans la Résistance en 1941, M. Soutou a été nommé en 1943 député en Suisse du commissariat à l'Information...)

soit son étiquette et que sa machine de guerre doit être détruite (selon certaines traductions, les exigences de l'adversaire sont encore plus précises : « L'armée fantôme doit être...

Dans la journée de lundi, on s'intéressait encore à la composition du nouveau gouvernement. Les experts relisaient la biographie du vice-président de la République...

Il y a une semaine, les révolutionnaires ne songaient sans...



(Dessin de KONE.)

doute pas à une attaque qui, si elle venait de la résistance, fera une fâcheuse impression à l'opinion mondiale. Mais, par leur criminel attentisme, les politiciens sud-vietnamiens ont laissé l'adversaire s'organiser et se rapprocher de la capitale à un point tel qu'il est devenu bien tentant pour certains de procéder sans attendre à cette « réintégration » dont on rêve depuis toujours à Hanoi.

Les renseignements militaires les plus sûrs indiquent que les Nord-Vietnamiens concentrés aux environs de Saigon laissent aux soldats du G.R.P. le soin de procéder aux harcèlements de la capitale. Si Saigon tombe par les armes, ce seront les F.A.P. (1) et non les divisions nord-vietnamiennes qui instaureront l'ordre nouveau. Pour précipiter les événements il suffit aux révolutionnaires de créer la panique parmi la population en usant de ces lance-roquettes dont les tirs sont recoutablement imprécis. Il suffit, comme le fait activement la radio du G.R.P., d'inciter les soldats à désertir en menaçant de « châtiments » ceux qui obéissent au « commandement fantôme » et en promettant que « les...

actes méritoires seront récompensés de façon adéquate ».

Il est tout à fait possible que les aviateurs qui ont bombardé lundi Tan-Son-Nhut aient deviné un appel, il est vrai non daté, du G.R.P. qui a été diffusé dans la nuit de lundi à mardi et qui invite les pilotes à « se servir des avions et des bombes » pour attaquer les forces « à la solde de l'impérialisme américain ».

L'espoir d'une solution négociée demeure cependant chevillé au cœur des Saigonnais. Le canon n'a-t-il pas diminué d'intensité en fin de matinée? Le départ des derniers Américains ne répond-il pas à une exigence fondamentale du G.R.P.? Déjà certains prennent des libertés avec le couvre-feu, que font en principe observer des miliciens en...

AU CAMBODGE

Toutes les personnes réfugiées à l'ambassade de France à Phnom-Penh seraient prochainement expulsées du pays

Les autorités de Phnom-Penh ont décidé d'expulser toutes les personnes réfugiées à l'ambassade de France dans la capitale cambodgienne depuis le 18 avril ou les jours suivants. Les opérations d'évacuation commenceront dans les quarante-huit heures, indique mardi 29 avril le bureau de l'A.P.P. à Bangkok...

nous devons travailler ensemble contre les anciens et les nouveaux impérialistes, contre les anciens colonialistes et les neo-colonialistes, pour atteindre une véritable indépendance, la paix, la justice et le développement... Le vice-premier ministre, selon les observateurs à Bangkok, le dirigeant des Khmers rouges, tout en définissant une politique étrangère non alignée semblable à celle dont se réclamait le Cambodge avant le coup d'Etat de 1970 qui renversa le prince Sihanouk, a voulu mettre en même temps en garde le Vietnam du Nord, la Chine et l'Union soviétique contre toute ingérence dans les affaires du Cambodge.

Une « société progressiste »

On ne peut s'attendre, d'autre part, que les Etats-Unis, et même la France, bénéficient du traitement de faveur, du moins si l'on en juge par les chants révolutionnaires diffusés par Radio-Phnom-Penh et proclamés : « Notre Cambodge, maltraité par les sauvages ennemis impérialistes français et américains, est aujourd'hui libéré à cent pour cent »... Le prince Sihanouk, toutefois, serait passé à « oublier les cinq années passées et à prendre personnellement des mesures pour établir de nouvelles relations diplomatiques avec les Etats-Unis ».

Les décisions prises par le congrès national — du moins telles qu'elles ont été présentées à la radio de Phnom-Penh par M. Khieu Samphan — n'apparaissent en revanche, guère de lumière sur les institutions que...

pourrait se donner le régime révolutionnaire. Ce premier congrès national deviendra-t-il une institution permanente? Quels sont les organismes administratifs auxquels cette assemblée a pu donner naissance? Le congrès a seulement décidé, a expliqué M. Khieu Samphan, « d'accepter sans réserves le désir du peuple et des forces armées de libération qui veulent avoir, une société progressiste. La victoire sur le régime Lon Nol est celle de du peuple Khmer massé sous le drapeau révolutionnaire, celle de la lutte menée par les paysans pauvres et les travailleurs. Elle a été remportée par ceux qui ont tous abandonné — leur vie, leurs biens, leurs familles — pour se battre en première ligne ».

Pour le voir dans ces propos confirmant des informations indiquant que Phnom-Penh avait été évacuée sur ordre des Khmers rouges, le 18 avril, et que sa population avait été en partie remplacée par des paysans venus des provinces et par des combattants de l'armée de libération? Selon les informations transmises à Bangkok par les réfugiés du travail de Champus et de Phnom-Penh, la grande campagne d'évacuation déclenchée dans les villes dès le 17 avril avait pour but de mettre le maximum de soldats au travail de champs. Le radio a indiqué, d'autre part, lundi, qu'après trois jours de commémoration de la victoire, les brigades de développement du parti sont très occupées. Ces brigades, dont le nom est mentionné pour la première fois, « défrichent les terres vierges, essaiment les terres labourées et labourent immédiatement les terres récoltées », précise la radio de Phnom-Penh.

Un pays neutraliste

A Phnom-Penh, un congrès extraordinaire s'est réuni les 25, 26 et 27 avril. Il a défini notamment les grandes lignes de la politique que suivra le nouveau régime cambodgien. Cette assemblée populaire comptait trois cent onze représentants « de tous les secteurs de la vie nationale ».

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

Mme PERON s'est rendue à Tucuman, lundi 28 avril, dans la zone où d'importantes effectifs de l'armée argentine ont déclenché, le 9 février dernier, une opération contre les guérilleros de T.E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple).

Chili

UNE ENQUETE sera ouverte à Santiago à propos de la démission de deux journalistes de l'Agence France-Presse MM. Jacques Kaufman et Enrique Guezman, arrêtés le 26 avril par des civils armés selon toute vraisemblance des policiers — et relâchés vingt-quatre heures plus tard, après avoir été maltraités. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Espagne

M. ARIAS NAVARRO, premier ministre, a été omis, le lundi 28 avril, par des militaires d'extrême droite, alors qu'il sortait d'une messe à la mémoire des policiers espagnols récemment morts en service. Les manifestants ont reproché au chef du gouvernement le manque de fermeté de sa politique. — (A.F.P.)

TRENTE PERSONNES ont été arrêtées au Pays Basque depuis la proclamation, le 26 avril, de l'état d'urgence dans les provinces de Guipuzcoa et de Biscaye, annoncées officiellement. D'autres sources font état de plusieurs centaines d'arrestations. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Taiwan M. TSIANG TSIANG-KUO, premier ministre taiwanais, a été élu, lundi 28 avril, par le comité central du Kuomintang pour succéder à son père, M. Tsiang Kai-chek à la tête du parti. M. Yen Chia-kan, membre du comité central du Kuomintang, a été élu, d'autre part, président de l'état. — (A.F.P.)

Uruguay PLUS DE MILLE CINQ-CENTS PERSONNES ont été arrêtées à l'approche du 1er mai, déclarent des sources informées à Montevideo. Les autorités relâchent des manifestations, et ont déjà posté des policiers en tenue anti-émeute le long de la principale artère de la capitale. — (A.F.P.)

LA SITUATION AU VIETNAM

Le général Minh se réduit à heures... (Texte très flou et partiellement coupé)

EUROFRANCE VIENT DE PARAITRE

Tournez : l'univers du décor... Les magasins de marche des... (Texte partiellement coupé)

EFF et EUROFRANCE: votre autoradio installé en une heure à partir de 204'

LES PLUS GRANDES MARQUES... POSE EN 1 HEURE... CREDIT IMMEDIAT... Autoradio BLAUPUNKT... EUROFRANCE... 15° VAUGIRARD... 17° PORTE DE CLICHY... 11° VOLTAIRE...

le refuge formation... organisme de formation professionnelle continue... Stages de: Mathématiques, Informatique, Statistiques, Calcul des probabilités...

ANGELINA... ANCIENNE MAISON... 288, Rue de Rivoli... 75001 PARIS

TIME... THE ELECTIONS IN PORTUGAL... ROME'S WRECKING CREW... CAMBODIA'S FUTURE... ON SALE NOW

La pêche est ouverte chez Gastinne Renette... un meilleur matériel pour une pêche plus sportive... 39, Avenue Franklin-D-Roosevelt - 75008 Paris - Tél. 859.77.74

سكزامن الأصيل

صكنا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LA VISITE EN FRANCE DU MINISTRE ISRAËLIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Sauvagnargues plaide auprès de M. Allon pour une négociation globale

A la fin de la première journée de sa visite à Paris, M. Allon, ministre israélien des Affaires étrangères, a assisté au dîner offert en son honneur par M. Sauvagnargues, au Quai d'Orsay.

Dans son allocution, le ministre français a regretté que la dernière mission du secrétaire d'État américain visant à obtenir un accord partiel (...) facilitant des progrès ultérieurs vers un règlement général... ait échoué.

« (...) Une constatation s'impose : on ne peut valablement isoler, même provisoirement, un volet du règlement par rapport aux autres. Les trois aspects fondamentaux du problème sont liés et influent les uns sur les autres... »

M. ALLON : ne pas tirer les marrons du feu pour les Arabes

Dans sa réponse, M. Allon a notamment déclaré : « Israël est prêt à engager des négociations à Genève ou ailleurs à n'importe quel moment. Dans la situation géostratégique actuelle... »

La prise d'otages au consulat d'Israël à Johannesburg

L'attentat a été perpétré par un agent de la sécurité israélien

Le drame sanglant du consulat d'Israël à Johannesburg a été dénoué à l'aube du mardi 29 avril, par un coup de théâtre : l'auteur de l'agression était un employé israélien du consulat, un certain David Protter, originaire d'Afrique du Sud, et qui avait, semble-t-il, des griefs personnels ou politiques à l'égard de ses employeurs.

David Protter, chargé paradoxalement des fonctions de garde de sécurité du consulat, est un homme qui avait cru être, initialement, parmi les quelque vingt et un otages détenus par « un commando terroriste de libération japonais », s'est rendu à la police à 5 h. 30 après un bref assaut des policiers contre les locaux du consulat. Au moins deux personnes ont été tuées et une quinzaine blessées, au cours des fusillades qui ont éclaté pendant le siège.

Selon le ministre sud-africain de la police, M. Jimmy Kruger, l'affaire a été organisée par David Protter « qui a agi dans un but politique ». Agé de vingt-six ans, Protter avait été engagé en Israël pendant la guerre d'octobre et appartenait depuis lors, semble-t-il, aux services de sécurité israéliens.

Selon les correspondants de la radio israélienne à Tel-Aviv, c'est assés tard que le personnel du consulat général à Johannesburg qu'il effectuait, sur instructions, un exercice de sécurité, que David Protter, chargé de la fouille à l'entrée du consulat, a réussi à rendre maître de la situation. Les otages libérés ont précisé que, pour accéder à la salle de six personnes, il avait lancé, un téléphone au milieu de la police. Protter avait à maintes reprises, modifié sa voix au cours de ses conversations avec l'extérieur.

À Jérusalem, le bureau du premier ministre a précisé ce mardi matin que, depuis lundi 28 avril, il savait que les assaillants du consulat se réduisaient en fait au seul David Protter, « employé israélien » contre le gouvernement israélien. Mais en accord avec le gouvernement d'Afrique du Sud et sur sa demande, le gouvernement israélien accepta de ne pas divulguer ce fait avant la libération complète des otages. Protter ayant à plusieurs reprises menacé de tuer ses prisonniers si les autorités s'étaient précipitées sur le consulat.

Selon la police sud-africaine, il s'agit d'une action entreprise par un déséquilibré. Protter avait des « griefs personnels d'ordre politique » contre le gouvernement israélien et entendait trouver un moyen spectaculaire de se faire écouter par le cabinet de M. Itzhak Rabin. — (A.F.P.)

En visite à Moscou

M. YASSER ARAFAT SERAIT INVITÉ À ADMETTRE LE PRINCIPE DE L'EXISTENCE DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Moscou (A.F.P. - Reuter). — M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., est arrivé lundi 28 avril à Moscou, accompagné d'une délégation de son organisation, pour une visite de trois à quatre jours. On ignore si le leader palestinien est invité par son interlocuteur parli communiste de l'U.R.S.S. Les observateurs de Moscou accordent, selon l'A.F.P., une importance déterminante à cette visite. Le président de l'O.L.P. serait invité par ses interlocuteurs soviétiques à admettre le principe de la reconnaissance de l'État d'Israël en échange de l'établissement d'un État palestinien. La réponse de M. Yasser Arafat sera décisive, selon ces observateurs, pour la reprise des travaux de la conférence de Genève, dont les dirigeants soviétiques viennent de redéfinir les objectifs et qui doit permettre d'aboutir, de leur point de vue, à un règlement global et définitif. On rappelle à Moscou que M. Gromyko a fait savoir les 19 et 23 avril aux représentants des deux pays du « champ de bataille » Ném, Ismail Fahmi et Abdel Halim Khaddam, respectivement ministres des Affaires étrangères d'Égypte et de Syrie que ce règlement global passe par la reconnaissance d'un « droit d'existence indépendante » de l'État hébreu.

● A l'occasion de la remise du Prix de Jérusalem à Simone de Beauvoir, le cercle Bernard Lazare organise une réunion publique le mardi 6 mai, à 20 h. 30, au centre Rasch, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris. Au cours de cette soirée présidée par André Schwartz-Bart, Simone de Beauvoir exposera son point de vue sur Israël. On entendra également Simone Schwartz-Bart, Elisabeth de Fontenay, Arieh Yaari et Henry Bulawko. Entrée sur invitation seulement à retirer au secrétariat du C.R.L., 17, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 678-63-06.

(PUBLICITE) GRANDS VINS DE BOURGOGNE DE VITICULTEUR F/haat. — BOURGOGNE ALIGOTÉ 1973... 8,90 — BOURGOGNE BLANC 1973... 10,00 — MEURSAULT, Les Tillets, 1973 17,00 — MEURSAULT, Clos de Grumet, 1973... 17,00 — 1973... 17,00 Expédition par caisses de 12, 18, 20 et 25 bouteilles. Paiement à la commande ou contre remboursement. Raymond JAVILLIER, viticulteur, 5, rue des Fosses, 21190 MEURSAULT.

AFRIQUE

Maroc

IL N'EXISTE AUCUN CONTENTIEUX AVEC LA FRANCE déclare le roi Hassan II

« Il n'existe aucun contentieux entre le Maroc et la France », a déclaré, lundi soir 28 avril, lors d'une interview diffusée sur France-Inter le roi Hassan II. Le souverain, qui était interrogé à l'occasion de la visite officielle que doit faire au Maroc le président Giscard d'Estaing du 3 au 8 mai, a ajouté : « Il n'y a aucun problème ou suspens qui soit de nature à être traité à l'échelon des chefs d'Etat. Tout le reste, entre chanceliers... »

« Quant à ce qui avait l'intention de dire au président français, le roi a répondu : « Je lui dirai qu'il m'a surpris et ne cesse de me surprendre agréablement... » Après avoir précisé qu'il avait tout d'abord été assez « alarmé » par la façon dont M. Giscard d'Estaing prenait les affaires publiques en main, le souverain a multiplié les éloges, parlant de la « sérénité, la hauteur de vues, la perspective », dont fait preuve, selon lui, le chef de l'Etat.

Le roi a conclu l'entretien par une déclaration sur le Sahara occidental actuellement administré par l'Espagne et qui est revendiqué par le Maroc. « Je suis plein de sérénité à cet égard », a-t-il dit. « Aujourd'hui, seize millions de Marocains le veulent. En 1985, vingt millions le voudront. Ce n'est pas l'agitation qui amène l'indépendance (...), c'est la ténacité et la volonté d'un peuple à s'unir et à s'unifier. »

● L'inauguration de la Maison du Maroc à Paris a été marquée, lundi soir 28 avril, par une réception à l'hôtel Intercontinental, en présence de M. Hassan Zemmouri, ministre de l'Urbanisme, de l'habitat, du tourisme et de l'environnement, de l'ambassadeur du Maroc à Paris et de Mme Yousef ben Abbas. Située place du Palais-Royal, 161 rue Saint-Honoré, la Maison du Maroc regroupera l'ensemble des représentations marocaines à Paris.

Tchad

LES PRISONNIERS POLITIQUES SONT LIBÉRÉS

Tous les prisonniers politiques ont été libérés, lundi 28 avril, par les autorités militaires tchadiennes. Au cours d'une réunion publique rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes place de l'Indépendance, à N'Djamena, le général Malloum, président du Conseil militaire, a annoncé la libération de cent soixante-douze détenus, dont un grand nombre de membres du FROLINAT (Front national de libération).

Parmi les personnalités figurant sur la liste des détenus libérés, on trouve notamment Mme Kallouma Guembang, M. Ahmed Kouilamallah, ancien premier ministre, les anciens ministres Antoinette Bangui et Marc Douma, M. Grégoire Biket, ancien directeur de la radio. Certains membres de la famille de M. Hussein Habre, le chef des rebelles toubous, qui détiennent les otages français, ont également été relâchés.

Deux autres listes ont été rendues publiques. L'une, qui compte trente-sept noms, concerne les détenus morts en prison à la suite de tortures ou de maladie. L'autre qui en comporte trente-trois, énumère les prisonniers « physiquement éliminés » par la régime déchu.

Le général Malloum a déclaré que les anciens détenus politiques pouvaient réintégrer « sans condition » la société tchadienne. Il a cependant rappelé que « toute manifestation ou concentration à caractère politique était interdite jusqu'à nouvel ordre ». Les autorités assurent qu'il n'y a plus aucun prisonnier politique dans le pays. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Les entretiens

L'entretien Sauvagnargues-Allon de lundi matin a été consacré au Proche-Orient. « Nous avons un objectif commun », a déclaré le ministre français à la sortie : le rétablissement de la paix au Proche-Orient. Il y a encore des divergences d'appréciation sur la méthode — cela ne surprendra personne — mais notre compréhension mutuelle a encore fait des progrès. »

En réponse à une question, le ministre israélien, qui a déclaré que les conversations avaient été franches et cordiales, a précisé que la participation éventuelle de la France à la conférence de Genève n'avait pas été discutée. L'après-midi, les deux ministres ont échangé leurs vues sur les autres problèmes internationaux et les relations bilatérales, notamment les moyens d'améliorer l'enseignement du français en Israël.

(1) La résolution 338 du 22 octobre 1973, qui a mis fin à la guerre d'octobre, rappelle la résolution 242 du 22 novembre 1947, qui mit fin à la guerre de six jours en demandant le retrait des forces israéliennes (de ou des territoires occupés selon les versions respectivement arabique et française) et l'établissement « par tous les États de « frontières sûres et reconnues ».

(2) « La paix sera atteinte lorsque nos peuples se rendront compte que seules des négociations basées sur la résolution 338 (1) du Conseil de sécurité, qui inclut trois données de bases (cesses-le-feu, conditionnel, rappel de la résolution 242 (1), demande formelle d'ouvrir des négociations pour une paix juste et durable entre les parties au conflit), sont la seule voie pour l'établissement d'une paix durable, lorsque nos peuples se rendront compte qu'aucune puissance ne voudra retirer pour eux les marrons du feu et que la paix ne peut être établie sans la libre volonté des deux parties, et sans aucune contrainte ou pression d'une troisième, ce n'est qu'alors que les chances de paix seront vraiment réelles. »

(3) « On ne devrait pas conclure que la suspension regrettable des dernières discussions met un point final aux chances d'un nouvel accord intérimaire avec l'Égypte. Il faut trouver un cadre et une situation propices, sans cessez-le-feu, à l'ouverture de la négociation tout le long de la voie de la paix tant désirée. »

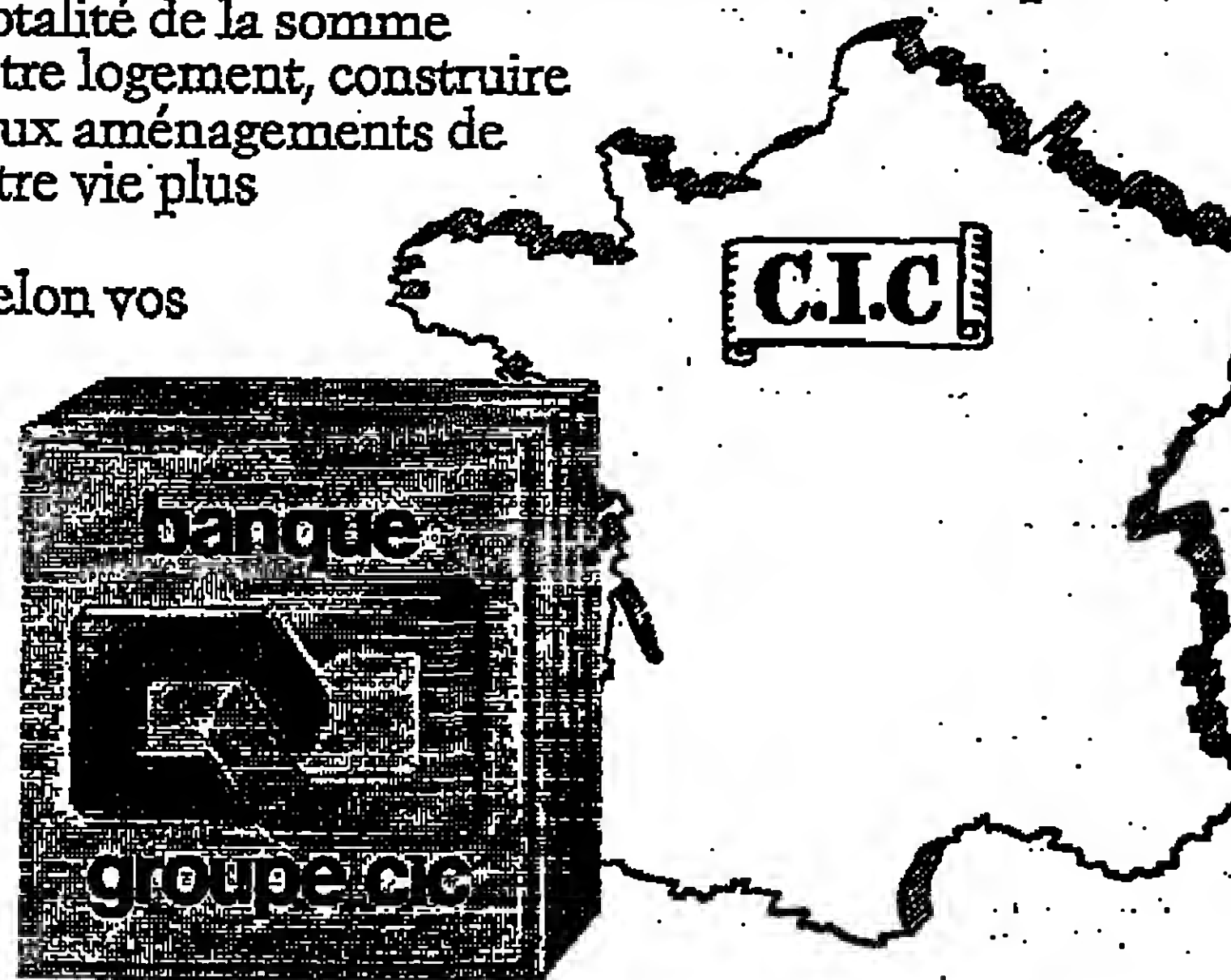
Le vice-premier ministre a consacré une grande partie de son discours aux rapports avec la France. « Pendant notre guerre d'indépendance, en 1948, la France nous a apporté aide et soutien politiques et moraux. Pendant plusieurs années, des rapports intimes se sont tissés entre nos deux peuples. Depuis 1967, et à notre grand regret, l'attitude de la France envers Israël s'est retournée. Le grand libérateur de la République française a « puni » Israël, parce qu'il a osé se défendre contre l'agresseur, bien qu'en 1959 il ait lui-même proclamé cette stratégie pour la France. »

« Nous n'avons pas voulu, et nous ne voulons pas de malentendu avec la France et nous continuerons à rechercher les voies pour le rétablissement de la compréhension mutuelle. »

ACHETEZ UN LOGEMENT NOUS PRÊTONS.

Si l'argent vous manque pour être vraiment chez vous, vous pouvez penser aux prêts immobiliers du CIC, dont les taux viennent de baisser. Les prêts immobiliers, c'est notre affaire et nous n'avons jamais cessé de prêter. Vous n'êtes pas obligés d'avoir épargné la totalité de la somme nécessaire pour acquérir votre logement, construire votre maison ou procéder aux aménagements de votre foyer qui rendront votre vie plus agréable et plus facile.

Nous pouvons vous aider selon vos besoins et vos projets. Dans chaque succursale du CIC, un spécialiste peut étudier votre cas personnel et vous conseiller.



CIC. CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
On peut demander davantage au CIC.

CONGO

Le général Malloum a déclaré que les anciens détenus politiques pouvaient réintégrer « sans condition » la société tchadienne. Il a cependant rappelé que « toute manifestation ou concentration à caractère politique était interdite jusqu'à nouvel ordre ». Les autorités assurent qu'il n'y a plus aucun prisonnier politique dans le pays. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

LA PENSÉE
SPELLE NIKOLOGIE
BESOINS ET COMMUNICATIONS

S'INFORMATISER, OUI MAIS COMMENT ?
« LE CHOIX INFORMATIQUE DES PME AUJOURD'HUI »
UN SEMINAIRE SLIGOS
RESERVE AUX PROPRIETAIRES D'ENTREPRISE
4. 6 JUN 1975
Hotel NEGRESCO - NICE

CONGO : LE SOCIALISME A PETITS PAS

III. - Le pétrole n'est pas tout

De notre envoyé spécial
OLIVIER POSTEL-VINAY

Bien que l'opposition soit réduite au silence, les tensions politiques et ethniques sont vives au Congo (« le Monde » du 27-28 et du 29 avril). Elles s'inscrivent dans un contexte économique et social difficile.

Brazzaville. — Depuis décembre 1971, Elif-Elrap, déjà établie au Gabon, exploite le pétrole congolais, découvert à proximité de la côte. Le budget de l'Etat pour 1974 prévoyait 2,4 milliards de francs CFA (48 millions de francs) de recettes pétrolières. Grâce à la hausse du prix du pétrole, ces recettes ont atteint 21,4 milliards, alors que le budget était fixé à 27,6 milliards. Ce pécule inédit a, dans un premier temps, permis de résorber une partie de la dette publique et de subventionner les entreprises d'Etat en difficulté. Un « programme triennal » adopté en janvier 1975, a prévu pour 76 milliards de francs CFA d'investissements. Le salaire minimum a été augmenté de 70 %, et les traitements des fonctionnaires ont été sensiblement relevés.

On ne connaît pas l'importance des réserves pétrolières off shore. Mais un premier gisement (« Eme-raude ») est déjà épuisé. La mise en exploitation d'un second gisement, découvert par la société italienne AGIP, a été retardée. Les recettes pétrolières seront sans doute inférieures, en 1975, de près de 5 milliards de francs CFA, à celles de 1974. Elles devraient s'accroître sensiblement en 1976, mais combien de temps cela durera-t-il ? Pour l'instant, l'atmosphère est optimiste. A la grande inquiétude de leurs créan-

ciers, les Congolais ont prévu, pour 1975, une impasse budgétaire de 24 milliards de francs CFA. Encore ce chiffre doit-il probablement être révisé en hausse.

« *Maintenant que nous sommes riches, nous pourrions des pré-riétés* », nous a déclaré M. Lopes, premier ministre. C'est sans doute le but principal du voyage qu'il a fait en Chine, au début de mars, et de celui que le président N'Gouabi fit en U.R.S.S. trois semaines plus tard. Four beaucoup, il y a là pas mal d'illusions.

Le pétrole se greffe sur une économie relativement privilégiée. En 1973, le Congo, avec 380 dollars de P.N.B. par tête, se situait au troisième rang des pays d'Afrique francophone, après le Gabon et la Côte-d'Ivoire. Grâce au zinc et au port de Pointe-Noire (le plus important d'Afrique francophone après Abidjan), le Congo est un lieu de passage obligatoire pour les produits de la République Centrafricaine et du Tchad. Le mangrove du Gagon, plus proche de Pointe-Noire que de Libreville, est exporté par un chemin de fer qui rejoint la côte congolaise. Si bien que les deux tiers du revenu national du Congo provenaient, en 1973, du secteur tertiaire, l'industrie (Cé-gère), qui représentait à l'époque 25 % du revenu national, était déjà l'une des plus développées d'Afrique francophone, et exportait vers les autres pays d'Afrique centrale.

Cependant, la forte croissance industrielle des années 60 s'est beaucoup ralentie depuis. Les autres pays d'Afrique centrale,

peu soucieux de complémentarité, se sont pris au jeu de concurrencer l'industrie congolaise. Or le marché intérieur est étroit. De plus, à partir de 1970, l'apparente radicalisation du régime a inquiété les investisseurs privés. Ils ont été relégués par les modes socialistes, mais cela n'a pas suffi à soutenir le rythme de la croissance.

Les entreprises publiques, qui fournissent la moitié de l'effort industriel, et plus de la moitié du revenu national, rencontrent de graves problèmes de gestion. A elle seule, la SIA-Congo, entreprise sucrière qui est aussi la principale unité de production du pays, a un déficit annuel de 1 milliard de francs CFA, alors que, mieux gérée, elle pourrait rapporter 3 milliards de bénéfice net. Au total, 3 à 4 milliards de francs CFA ont été dépensés en 1974 pour renforcer les entreprises publiques.

C'est dans ce domaine, bien plus que dans celui du pétrole, que se joue l'avenir de l'économie

congolaise. Même si les apparences sont trompeuses, il faut prendre au sérieux la détermination des dirigeants actuels (qui fêteront cette année le septième anniversaire du régime) de socialiser progressivement les moyens de production. Leur mérite est peut-être de refuser la tentation, grande chez certains, de le faire sans délai.

Les raisons des difficultés rencontrées dans le secteur public sont multiples et préoccupantes. Certains invoquent l'atavisme : la nature est généreuse, les habitants ont toujours vécu de la cueillette, de la pêche et de la chasse. Ils n'ont pas éprouvé le besoin de devenir des agriculteurs, des éleveurs (la plupart des Congolais, encore aujourd'hui, ont peur des bêtes...), encore moins des commerçants ou des entrepreneurs. Ce peuple aimable, tolérant, habitué à recevoir, a ne pas fournir d'effort surajouté ou qui n'est pas récompensé dans l'instant, ne serait guère préparé aux exigences d'un collectivisme à la chinoise.

La « trilogie déterminante »

Bien dirigés, les Congolais sont pourtant des travailleurs efficaces. La pierre d'achoppement, de l'avis des experts, et même de dirigeants congolais, est la déficience de la gestion. D'après le schéma de la « trilogie déterminante » établi par ordonnance en mai 1973 afin de remédier à l'anarchie qui régnait dans certains secteurs, le directeur n'est que l'exécutant — c'est inscrit dans les textes — des déci-

tagés entre les responsables administratifs, les représentants du parti unique et les syndicats (uniquement lui aussi). En pratique, les cinq administrateurs sont minoritaires dans le comité de direction, puisque les représentants du parti et ceux des travailleurs sont au nombre de treize. Le directeur n'est que l'exécutant — c'est inscrit dans les textes — des déci-

sions du comité de direction. Dans ce système, à vocation autogestionnaire, l'autorité est diluée à l'extrême. La politique intervient à tous les niveaux. Il faut de vieilles structures bien rodées comme celles de l'Agence transcongolaise de navigation (A.T.C.) pour résister à une pareille confusion des genres.

De surcroît, comme le soulignait en février 1974 le journal du parti, *Etamba*, « on néglige de rendre compte aux autorités des difficultés que l'on rencontre ». Car, dans un tel système, rechercher la cause d'une « difficulté » revient souvent à chercher un coupable. Dans chaque entreprise existe un « tribunal des camarades » qui a fin de « maintenir la sérénité du climat social », est habilité à juger les fautes économiques. Or « *inconséquences professionnelles à tous les niveaux est élevée au rang de délit politico-économique et sanctionnée comme tel* ». Rares sont ceux, dans ces conditions, qui acceptent d'assumer pleinement leurs responsabilités.

Les dépenses de prestige sont relativement peu nombreuses : un avion personnel pour le président, de beaux immeubles prévus pour le parti et les ministères, une route somptueuse lancée vers le nord, d'où M. N'Gouabi est originaire, et où la population est clairsemée. « *Au total, nous a déclaré un fonctionnaire international, le programme triennal est plutôt raisonnable. Mais les investissements ne sont rien si l'homme ne suit pas. Quelle que soit leur importance, ils restent sans effet s'ils ne donnent pas naissance à des unités de production convenablement gérées* ».

En dépit du pétrole, de nombreux responsables envisagent

avec circonspection l'avenir économique du Congo. Sur le plan social, la situation évolue rapidement. A la suite d'un exode rural massif, les trois quarts des Congolais vivent aujourd'hui le long de l'axe Pointe-Noire - Brazzaville, où se forme un sous-prolétariat surtout composé de jeunes chômeurs qui ne sont pas loin de représenter la majorité de la population active. Les difficultés des entreprises publiques aggravent sensiblement la crise de l'emploi, malgré l'action des syndicats. L'inflation, particulièrement sensible dans une économie tournée vers l'intérieur, absorbe les hausses de salaires. Or le pays ne dispose pas de structures de repli, comme l'agriculture ou l'élevage. Le jeune chômeur n'est pas tenté de revenir au village, car il sait qu'il y trouvera pas d'emploi. Certains, dans la foulée de M. N'Gouabi, l'influent ministre de l'Agriculture, étudient les moyens de créer une agriculture congolaise. La « *promotion coopérative* » est en route. Mais il faut former des cadres, et les congolais, tâche difficile, car si la socialisation est très développée, retourner à la terre quand on a été un lycéen est ressenti comme une déchéance.

Comme dans la plupart des pays d'Afrique noire, l'exode rural s'accroît aux bidonvilles prolifèrent aux abords des centres urbains et rien n'est fait pour contenir la natalité. « *Je n'ai que cinq enfants, nous a dit un ouvrier d'une petite entreprise, avec un large sourire, j'espère en avoir beaucoup d'autres* ».

On comprend, dans ces conditions, que le développement économique soit la « *priorité des priorités* », pour reprendre une formule que les Congolais affectionnent.

FIN

LOGEMENT ETONS.

LA PENSÉE
REVUE DU RATIONALISME MODERNE
ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE
SPÉCIAL SOCIOLOGIE
N° 128 - AVRIL 1975
BESOINS ET CONSOMMATION

- PRODUCTION DES BESOINS ET BESOINS DE LA PRODUCTION
- BESOINS SOCIAUX ET SOCIALIZATION DE LA CONSOMMATION
- DÉTERMINATIONS SOCIALES ET INDIVIDUELLES DES BESOINS
- POLITIQUE DU LOGEMENT
- LE MOMENT OBJECTIF ET LE MOMENT SUBJECTIF
- LES INTERETS CONTRE LES BESOINS
- LES MODES DE CONSOMMATION
- L'OCCULTATION DES RAPPORTS DE PRODUCTION

Paul-Henry CHEMBART DE LAUWE - Francis GODARD
Patrice GREVET - Susanna MAGRI - Jean-Louis MOYNOT
Edmond FRESTECHELLE - Jean-Pierre TERRAIL

REDACTION ET ADMINISTRATION :
146, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE - PARIS (10^e)
Téléphone 228-42-23

1 an (6 numéros) : France : 58 F - Autres pays : 70 F
Vente au numéro : France : 12 F - Autres pays : 15 F
C.C.F. EDITIONS SOCIALES PARIS 4289-76.

S'INFORMATISER, OUI MAIS COMMENT ?
« LE CHOIX INFORMATIQUE DES PME AUJOURD'HUI »
UN SEMINAIRE SLIGOS
RÉSERVÉ AUX DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

Les nouvelles possibilités des mini-ordinateurs en temps réel et de la télégestion élargissent aujourd'hui le choix des solutions informatiques déjà offertes par les ordinateurs de bureau et le traitement à façon.

Une ou plusieurs solutions pouvant satisfaire les besoins spécifiques de son entreprise s'offrent ainsi au choix du dirigeant. Sur quels critères choisir ?

Le Séminaire SLIGOS apporte :

- une méthode d'évaluation des besoins,
- un dossier d'information complet sur chacune des solutions, leurs avantages et leurs inconvénients, et un tableau comparatif,
- des études de cas concrets présentées par des entreprises utilisatrices.

4, 5, 6 JUIN 1975
Hôtel NEGRESCO - NICE

Paris : 91, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX
Lyon, Clermont-Ferrand, Besançon, Tours, Cholet, Arras, Bruxelles, Genève, Munich.

SLIGOS

Monsieur
Fonction :
Société Tél.
Adresse
Dépt Ville

souhaite recevoir le programme détaillé du Séminaire.
A retourner à SLIGOS
91, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX
Renseignements :
Agnès OLIVIER Tél. : 776.42.42 (poste 488)

Frais de participation : 2.370 F net
(voyage compris au départ de Paris)



Garantie moteur Mobil

Même après la garantie des constructeurs, Mobil vous propose la sienne sur les pièces du moteur qui dépendent de l'huile.

La garantie moteur Mobil couvre : le vilebrequin, les bielles, les coussinets, l'arbre à cames, les poussoirs, les pistons et les soupapes en cas d'avarie imputable au lubrifiant.

Elle est accordée pour 5.000 km, ou pour le kilométrage prévu entre deux vidanges par le constructeur.

Elle se renouvelle à chaque vidange. En cas d'avarie, le constat sera établi par un expert agréé auprès d'une compagnie d'assurance et les réparations seront faites chez un représentant de la marque du véhicule.

Les conditions essentielles de la garantie moteur Mobil : avoir une voiture de série - quelle que soit la marque - ayant moins de 3 ans et moins de 60.000 km.

Faire la vidange avec Mobil SHC ou avec Mobilioil super. Renseignez-vous auprès des 2000 points de vente qui accordent la garantie moteur Mobil.

Mobil
lubrifiants

مركزنا من الأمل

TIME

ET COMMERCIAL

DEVANT LA COUR D'APPEL DE LYON

Un mois de débats pour cent un prévenus dans l'affaire des fausses factures

Lyon. — La quatrième chambre de la cour de Lyon a entrepris, lundi 28 avril 1975, sous la présidence de M. Jacques More, l'examen des appels interjetés dans l'affaire dite des fausses factures. C'est une tâche qui doit l'occuper, en principe, jusqu'au 4 juin prochain, date à laquelle est pré-

vue la fin de cette nouvelle audition, d'un débat dont la première journée a été exclusivement à l'image de ce qu'avait été celle de l'audience de première instance il y a un peu moins d'un an. Le 22 mai 1974.

De notre correspondant régional

Dans son ensemble, le dossier est évidemment demeuré le même. Seul a diminué le nombre des prévenus. Ils étaient cent, soit cent dix devant le tribunal. Ils ne sont plus que cent un à devoir passer l'épreuve de l'appel. La plupart le font, volontairement, ayant estimé qu'ils avaient été injustement condamnés par le jugement qui rendit contre eux la cinquième chambre du tribunal de la grande instance de Lyon, le 25 novembre 1974. C'est le cas, par exemple, de M. André Chazalon, député non inscrit de la Loire, que le tribunal a condamné à treize mois de prison avec sursis et 50 000 francs d'amende en sa qualité de gérant de la société à responsabilité limitée Les anciens établissements Targe et Cie pour l'existence d'une seule et unique fausse facture dont le montant s'élevait à 217 000 francs.

D'autres, en revanche, qui avaient en l'avantage de bénéficier de jour-là d'une décision de relaxe doivent subir les effets de l'appel du parquet, plus connu sous le nom d'appel à minima. C'est notamment le cas de M. André Tapias et Jean Du-

mois, que les principaux avocats de la défense — M^{rs} Ambre, Bernasconi, Floix, Brocas notamment — ont relancé leur offensive de procédure. De nouveau ils ont plaidé qu'avant tout débat la cour devait constater que les droits de la défense avaient été violés par le parquet dès l'origine. Ce dernier, disaient-ils, aurait dû aussi bien dans la rédaction des citations à comparaître que dans celle du réquisitoire définitif, montrer plus de précision et de clarté que ces pièces se présentent, elles ne permettent pas aux prévenus de connaître d'une façon précise les charges retenues contre eux et du même coup les mettaient dans l'incapacité d'y opposer leurs propres arguments.

Ainsi a-t-on répété en substance : nous sommes en présence d'un dossier initial devant lequel « les juristes les plus éclairés ne pourraient donner quels éléments de preuves, quelles présomptions soient retenus contre tel ou tel ».

En fait, la défense visait de nouveau M. Pierre Truche, magistrat de la section financière du parquet de Lyon, à l'époque où avait été émise l'ordonnance de non-lieu en date du 12 décembre 1971 et qui, depuis, devait la suivre de bout en bout jusqu'à l'audience du tribunal avant d'aller prendre ses fonctions de directeur des études à l'école nationale de la magistrature à Bordeaux.

Dans l'esprit de certains avocats, il était même évident qu'il s'agissait d'opposer, sans le dire

ouvertement, le Syndicat de la magistrature et l'Union syndicale des magistrats. Et, en effet, M. Truche, comme M. Roger Robin qui avait présidé les débats de première instance, sont l'un et l'autre des membres du syndicat alors que M. More, qui préside la quatrième chambre de la cour de Lyon, a toujours pour sa part milité à l'Union fédérale des magistrats devenue Union syndicale. Ce serait, à vrai dire, publier que si la section financière du parquet de Lyon a pu se montrer particulièrement active à l'époque de l'affaire des fausses factures, ce fut avec l'accord non seulement du procureur de la République, mais aussi du procureur général de l'époque, M. Fernand Duvenas, aujourd'hui conseiller de la Cour de cassation.

En tout cas, l'avocat général, M. Jean Aldebert, n'a pas paru attacher grande importance aux conclusions retenues de cette défense des présidents-directeurs généraux de la ferraille. Celles-ci, devait-il répondre, ont été écarterées par le tribunal dans son jugement sur le fond et avec des arguments pertinents. Aussi bien pour le représentant du ministère public s'agissait-il bien de langage de s'adresser aux grandes lignes de cette affaire, à son mécanisme, pour attirer l'attention avant même d'entrer dans les détails sur l'importance de la fraude fiscale qui devait en résulter. Quant à la cour, elle doit dire, ce mardi 29 avril, le sort qu'elle entend réserver aux conclusions dont elle se trouve saisi.

JEAN-MARC THEOLLETRY.

L'ÉVOCACTION DU PASSÉ

(Suite de la première page.)

Bienôt, à la télévision et dans la presse, à propos du trentième anniversaire de la 8 mai 1945, d'innombrables évocations seront faites des crimes multiples dont Section spéciale ne présente qu'un aspect mineur. Mais combien y aura-t-il d'évocations d'une autre sorte d'événements qui se sont pourtant produits en Algérie le même jour et les jours suivants ?

Ces événements ont pourtant eu des conséquences considérables. « Tout ou presque est parti de Sétil » (3). Il est vrai que la répression, ici, était française. Section spéciale parle de six exécutions pour un meurtre. Du 8 au 13 mai 1945, la proportion fut au moins de cent pour un, peut-être de quatre cents. Et la France officielle, parti communiste compris, pour qui tout nationaliste algérien était un fasciste, a toléré le massacre. Qu'elle fut solitaire, la voix d'Albert Camus !

Il ne faut pas étouffer le passé. Mais il faut être aussi complet que possible dans sa présentation, ce qui n'est faisable que si l'on est animé par la double volonté d'être critique et d'être équilibré.

Or nous sommes peu habitués à l'état d'esprit nécessaire. Pas seulement quand il s'agit de crime ou de honte. Regardez les émissions de la télévision pour le premier anniversaire de la mort de Georges Pompidou : pas une analyse critique de l'œuvre, pas un débat avec des étrangers pour savoir comment sa politique apparaissait au dehors ! Regardez les articles sur Jacques Duclos : est absent l'un des moments les plus pénibles qu'il ait vécus, à

savoir sa soumission humiliante, en octobre 1947, à la pression de Janov, d'Anna Pauker, de Djlilas, à la réunion constitutive du Komintern, pour qu'il brûle l'œuvre de reconstruction de la France qu'il venait d'adorer.

Alors, quand il s'agit de honte et de crainte, que de précautions ! Depuis le refus des archives (4) ! Cette lettre de M. Pievon à l'éditeur de l'Affaire de la section spéciale disant qu'il importe d'éviter au plus haut point de porter préjudice à des intérêts privés et de réveiller des passions dans l'opinion publique. « Jusqu'aux lois d'amnistie qui rendent punissable le refus de l'oubli, le refus du silence.

En faveur de ce silence, il existe cependant un argument apparemment puissant : l'échec des tentatives de généraliser, au sentiment que tout a toujours été ignoble et que, par conséquent, il faut se détourner de l'action publique.

En réalité, l'argument est spécieux. D'abord, les excès de la mode « rétro », c'est-à-dire la façon dont tant de films et de livres s'acharnent à tout salir, sont nés de l'excès inverse, à savoir de la glorification totale et permanente des uns et de la condamnation globale des autres. L'absence d'esprit de justice n'est pas créatrice d'appât de justice.

Ensuite et surtout, l'évocation équilibrée est tout au contraire démonstration de la présence permanente d'une morale positive au cœur des événements les plus horribles, d'une morale mise en pratique par des hommes qui s'engagent à cause d'elle et pour elle.

La notion d'héroïsme annule ou fait sourire aujourd'hui ? Vraiment ? « Imbéciles, je meurs pour vous ! ». L'exclamation d'un militant communiste aux soldats du peloton d'exécution allemand qui donc la trouve ridicule ? Ce qui choque, ce qui brasse, c'est l'esquive, la fuite devant la réalité, les beaux discours aux morts dont on sent bien qu'ils cachent une partie de la vérité.

Une vérité difficile à cerner, mais qui laisse transparaître une dimension morale : l'attachement des crimes et des hontes est rompu parfois par ceux qui ont à la fois le souci d'une communauté et la volonté de ne pas mépriser ou haïr la communauté d'en face. Dans le livre sur la section spéciale, c'est

M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Eugène Lévy, directeur du Groupement des attachés parisiens, ont été relaxés, lundi 28 avril, par la onzième chambre de la cour d'appel de Paris, comme ils l'avaient été en première instance. Le 3 décembre 1974 par la dix-septième chambre correctionnelle. M. Giscard d'Estaing et Lévy étaient parvenus à la requête de M. René Dumont, ancien candidat à la présidence de la République, pour l'opposition de deux affiches aux murs du quartier des Champs-Élysées, entre le 2 et le 25 avril 1974, lors de la campagne pour les élections présidentielles.

Rivages Des expéditions jeunes et des SUPERCHARTERS dont on revient... à des prix dont on ne revient pas ! Expéditions MAROC 22 jours - 1.050 F... Tunisie 21 jours - 2.950 F... Supercharters MAROC 700 F - TUNISIE 750 F... Mais aussi des formules plus classiques MAROC 2 sem. - 1.200 F... GRÈCE 2 sem. - 1.350 F... Venez découvrir gratuitement le Journal-Programme RIVAGES. Nom : Prénom : Adresse : Code Postal : A retourner à RIVAGES, 230, rue St-Jacques, 75003 Paris - Lic. A 689

un officier allemand qui rappelle l'histoire des bourgeois de Calais : en 1347, le maire de la ville refuse de choisir des otages et va livrer lui-même au roi d'Angleterre avec ses adjoints. Et le roi ne fait alors pendre personne. On n'aurait rien obtenu d'Hitler ? Erreur : quand les évêques allemands ont voulu, pour protester contre l'athéisme, le courage qui leur a manqué pour défendre les juifs, ils ont obtenu l'arrêt de cette extermination.

Le courage et la dignité sont parfois plus payants que la lâcheté et l'ignominie. L'évocation loyale du passé ne conduit pas inévitablement au cynisme. A condition précisément qu'elle ne serve ni à la glorification, ni à la dénonciation. ALFRED GROSSER.

(3) Yves Courrière, La Guerre d'Algérie, tome 1, Fayard, 1968, p. 56.

HAIR TRANSPLANT FINALEMENT une TECHNIQUE REVOLUTIONNAIRE qui ne dissimule plus la CALVITIE MAIS LA SUPPRIME Retrouvez ses cheveux. C'est le désir de celui qui les a perdus. HAIR TRANSPLANT avec sa technique révolutionnaire sans le moindre danger. VOUS SÉDUIREZ et cela, sans vous coiffer sans difficulté. Pour tous renseignements complémentaires demandez nous BROCHURE GRATUITE 75000 PARIS 38, Rue de Bassano Tél: 720.05.89 1060 BRUXELLES 14, avenue Brugmann

AUTOMOBILISME

APRÈS L'ACCIDENT DU GRAND PRIX D'ESPAGNE

Emerson Fittipaldi fait le procès de toutes les parties concernées

Champion du monde des conducteurs en 1972 et en 1974, premier du classement de l'actuelle compétition, le Brésilien Emerson Fittipaldi est considéré, depuis la catastrophe de Stewart, comme le plus réfléchi et le plus « professionnel » des pilotes. Comme Stewart, d'ailleurs, on lui prête l'intention de se retirer de la course le plus vite possible, fortune et réputation faites. Les deux pilotes qui ont dominé leur spécialité ces dernières années ont un sens élevé de la sécurité, et, partant, de leurs responsabilités. On peut sans doute mieux comprendre l'approche qu'ils ont de leur sport par une réflexion significative de Stewart à qui on demandait, en fin de carrière, ce qui l'avait rendu le plus fier. « Ce n'est que d'avoir remporté vingt-sept grands prix ou trois titres de champion du monde, a-t-il répondu, c'est de n'avoir jamais été sérieusement blessé par un accident ».

La décision qu'a prise Fittipaldi de déclarer forfait pour le Grand Prix d'Espagne, les aveuglements qu'il a subis pendant les trois jours qui ont précédé l'épreuve, participent de la même attitude à l'égard du sport automobile : essayer d'être le meilleur, accepter les risques inhérents à leur activité professionnelle, mais combattre ou refuser les risques jugés inutiles.

Conséquence de son attitude et de l'accident de Barcelone, Fittipaldi disposera désormais d'un crédit encore plus grand qu'avant, et peut-être même reste-t-il le seul dont les avis seront, au moins pendant un temps, écoutés de tous. Ses impressions, dès son retour d'Espagne, constituent une sorte de procès de toutes les parties concernées par l'accident du 27 avril : « Un circuit comme celui de Barcelone n'est pas fait pour les circuits de monoplace... a-t-il dit. Bien sûr, je suis sûr, c'est un accident mécanique qui a provoqué l'accident, et que celui-ci n'est pas une punition. Mais ce serait une erreur de m'incriminer ».

L'INSPECTION DU CIRCUIT DU GRAND PRIX DE MONACO (11 MAI) EST POSITIVE

Après l'inspection du circuit de Monaco, effectuée le lundi 28 avril par les représentants de la Commission sportive internationale (C.S.I.) et de l'Association des pilotes de grands prix (A.P.G.), un communiqué a précisé que les mesures de sécurité étaient jugées satisfaisantes. Le Grand Prix de Monaco, prochainement favorisé du Championnat du monde des conducteurs (11 mai), se court, comme à Barcelone, sur un circuit occasionnel tracé dans la cité. Les risques encourus sont cependant moindres en raison des faibles vitesses — relatives — atteintes par les monoplaces sur un circuit aussi sinueux.

En Suisse, le Brésilien Emerson Fittipaldi a déclaré que le circuit de Monaco était « dangereux et étroit », mais il a assorti ce commentaire de considérations concernant les organisateurs d'Espagne, car chacun au fait de leurs responsabilités et qui ont toujours fait de leur mieux dans le domaine de la sécurité ».

rité sont minimales. On n'aurait jamais eu le grand prix de Barcelone. Tout le monde, et en particulier les dirigeants de la C.S.I., savent que les normes de sécurité ne sont pas respectées. Mais les dirigeants dorment. Ils ne sont pas organisés. Ils n'ont pas le sens des responsabilités et ne prennent pas les décisions qu'il faut. Ils ont dit à Stewart de rester et de rester sur une autre portion du circuit. J'espère qu'ils se réveilleront maintenant. Je suis sûr qu'ils ont des responsabilités que d'autres pilotes ne sauraient et je me suis retrouvé seul. Si nous ne sommes par unis, nous n'obtiendrons aucun résultat. Mais je pense que nous tirerons les leçons de ce qui est arrivé à Barcelone. Ce que l'Association des pilotes n'a pas fait avant le Grand Prix d'Espagne, il faudra qu'elle le fasse après. »

« Nous connaissons les dangers de la course, aucun pilote ne cherche à les éviter. Mon métier, c'est de conduire, ce n'est pas de déclarer forfait au départ d'une course. Si je l'ai fait, c'est que je voulais que l'on comprenne l'importance que j'attachais à ma participation. »

Nous avons perdu la face

Il semble que l'attitude de Fittipaldi ait été mieux comprise, et pour cause, après le Grand Prix d'Espagne. C'est ce que tend à démontrer les propos du vainqueur de l'épreuve, l'Allemand de l'Ouest Jochen Mass, coéquipier de Fittipaldi chez McLaren. « J'ai toujours été l'impressionniste d'être un idiot. L'écurie McLaren, contrairement à d'autres, nous avait laissés. Emerson Fittipaldi et moi, entièrement libres de notre destin, après les essais. Lorsque je me suis rendu compte que Fittipaldi renonçait, j'ai cédé à ce qui affirmait qu'il s'agissait de la dernière compétition sur ce circuit. Je me sens donc en partie coupable de ce qui est arrivé. Nous n'aurions jamais dû aller en Espagne, car chacun de Barcelone aura certainement ce qui attendait la Dax. »

« Je ne peux me réjouir de « ma victoire ». C'est nous, les conducteurs du grand prix de Barcelone, qui nous sommes perdus la face en prenant le départ. D'ores et déjà, il nous sera très difficile de revendiquer en matière de sécurité. J'espère que les dirigeants de Barcelone auront une leçon pour nous tous. » — F.J.

PRESSE

Journalisme et chauvinisme

Les journalistes sont-ils responsables du chauvinisme en matière de sport ? Ou bien sont-ils des messagers qui l'on véhiculé pour les mauvaises nouvelles qu'ils apportent ? La question mériterait d'être tranchée au moment où la violence sur les stades devient le pain hebdomadaire des chroniqueurs : c'est ce qu'a tenté de faire l'Union syndicale des journalistes (1), qui vient de publier un rapport présenté par son président, M. Maurice Vidal — intitulé Les Déformations du sport et les responsabilités des journalistes.

Considérer en premier lieu que le sport et le journalisme sont nés simultanément, se nourrissent l'un de l'autre, ce n'est pas ramener la question à de simples considérations historiques. Cela revient à signaler que, dès la fin du dix-neuvième siècle, « les éditeurs comprennent que leur sort est lié au développement intense de cette nouvelle activité (le sport) et notamment des compétitions ». On voit la part que doivent être les publicités d'une situation qui, même si elle en satisfait bon nombre, leur est de toute façon imposée.

Si le sport était demeuré pur de toute influence, le chauvinisme serait sans doute resté un avatar supportable. Mais aux utilisations prestigieuses qui en ont été faites s'est ajoutée une commercialisation « abusive » qui « aggrave l'enjeu des résultats et par conséquent exagère les passions ». Cette commercialisation « accélère le processus de violence dans la pratique, donc de violence autour des stades ».

Le journaliste, lui aussi, se trouve soumis à des impératifs commerciaux. Le fait que la place accordée au sport dans la plupart des quotidiens d'information atteigne parfois jusqu'à 30 % de la surface rédactionnelle suffit à montrer à quel point cette matière se « vend » bien. Les considérations d'ordre moral ou de simple bon sens tendent donc à s'effacer au profit d'une surabondance de l'information sportive. On en rajoute « pour le plus grand plaisir supposé du lecteur ».

C'est la raison pour laquelle les auteurs de l'essai plaident en faveur d'une responsabilité relative du journaliste sportif. Aussi déclare-t-il que sa liberté : « Le journal est une entreprise industrielle soumise aux impératifs du marché : la concurrence et la rentabilité. Le journaliste n'est qu'un rouage de cette industrie et il en subit les contingences. »

La passion nationaliste qui se mêle aux jeux de stade ne favorise pas la lucidité. Dès lors que « le moindre victoire du XV de France est saluée d'un télégramme présidentiel ou ministériel », le chroniqueur sportif se sent autorisé à remplir son stylo d'une encre tricolore.

Les journalistes sportifs n'ont pas

le pouvoir à eux seuls de renverser le courant, de remplacer une éducation nationale déshumanisante, d'effacer les conséquences économiques et morales de la commercialisation du sport, encore moins de décider dans leurs journaux que le sport sera plus une matière d'éducation qu'un argument de vente ».

Est-ce à dire qu'ils doivent bénéficier d'un non-lieu ? Ce serait leur dénier toute part de responsabilité, alors qu'ils savent bien eux-mêmes — ils le disent par l'entremise de leur union syndicale — qu'ils ont le pouvoir d'infléchir le cours des choses.

Comment ? En développant leur formation, en corrigeant leur style et leur ton, en n'abandonnant pas dans le sens d'une collusion permanente avec les intérêts commerciaux, en apprenant à résister aux pressions extérieures, enfin en rompant avec l'idée que le sport puisse ne pas être politique.

Lutter contre les déformations que la société fait subir au sport, c'est d'abord être constamment capable de replacer l'événement sportif, d'une part dans le cadre plus général du rôle social de l'éducation physique et sportive, d'autre part dans l'activité culturelle, sociale ou politique de la nation. De même, si le journaliste veut exercer ses responsabilités, il doit être capable de déterminer les responsabilités abusives. Cela s'appelle la réflexion politique.

En invitant ses adhérents à porter leur capacité d'analyse et de critique à un niveau supérieur, l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (U.S.J.S.F.) en appelle à une prise de conscience de la part de tous ceux qui, à un niveau quelconque, entretiennent ou laissent proliférer le chauvinisme.

FRANÇOIS SIMON.

(1) 35, rue Bergère, 75009 Paris.

La Pompadour SPÉCIALISTE CEREMONIES la plus élégante Collection parisienne ensembles, manteaux, robes courts et longues soie naturelle, imprimés, mouselines, etc. GRANDES TAILLES du 42 fort au 60 32 bis, Bd HAUSSMANN M^e Chaussée d'Antin

SEYCHELLES avec ZENITH Toutes combinaisons : hôtels, location voiliers, appartements, autocars, différentes lies. 2 SEMAINES A PARTIR DE 3800 F en demi-pension. Brochure ZENITH auprès de votre agence. 14, rue de Valenciennes, 75013 PARIS Tél. 742.85.50-288.44.77

سكوان الاصل

صك من الأصل

SOCIÉTÉ

Un débat public entre Mmes Françoise Giroud et Gisèle Halimi

UN SOMMET FÉMININ

Gisèle Halimi contre Françoise Giroud : l'« affiche » était éclatante, et quatre cents personnes étaient venues assister, lundi 28 avril, à la Bourse du travail du boulevard du Temple, à Paris, au débat organisé par l'union régionale Force ouvrière de l'E.D.F.-G.D.F. Avant que ne débute ce « sommet » féminin, l'atmosphère était celle des minutes qui précèdent les combats de boxe. Va-et-vient des photographes de presse, brouhaha d'une foule excitée, mise en place de projecteurs pour la télévision. Mais ce ne sera pas un match de boxe ni même l'expression circulaire dans la salle — un « crépage de chignons ».

Mme Françoise Giroud est plus un écrivain qu'un orateur. De sa voix douce, qui convient mieux aux salons modérés qu'aux meetings populaires, elle analyse la situation de la femme dans la société française. Elle rappelle que « les valeurs sociales sont encore masculines, que dans l'industrie la force est, par exemple, mieux rémunérée que la dextérité ». Mais, le constatant, elle le regrette sans monter sur les grands chevaux de la révolte féministe. Elle ne parait pas vraiment indignée et n'ayant pas l'habitude de la démagogie, ne fait même pas semblant de l'être. Citant Proudhon mais aussi Giroud, la secrétaire d'Etat à la condition féminine ne sort de sa réserve — de sa timidité face à la foule ? — que pour chanter les mérites du travail féminin. Et le hymne n'est pas loin lorsqu'elle lance : « Une femme qui n'a pas acquis l'indépendance économique ne peut pas savoir ce que signifie le mot liberté ! »

Double jeu

Le lyrisme, M^{me} Gisèle Halimi le possède d'emblée. C'est à la fois dans sa nature de Méditerranéenne emportée et une qualité professionnelle pour un avocat. Ayant écouté Mme Giroud, Gisèle Halimi — générale — déclare « céder sur des points de parole » — aux femmes qui sont dans la salle. Mais on s'aperçoit plus tard qu'elle ne l'a cédé que parce qu'elle savait pouvoir le reprendre, quand elle le voudrait.

Autant Françoise Giroud, meurt, légèrement tendue, paraît tendre, avec le sujet, une distance qui permet l'analyse, autant Gisèle Halimi s'y plonge avec véhémence. L'une expose des arguments, cite des faits, propose des idées. L'autre fait passer le souffle de la révolte.

BRUNO FRAPPAT.

ARMÉE

STATUT DES CADRES, BUDGET MILITAIRE ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

La quadrature du cercle

C'est l'intérêt du gouvernement de croire en notre désarmement. C'est son intérêt de spéculer sur ce qui est, de tradition, considéré comme une vertu militaire. Mais les temps ont changé et nous avons, aujourd'hui, des mentalités de professionnels. Les cadres militaires, qui partagent cet avis d'un jeune officier, n'ont plus de cette pudeur qui les a longtemps rendus discrets sur le montant de leurs soldes ou leur manière de vivre. L'officier et le sous-officier ont retenu des manifestations d'appétit, dans certaines villes de garnison, qu'elles aient fait davantage pour l'amélioration du sort matériel du contingent, en quelques mois, que la longue et inefficace accumulation, au fil des années, des rapports d'état-major sur le moral adressés au gouvernement. A sa manière, le nouveau chef d'état-major de l'armée de terre, le général Lagarde, porte ce diagnostic sur l'état militaire : « Les officiers et les sous-officiers, a-t-il expliqué récemment, sont malades de la France, de notre peuple. Ils ont l'obsession profonde de rester identiques à ce peuple, de se reconnaître en le regardant et d'être identifiés comme des membres de ce collectif communautaire. L'armée est un bien national dont chaque citoyen est le propriétaire ».

L'obsession dont parle le successeur du général de Boleslau est apparue, en clair, lors des consultations, à la base, de certains officiers et sous-officiers réunis, dans les régions militaires, pour discuter des projets gouvernementaux de statut des cadres d'active. Des séances de travail qui ont été, parfois, houleuses, contestataires et, en tous les cas, souvent difficiles pour les représentants du ministère de la défense chargés d'expliquer que la réforme projetée avait pour objectif d'améliorer, d'une façon générale, la situation indiciaire et indemnitaire des intéressés ou, par exemple, d'accélérer la carrière des officiers en rejeunissant l'âge d'accès aux grades supérieurs. Les avis de ces groupes de travail régionaux, censés prendre le pouls de la collectivité militaire, ont été communiqués au conseil supérieur de la fonction militaire, qui les a synthétisés au profit du ministère de la défense. La rédaction finale des nouveaux textes s'élabore, ce qui nécessitera la refonte d'au moins trente-deux textes précédents. Après quoi, le Conseil d'Etat puis, à nouveau, le conseil supérieur en feront un dernier examen avant l'arbitrage définitif du gouvernement.

« La cuiller de bois »

Ce que, peut-être, n'avaient pas prévu les initiateurs de cette formule, plus ou moins originale, de consultation des cadres « sur le tas », c'est que les officiers et les sous-officiers ont pris soudainement et consciencieusement, pour reprendre l'expression de l'un d'entre eux, « la soie des militaires ».

détenait la cuiller de bois des traitements de fonctionnaires ». A tort ou à raison, ils en ont rendu responsable la hiérarchie, soupçonnée de défendre mal ou insuffisamment ses subordonnés, alors que le chef d'état-major des armées, le général Maurin, affirmait récemment que « si la décision d'améliorer la situation matérielle des cadres arrive bien tard, ce n'est pas faute d'avoir signalé en temps utile les conséquences que cela pourrait entraîner pour nos armées ». Contuement, des officiers ou des sous-officiers, ainsi réunis pour émettre des suggestions, ont acquis le sentiment que des actions encore mal esquissées, de type syndical, ou l'existence de structures de participation, pourraient avoir un intérêt, soit parce qu'elles « court-circuitent » une hiérarchie jugée trop prudente, soit qu'elles s'exercent en parallèle à des efforts déployés par le haut commandement.

« Un extrême mécontentement »

De ces diverses consultations que l'opposition de gauche qualifie volontiers de « parodie de la concertation », il résulte, en effet, que les cadres militaires ne tiennent pas à être assimilés complètement à la fonction publique, acmé qu'ils sent à des servitudes particulières, comme le nomadisme, des amputations plus ou moins acceptées de certains de leurs droits, l'isolement ou la disponibilité quasi permanente. Les officiers dénoncent, plus spécialement, le blocage excessif de leur pyramide par le haut et ce qu'ils appellent « la traversée du désert », qui leur fait, à trente-cinq ou à quarante ans, n'avoir aucune responsabilité véritable à l'âge où les cadres civils commenceraient à en recevoir de sérieuses. Les sous-officiers, s'ils ne désirent pas changer ce vocabulaire contrairement à ce qu'on pouvait croire, sont parmi les plus mécontents de leur condition. Et leur insatisfaction n'est pas, à vrai dire, une surprise, surtout chez les généraux, dont les soldes ont effectivement un retard sensible à retracer par son ordre des autres sous-officiers ou de nos policiers, et parmi les officiers-maritimes, auxquels on ne peut interdire de faire des comparaisons — en leur défaveur — avec les traitements des personnels civils des armées.

Consulté, le Conseil supérieur de la fonction militaire a suggéré de supprimer le cadre des officiers-techniciens (ces sous-officiers, en nombre limité, qui accèdent à l'épavelette jusqu'au grade de capitaine) et d'offrir, en revanche, à un plus grand nombre de sous-officiers — par un relèvement indiciaire de leur condition — de progresser dans les échelons propres à leur carrière jusqu'à un grade nouveau d'adjudant-major (un sous-officier supérieur) qui disposera de responsabilités accrues.

La disparition progressive de « cet extrême mécontentement » — les termes sont du chef d'état-major de la marine, l'amiral Jaurès-Nouens, qui a pris connaissance des conclusions de certains groupes de travail régionaux — passe par l'application, durant les deux à trois années prochaines, d'une série de mesures statutaires et conjoncturelles qui requièrent de nouvelles dépenses, difficiles à estimer mais qui dépassent les ressources aux premières évaluations, de l'ordre de 1 400 millions de francs, avancées par le précedesseur de M. Bourges. C'est du reste le sens de la boutade lancée, lors du sémi-

naire gouvernemental de Rambouillet, par le général Bigeard qui a fait allusion, en ces termes, à la coiffure en brosse du ministre des finances : « Vous avez une coupe qui plaît aux parachutistes, mais cela ne leur suffit pas ! ». A quoi M. Fourcade a répondu : « On fera un effort ! ». Cet échange de propos reflète la perplexité du ministre de la défense dans la préparation en cours du budget de 1976.

Entre la gauche et le pouvoir une troisième voie

Car comment améliorer la condition des cadres et celle des appelés, comment moderniser les casernes et rendre plus dynamique l'insurrection dans le corps de troupe sans une augmentation, non négligeable, des crédits militaires ou, à défaut, sans consentir une diminution importante des dépenses d'études et de matériel au risque de remettre en cause l'équipement nucléaire et classique des armées, ce dont ne veulent pas le chef de l'Etat et son premier ministre ? Dans les circonstances présentes, l'opération relève de la quadrature du cercle, à

moins de réduire « les frais généraux » (gestion des effectifs, états-majors et services) et de choisir, enfin, entre toutes les missions « concevables » de la défense celles qui demeurent à la hauteur des amputations françaises.

Un tel approfondissement de la doctrine exige de l'imagination et la reconnaissance de la liberté d'expression aux cadres. Entre une opposition de gauche qui veut « civiliser » l'armée et un pouvoir en place qui veut la « fonctionnariser », il y a certainement de la place, dans les armées, pour « les responsabilités collectives et les équipes pluridisciplinaires », selon le vœu du général Lagarde. En retirant ces fonctions, l'an dernier, à l'amiral Sanguinetti, après ses articles dans le Monde, et en tentant — en vain — d'obtenir, au début de cette année, du général Etcheverry, directeur de l'enseignement militaire supérieur, qu'il se retranche pour avoir déclaré que les problèmes de la défense ne se résoudreient pas en changeant les responsables ou en faisant « porter le chapeau » aux chefs militaires, le gouvernement donne des preuves supplémentaires de son refus inquiet de libéraliser la société militaire.

JACQUES ISNARD.

En désaccord sur la place du service militaire dans les études

Le directeur de l'École polytechnique quitterait son poste à la fin de l'année universitaire

Les polytechniciens et polytechniciennes seront désormais considérés comme des officiers-élèves à l'école, transférée l'année prochaine dans ses nouveaux locaux de Palaiseau (Essonne), c'est-à-dire comme des sous-lieutenants de réserve en situation d'activité, au terme de la réforme décidée par le ministre de la défense et approuvée par le chef de l'Etat. Cette réforme prévoit notamment que le service militaire d'un an, dû par chaque polytechnicien ou polytechnicienne se situera, à compter de la rentrée prochaine immédiatement après l'admission et avant les deux années d'études. A ce jour, les élèves accomplissent leurs obligations militaires en deux périodes : à l'entrée et à l'issue des études (Le Monde du 6 novembre 1974).

Le directeur général de Polytechnique depuis septembre 1972, le général de corps d'armée Pierre Brugnot a fait savoir au ministre de la défense qu'il n'approuvait pas cette réforme, mais, pour assurer la continuité de son commandement, M. Yvon Bourges a demandé au général Brugnot de conserver ses fonctions jusqu'à la fin de l'année universitaire en cours. Un successeur sera désigné prochainement parmi trois officiers généraux, issus de Polytechnique, et il restera acquis que la décision de modifier les conditions du service militaire à l'école sera appliquée pour la promotion de 1975.

Les jeunes polytechniciens admis au concours de cette année feront donc, immédiatement, leur service militaire, ainsi réparti en trois périodes : trois mois en corps de troupe, avec un séjour de six semaines au camp du Larzac (Aveyron), encadrés par les sous-officiers et les officiers de l'école ; trois mois, comme sous-officiers, dans une école d'application à l'issue de laquelle, s'ils ont réussi

aux épreuves militaires, ils seront nommés aspirants ou ils resteront sous-officiers, en cas d'échec ; six mois, enfin, comme aspirant. Les polytechniciens seront soumis à des règles comparables au service national. Leurs obligations militaires accomplies, les polytechniciens et les polytechniciennes seront des officiers-élèves (ils seront considérés comme des officiers) et, à ce titre, qui les assimile à un sous-lieutenant de réserve servant en situation d'activité, ils seront soumis à la discipline du cadre d'active. En particulier, ils ne seront plus astreints aux règles de la vie en internat.

Cette réforme tend à aligner les conditions du service militaire à Polytechnique sur celles qui sont en vigueur dans certaines grandes écoles, comme l'École nationale d'administration, dont les élèves, à l'issue de leur service militaire accompli des après leur admission, sont considérés comme des fonctionnaires-élèves.

KENYA avec ZEPH... AFRICAN SAFARI CLUB OFFRE SPECIALE MAI-JUIN 1975 F. une semaine pension complète... Brochure ZEPH auprès de votre agent ou 14, rue Thiers - 75001 PARIS Tél. 742.85.00-20.44.77

RELIGION

Paul VI met les mass media en garde contre les dangers des « manipulations »

Cité du Vatican. — Le droit à l'information, qui est essentiel, se trouve doublement menacé : par des atteintes à la liberté d'expression, mais aussi par les moyens discutables qu'une certaine presse emploie pour manipuler ses lecteurs ou satisfaire des désirs peu conformes à l'amour et à la vérité.

De notre correspondant

Tel est, en substance, le contenu de messages que Paul VI a rendu public, à l'occasion de la IX^e Journée mondiale des communications, organisée le 11 mai prochain par l'Eglise catholique. Parlant de la réconciliation, le pape a estimé que « celle-ci est favorisée par tous les échanges des mass media, qui s'efforcent de faire connaître le vrai et de donner au bien la place qu'il mérite ». Il est cependant déclaré préoccupé par « certaines situations où certains périls ».

L'objectivité de l'information, remarque-t-il, est essentielle. La relation des faits peut s'accroître d'une certaine interprétation qui enrichit, à Nous ne sommes, par contre, dit le pape, approuver certains procédés qui prétendent être « neutres » et « indépendants », alors que, concrètement, ils s'opèrent des manipulations habiles, comme par exemple : la mise en relief unilatérale des dépravations humaines ; la pression sur l'opinion publique pour susciter des aspirations insatiables, décevantes et d'ailleurs impossibles à réaliser, par exemple consommer toujours davantage des choses superflues ; la présentation des modèles de comportement illusoire ou immoraux ; le fait de taire, de sélectionner ou de déformer les événements les plus importants, selon un plan idéologique qui ne respecte pas la liberté de l'homme et viole le droit à l'information ; la façon de soulever des problèmes

et d'imposer des doutes, mettant en crise des certitudes éthiques indiscutables ; le fait de considérer comme art ce qui est permis et comme répression les impératifs humains qui correspondent à la dignité et à la façon de vivre en société ; le fait d'appeler justice ce qui est violence, vengeance, représailles... »

L'objectivité dans le choix et la présentation des faits requiert un sens profond des responsabilités. « On y parviendra d'autant mieux », remarque Paul VI, qu'on assurera concrètement dans tous les pays une pluralité raisonnable des voies d'information. » En clair, il faut « consentir un dialogue ouvert et une confrontation loyale, permettant aux personnes les plus valables et aux idées les plus nobles, de s'exprimer librement. » Autrement, on en arrive à « une sorte de tyrannie ou à un « terrorisme culturel » diffus et quasi anonyme.

Le pape se montre sévère, d'autre part, pour une certaine publicité et qui étale les dépravations humaines ou exalte les instincts immoraux, déshonore la presse, corrompt l'éducation du sens moral, notamment chez les jeunes, et ne saurait être considérée comme un moyen de « diffusion de l'information » près de l'autorité civile.

Quant à l'Eglise, elle ne revendique pas de privilèges ou de monopoles : elle demande seulement que l'opinion publique connaisse et comprenne les vérités, ses aspirations, sa vie.

ROBERT SOLÉ.

DDB Jacques MARITAIN ŒUVRES tome I : 1912-1939 choix, présentation et notes par Henry Bars un volume relié sous jaquette 1300 pages, 130 F Desclée De Brouwer

Vous pouvez être les derniers à investir dans la pierre avec un prêt à 9,70 % Pour tous les immeubles construits après le 1^{er} septembre 1974, les investisseurs n'ont plus accès au prêt conventionné (P.I.C.) au taux préférentiel moyen de 8,20 % Il nous reste quelques bons appartements dans deux de nos programmes de Seine-Saint-Denis Venez nous voir : à BAGNOLET à SAINT-DENIS Les COLLINES de BAGNOLET Rue de la Capsulerie tél. 858.86.74 Le CLOS du LENDIT 40, rue Auguste Poullain tél. 820.81.58 Ou téléphonez à 766.51.03 ou un spécialiste des placements immobiliers vous renseignera

ANGLETTERE Spécial d'été 2 semaines 1980... FORMATION CONTINUE cacemi... OFFICE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

DU 28 MAI AU 11 JUIN

Les étudiants voteront par correspondance pour les élections à la mutuelle

Pour la première fois, cette année, les élections de la Mutuelle nationale des étudiants de France (M.N.E.F.)... Le bureau de la M.N.E.F. semble dominé présentement par le souf d'une gestion « transparente »...

A Nanterre

LE CONSEIL DE L'UNIVERSITE DELIBERE EN PRESENCE DE DEUX CENTS ETUDIANTS

Le conseil de l'université de Nanterre (Paris-X) a délibéré, lundi 28 avril, en présence d'environ deux cents étudiants en droit et sciences économiques... C'est là l'optique de la fédération Enseignement privé C.F.D.T.

POINT DE VUE L'enseignement catholique dans l'impasse

par JEAN PONÇOT (*)

L'enseignement catholique, dans quelques années, aura terminé, sans grandeur, son évolution, laissant à la France un réseau d'écoles privées...

Les « canards boiteux » du système

Au contraire, si l'Etat, cédant aux pressions de l'enseignement catholique, consent à financer un circuit d'orientation particulier... On arriverait ainsi à deux structures parallèles dont on voit mal comment elles ne seraient pas concurrentes...

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE. secrétariat de direction secrétariat médical. 40, rue de Liège Paris 8e. Tél. 387.58.83 et 387.52.90

Les femmes françaises face au pouvoir politique par Albert Brimo. Professeur à l'Université de Droit d'Economie et de Sciences sociales de Paris. Editions Montchrestien 160, rue Saint-Jacques - Paris (5e) 20 F

ANGLETERRE Spécial étudiants 3 semaines 1080f. Log et repas. Anglais général. 41 2h de cours par jour. Intensive drills. cours de discussion rapide. Anglais commercial. prep diplôme British Chamber. Activités variées, club privé, etc. Séjours analogues pour élèves du secondaire et adultes. documentations spéciales. British European Centre 5, rue Richemont, Paris 8e. Tél. 260.18.34

AMERICA NASC 2.590 Frs. ÉTÉ 1975 1 AVION, 1 VOITURE ou 1 Forfait AUTOCAR 1 LIT. Je souhaite recevoir sans engagement de ma part une brochure détaillée. M. Rue Code postal Ville. NASC 34, rue des Poissonniers 92260 NEUILLY-SUR-SEINE ou téléphoner à 437-16-23

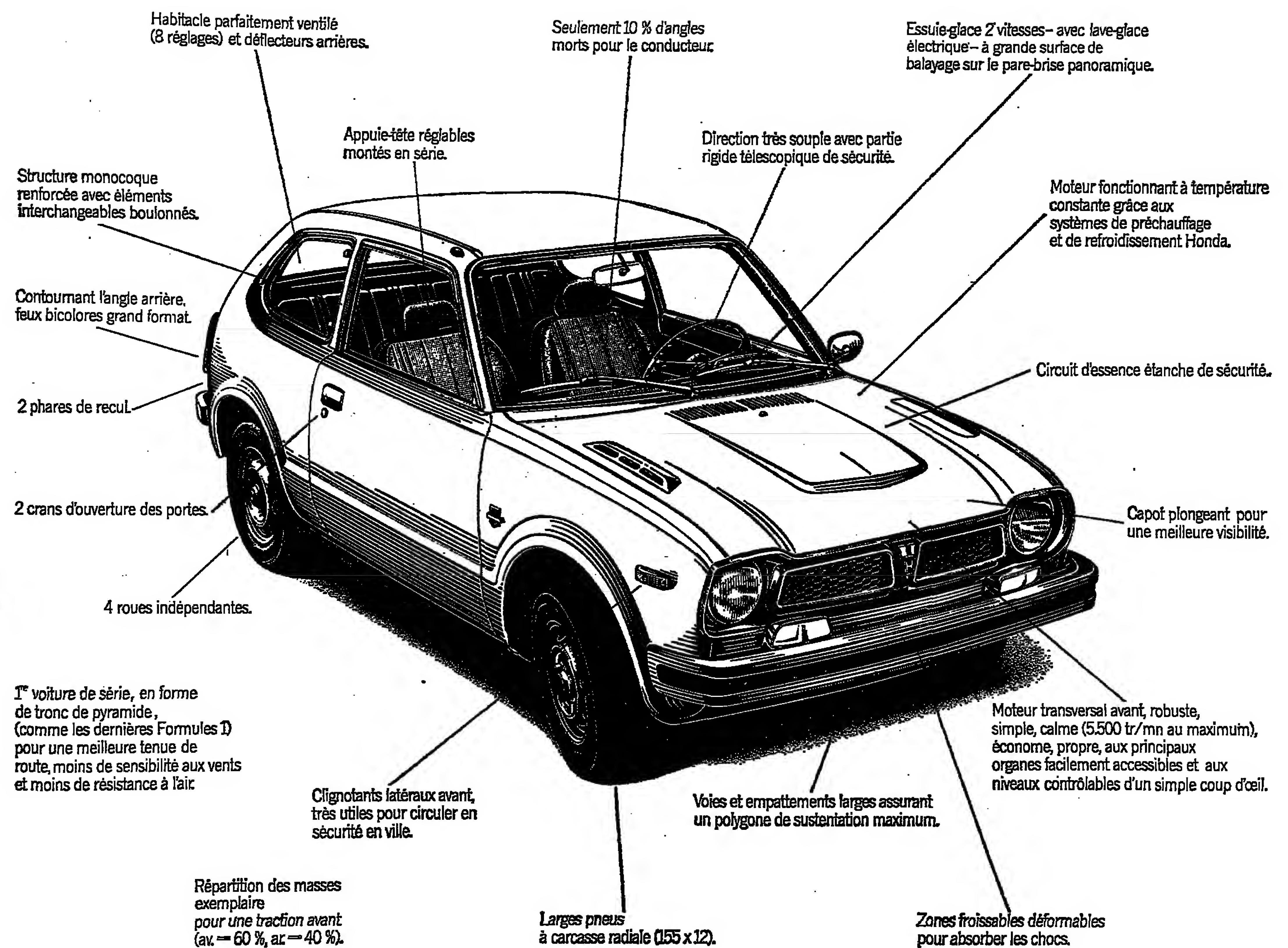
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS FORMATION CONTINUE LE cacemi AVEC LE CONCOURS DE L'ÉCOLE CENTRALE, DE L'ÉCOLE DES MINES DE PARIS, DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE CHIMIE DE PARIS, DE L'ÉCOLE DES HAUTES POLYMERES, DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE PHYSIQUE ET CHIMIE INDUSTRIELLES DE PARIS.

TUNISIE ZENITH en collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien. une semaine pension complète à partir de 990 F. Brochure ZENITH écrite de votre agence ou 14, rue Turbigo - 75001 PARIS Tél. 742.65.90-256.44.77

Continental Edison Si vous aimez la musique... respectez-la. Redécouvrez une sonorité plus riche, plus nuancée, vraiment fidèle à l'original. Continental Edison vous propose plus de 60 appareils de très grande qualité. Une gamme complète: transistors et auto-radios, avec ou sans lecteur de cassette, électrophones portables ou chaînes, magnétophones à cassette ou à bande et tous les appareils haute-fidélité. Dans chaque modèle, une innovation ou un avantage fait pour vous séduire. Regardez par exemple le RC 1496, combiné radio-lecteur enregistreur de cassette. Un récepteur radio PO-GO-FM et un lecteur enregistreur de cassette réunis dans un seul appareil. Compact, maniable, vous pourrez l'emporter partout avec vous: il marche aussi bien sur secteur que sur piles. La gamme hi-fi Continental Edison vous réserve elle aussi d'agréables surprises. Le combiné hi-fi comprend une platine 3 vitesses, un préampli-amplificateur 2x25W stéréophonique et quadrosound réglable, un tuner AM-FM avec 7 stations pré-régulables et un magnétophone à cassette stéréo. Une présentation à la fois sobre et raffinée (dessus gris anthracite, flancs et façade en aluminium brossé) c'est une véritable "régle". Quant au "pupitre", ampli-tuner tétraphonique, c'est l'avant-garde Continental Edison. La multiplicité des réglages, des correcteurs d'écoute, des vu-mètres et des touches, est là pour vous apporter une gamme fantastique d'ambiances musicales: la touche "extrême" par exemple, qui agit comme un véritable zoom acoustique en élargissant l'espace sonore. Et d'autres possibilités encore, que vous ne vous lassez pas d'explorer.

مركزنا من الأهل

La Civic rassure les assureurs.



Une "compacte" qui roule sans forcer à 130 km/h sur l'autoroute, avec à son bord 4 personnes bien installées, qui se joue des côtes et des virages, et qui roule longtemps sans s'essouffler, sans broncher, ni sous les rafales de vent, ni sous la pluie, cela ne se voit pas tous les jours. Et pourtant on voit aujourd'hui beaucoup de "compactes". Dès lors, comment s'étonner que la Civic soit actuellement la seule voiture vendue en France à bénéficier d'un contrat

d'assurance-assistance exceptionnellement avantageux pour son propriétaire? Ce contrat - le contrat "Trois A" - a été établi en exclusivité pour Honda-France par PB Assurances avec Europ-Assistance. Il offre un tarif d'assurance annuel (1) très compétitif et donne droit à toutes les garanties d'Europ-Assistance quand une panne ou un accident se produisent à plus de 40 km de votre domicile. A plus forte raison quand cela arrive à l'étranger. C'est dire combien la Civic a

été au préalable sévèrement testée et combien elle a passé avec succès toutes les épreuves, les pires. Elle a prouvé, entre autre, qu'une voiture peut être peu encombrante (3,54 m de long) pratique (le hayon arrière permet une transformation facile en break) en étant aussi très robuste, confortable, remarquablement stable et sûre. Lisez attentivement les légendes fichées autour de la Civic ci-dessus, elles détaillent pour vous les nombreux points forts de

cette voiture. Seul le prix reste faible : 14.215 F en version mécanique (2) et 15.535 F en version transmission automatique (2).

(1) Tous renseignements sur le Contrat "Trois A" chez Pb Assurances 22, rue Général, 92270 BOIS-COLOMBES. Tél. 7812197.
(2) Prix TTC au 1^{er} mai 1975 + frais de transport et de mise en route.

HONDA CIVIC

Honda-France 20, rue Pierre-Curie - 93170 Bagnolet - Tél. 360.01.00.

مركزنا من الأصيل

سكزا من الاصل

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme de Baulis ont offert lundi, à l'ambassade, la traditionnelle réception de l'anniversaire de la République.

Décès

Lucien Fontanarosa. Nous apprenons le décès du peintre Lucien Fontanarosa, survenu à Paris.

Lucien Fontanarosa. Né à Paris en 1912, Fontanarosa était commandant aux Villes libres vers le sud qui était occupé le plus clair de sa vie d'artiste, peindre son environnement quotidien et familial. Il se faisait d'un trait vif et expressif et avec des couleurs vives et fraîches fines de sélections décoratives.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

On nous fait part du décès de Mme veuve Antoinette BARNAY, née Marie-Louise BARNAY, survenue le dimanche 27 avril 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Louviers.

RADIO-TÉLÉVISION

CANNES : au XI^e Marché des programmes de TV

Le Koweït et Mao en vedette

La vedette qu'on a le plus poursuivie au XI^e Marché international des programmes de télévision, organisé à Cannes du 21 au 28 avril, ne fut ni Marie-France Pélissier ni Bernadette Lafont, mais M. Hamad, le délégué du Koweït, qui avait loué un stand au Palais des festivals.

Et plusieurs organismes nous demandent déjà des stands pour 1976, nous déclare M. Bernard Chevry, commissaire général, lors du cocktail de clôture. Je me demande où l'on va pouvoir trouver la place supplémentaire !

Peut-être en convertissant les salles de projection... En effet, bien que ces salles aient été encore très occupées cette année, le recours à la vidéo-cassette se répand rapidement : son usage, plus pratique, permet au client d'événuel de voir l'émission à son gré.

Des tendances contradictoires

Le bureau des coproductions a enregistré un net renversement de tendance cette année, avec des appels d'offre pour une majorité de sujets culturels et éducatifs.

Se faire connaître

Pour la Société française de production, il s'agit avant tout de se faire connaître puisque la S.F.P. n'a que trois mois et demi d'existence.

FAITS DIVERS

A Marseille

TENTATIVE DE SUICIDE AU « CENTRE D'HEBERGEMENT D'ARENÇ »

Marseille. — Une tentative de suicide a eu lieu le 26 avril à l'intérieur du « centre d'hébergement » d'Arenç. Elle risque de relancer la polémique concernant ce territoire après avoir été démantelé pendant trois jours au centre d'hébergement d'Arenç.

Visites et conférences

MERcredi 30 AVRIL. VILLES GUIDES ET PROMENADES. — Casse nationale des monuments historiques, 14 h. 30.

La Chine de Mao

La société TF 1 avait choisi délibérément de localiser l'offre de vente de sa « jeune » production de télévision — concernant les achats, lesquels ont été, comme traditionnellement, plus nombreux que les ventes d'émissions à des organismes étrangers.

Attachez vos ceintures

Nous n'avons rien contre les départs, discussions, les débats, les débats... A condition qu'ils soient justifiés et qu'ils aient quelque chose à nous apprendre.

innovation Collection exclusive de prêt-à-porter en tissus indiens, filés, tissés main. CI-centre corsage dix nu en batiste de coton brodé de Delhi.

la République Socialiste de TCHÉCOSLOVAQUIE a 30 ans. Ne manquez pas de visiter son stand à la FOIRE DE PARIS Exposition des Nations Étrangères Hall Victor - Stand 12, Allée Y.

SONA LA MAISON DE L'INDE 400 RUE SAINT-HONORE - 75001 PARIS

dominique QUINZAIN de la JUPE et coordonnés MARDI 29 AVRIL ou SAMEDI 10 MAI de 10 heures à 19 heures

la République Socialiste de TCHÉCOSLOVAQUIE a 30 ans. Ne manquez pas de visiter son stand à la FOIRE DE PARIS Exposition des Nations Étrangères Hall Victor - Stand 12, Allée Y.

LA BNP AU COIN DE VOTRE RUE ET AUX QUATRE COINS DU MONDE. MERcredi 30 AVRIL. JEUX. THÉÂTRE ET DANSE.

SPECTACLES

CONCERTS

PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE

Radio France Studio 104... L'ULISSE... Dir. Ernest BOUR

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. M. BREDICOM... Sol. J.-B. POMMIER

MUSÉE GUMET... NUIT QUATRA 75... location : 250 74 78

HAUTEFEUILLE v.o. ST GERMAIN HUCHETTE v.o.

Bouleversante parce que sans concession... LE COEUR ET L'ESPRIT (HEARTS AND MINDS) OSCAR 1975 - MEILLEUR FILM

CONCORDE • LUMIERE GAUMONT • CLICHY PATHE

QUE LA FÊTE COMMENCE... PHILIPPE SOUBRE • JEAN ROCHFORT • JEAN-PIERRE MARCILLE

BELLE EPINE THAIS • ARTEL BOSSY • CYRANO VERSAILLES

MERcredi 30 AVRIL

lily aime-moi UN FILM DE MAURICE DUGOWSON

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Challiot, 15 h. : La Veuve joyeuse... Les Racines du ciel...

Les exclusivités

A CAUSE D'UN ASSASSINAT... L'AGRESSION... AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU... LE BANQUET... LE CHACAL DE NABUCCO... LE CÉLÈBRE... LE CÉLÈBRE... LE CÉLÈBRE...

Galé, 14 (226-00-34)... QUE LA FÊTE COMMENCE... LA ROUTE (Fr.) : Le Ciel... LES SENTENCES DE LA GLOIRE... LA TOUPE INFÉRIEURE... LES INNOCENTS AUX MAINS SALES... LES INNOCENTS AUX MAINS SALES... LES INNOCENTS AUX MAINS SALES...

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE... AMERICAN GRAFFITI... CHARLES MORT... FLESH GORDON... FUNNY LADY... FRANKSTEIN JUNIOR... GORDON... LE SERRIER EST EN PRISON... SIDDHARTA... SPÉCIALES PÉRIÉRES... LA TOUPE INFÉRIEURE... LES INNOCENTS AUX MAINS SALES... LES INNOCENTS AUX MAINS SALES...

Les festivals

FESTIVAL INTERNATIONAL... LES GRANDS MANŒUVRES... LE MONDE FOU... LES TEMPS MODERNES... TO BE OR NOT TO BE... TO BE OR NOT TO BE... TO BE OR NOT TO BE...

Les grandes reprises

LES GRANDS MANŒUVRES... LE MONDE FOU... LES TEMPS MODERNES... TO BE OR NOT TO BE... TO BE OR NOT TO BE... TO BE OR NOT TO BE...

SPECTACLES POUR ENFANTS

(Du 30 avril au 5 mai)

Les films nouveaux

ROSEBUDD... SECTION SPÉCIALE... LE BOGNOU... HISTOIRE DE WAHARI... LES VOYAGES D'UN MANGE PARIS... SÉLADONA... L'EXTÉRIEUR... LA CONCENTRATION... SOLDAT D'URUC... LES VOYAGES D'UN MANGE PARIS... SÉLADONA... L'EXTÉRIEUR... LA CONCENTRATION... SOLDAT D'URUC...

THÉÂTRE MODERNE

A partir du 30 mai

LES MILLE ET UNE NUITS de DENIS LORCA

FAC DE DROIT

JUS ET MUSICA... QUEFFELEC... BREAM

SERVICE CONTRIBU

NAVY-CLUB-RESTAURANT... HUITRES - COQUILLAGES... SPÉCIALISTE RÉUNIONS... SALLES CLIMATISÉES

PIANO****75

VLADIMIR ASHKENAZY... MOZART - SCHUBERT - RACHMANINOV

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT... THÉÂTRE D'ORSAY... calendrier mai... Christophe Colomb... Harold et Maude... Ainsi parlait Zarathoustra... Maurice Béjart... Concerts... RETOUR D'ORSAY... Pas moi la dernière bande

IMON JAMES... LES... CONCERTS... RETOUR D'ORSAY... Pas moi la dernière bande

RETOUR D'ORSAY... Pas moi la dernière bande... Festival de Nancy... spectacles du retour de la Compagnie... découpez ce calendrier

مكتبة الأمل

صكناحت الأصل

L'ÉVÉNEMENT

Un enjeu mondial: les nodules de manganèse des fonds marins

Il y a une centaine d'années, l'expédition du Challenger... la première croisière océanographique scientifique...

contienent des métaux intéressants, tels le cuivre, le nickel, le cobalt et l'arsenic...

avoir bouleversé celui de l'énergie, ensuite le renchérissement des matières premières...

Ainsi est-il raisonnable de penser que ce seront les premières ressources minérales des grandes profondeurs marines à être exploitées...

YVONNE REBEYROL

Renouvellement lent et constant ou formation exceptionnelle et catastrophique ?

Vous en coupe, les nodules ont tous la même structure: un noyau central - souvent un petit morceau de roche volcanique altérée...

courte période (75 200 ans) du thorium 230. Du carbone 14 a été décelé dans des inclusions de carbonate pur situées à la périphérie des noyaux...

permettant la précipitation préférentielle du nickel se sont maintenues pendant 100 000 ans, puis ont changé de telle façon qu'un autre métal (du fer par exemple) puisse précipiter pendant un temps également très long...

On pourra aspirer les nodules avec une pompe hydraulique classique ou avec une pompe à air comprimé (procédé air-lift). Le dragage par des bennes métalliques accrochées à intervalles réguliers le long d'un câble de nylon sans fin (dit procédé C.L.B.: Continuous Line Bucket) est une idée japonaise...

Le fer n'intéresse personne

Lorsque l'on aura choisi et maîtrisé les techniques de ramassage, il faudra être en mesure de traiter les nodules polymétalliques pour en extraire le nickel, le cuivre, le cobalt, peut-être le titane et le molybdène...

Des compositions différentes

Les couches métalliques concentriques festonnées et irrégulières qui entourent le noyau des nodules ont des compositions différentes. Ainsi une couche de 100 microns d'épaisseur peut-elle être particulièrement riche en nickel...

L'hypothèse de la formation catastrophique et brutale des nodules polymétalliques est loin d'être largement admise. Cependant, la plupart des participants au symposium interuniversitaires sur les nodules, tenu à Seattle (Etat-Unis) du 3 au 6 mars dernier, ont reconnu son intérêt.

L'impact sur le marché mondial

AVANT que ne commence une exploitation des nodules polymétalliques, dont la date de démarrage ne cesse de reculer depuis plusieurs années, on s'interroge sur ses répercussions sur le marché mondial des matières premières.

tonnes de nodules secs par an. Selon des calculs faits pour le congrès mondial des mines tenu à Lima en novembre 1974, une « unité d'extraction » de 2 millions de tonnes de nodules ou en couvrirait, en 1990, 0,13 % des besoins mondiaux en cuivre, 2,3 % des besoins en nickel...

ront respectivement à 0,06 %, 11,4 %, 76,1 % et 17,7 % de la consommation estimée pour cette année-là. Même alors, l'équilibre des quatre pays exportateurs de cuivre ne devrait donc pas être menacé, bien que le cuivre ait représenté, en 1969, 54 % des exportations de la Zambie.

TROIS CONSORTIUMS

Trois consortiums internationaux s'intéressent actuellement aux nodules. Le premier regroupe Kennecott-Copper (américain, 50 %), Rio Tinto (britannique, 29 %), Noranda (canadienne, 19 %), Gold Field (britannique, 19 %) et exécutive (9 900 kilomètres carrés) et prévoit de dépenser 10 millions de dollars (42,3 millions de francs) en cinq ans.

En France, le Centre national pour l'exploitation des océans, associé à la Société métallurgique du nickel (formée par la Société Le Nickel et la Société nationale des pétroles d'Aquitaine) et le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), ont constitué un syndicat international pour étudier la faisabilité d'un procédé de Continuous Line Bucket à deux navires...

Une objection de simple bon sens

L'hypothèse de la formation très lente des nodules, pourtant universellement acceptée, se heurte à une objection de simple bon sens. Comment les nodules ayant plusieurs millions d'années à se constituer peuvent-ils rester à la surface de sédiments déposés, eux, à un rythme moyen de 1 millimètre en mille ans ? Un nodule formé en cinq millions d'années devrait être enfoui sous cinq mètres de sédiments. Or, à l'heure actuelle, les lits de nodules cachés sous quelques décimètres de sédiments, mais les « champs » de nodules auxquels on s'intéresse reposent tous sur les sédiments des grands fonds océaniques.

La réponse la plus couramment avancée suppose que des courants océaniques profonds pourraient être suffisamment puissants pour empêcher toute sédimentation de se déposer sur les nodules.

Au cours de recherches menées dans le cadre d'un contrat passé avec le Centre national pour l'explo-

LES ETATS INDUSTRIELS voient dans les nodules la possibilité d'échapper à la dépendance des pays exportateurs, pour le cuivre surtout qui n'est guère exporté que par le Zaïre, le Chili, la Zambie et le Pérou (ces quatre pays ont d'ailleurs décidé le 1^{er} décembre 1974, dans le cadre du conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, de réduire leurs exportations de 10 %). En outre, les Etats industriels voudraient que la sécurité des investissements soit garantie, selon les auteurs, à 350 ou 850 millions de dollars (1 480 ou 2 750 millions de francs) pour deux unités d'extraction de 1,5 million de tonnes de nodules sec par an alimentant une seule usine de traitement.

LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT NON PRODUCTEURS DE ces métaux voudraient qu'une partie des bénéfices venant de l'exploitation des nodules polymétalliques leur revienne.

Il est difficile de chiffrer la production de ces métaux qui seront extraits des nodules. Selon une estimation qui semble raisonnable, une exploitation, pour être rentable, devrait « pêcher » entre 1 à 3 millions de

15,2 % des besoins en cobalt et 3,5 % des besoins en manganèse. Si cinq « unités d'extraction » fonctionnent en 1990, ces chiffres passeront

83 % des exportations du Zaïre, 78,3 % des exportations du Chili et 28,9 % des exportations du Pérou.

Le marché du cobalt sera beaucoup plus touché. Le Zaïre, certes, est de loin le principal producteur de ce métal (ou, est associé au cuivre). Mais, en 1969, le cobalt ne comptait que pour 5 % dans le total des exportations du Zaïre.

EN TOUT PREMIER LIEU LE CUIVRE ET LE NICKEL

Les nodules polymétalliques sont toujours notés et assez friables. Mais ils se présentent sous des formes et des tailles très variées: « pommes de terre brûlées » de quelques centimètres de diamètre pesant quelques dizaines ou quelques centaines de grammes - ce sont les plus nombreux - ou même quelques kilos; dalles croûteuses de quelques dizaines ou centaines de kilos.

Selon les plus récentes estimations, il y aurait entre 600 et 800 milliards de tonnes de nodules sur les fonds de l'océan mondial, dont 40 milliards pour la « meilleure zone » du Pacifique.

TENEURS DES NODULES (Annales des mines, mars 1974) En pourcentage

Table with 5 columns: Élément, Fourchettes, Atlantique, Pacifique, Océan Indien, Moyennes. Rows include Manganèse, Fer, Cobalt, Nickel, Cuivre.

INVESTIR DANS LA PIERRE PARIS 10°

Il reste à vendre 11 appartements occupés. 2 pièces 40.300 F. 3 » 57.000 F. 4 » 71.500 F. Immeubles en pierre de taille. Bureau de vente: 4, rue Criviale, Paris 10°. TÉLÉPHONE: 202 32 04 - 256 38 84

Large advertisement for 'Le Monde' magazine featuring the title 'Le Monde', 'Le puzzle méditerranéen', and 'A LA RECHERCHE D'UN OC'. Includes an image of a puzzle and various text elements.

Advertisement for 'Le Monde' magazine, 'DOSSIERS ET DOCUMENTS', 'LES NOUVEAUX RHIGES DU PÉTROLE', 'LE CINÉMA CONTEMPORAIN', and subscription information.

Advertisement for 'PCEM' pharmacy, 'Pharmacie', 'Recyclage scientifique des Bacheliers A - B - C - D au mois de septembre', 'CEPEB', '722-94-94'.

Advertisement for 'NOTRE Télex', 'A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS', 'Service téléx', '345.21.82 + 346.00.28', '15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS'.

Advertisement for 'Le Monde' magazine, 'Le Monde', 'DOSSIERS ET DOCUMENTS', 'LES NOUVEAUX RHIGES DU PÉTROLE', 'LE CINÉMA CONTEMPORAIN', and subscription information.

... LE MONDE — 30 avril 1975 — Page 19

Le Monde

DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES

DOSSIER Le puzzle méditerranéen

Depuis le 12 avril et jusqu'au 19 mai, le navire américain de forage « Glomar-Challenger » explore, pour la seconde fois, les fonds de la Méditerranée. Sous la double direction du docteur Kenneth J. Hsu (de l'Institut polytechnique fédéral de Zurich) et de M. Lucien Montaudou (de l'Institut français de pétrole, I.F.P.) doivent être réalisés une douzaine de forages sur huit sites. La sélection des sites est fondée, pour l'essentiel, sur les quelque 40 000 kilomètres de profils sismiques faits depuis 1969 par les sociétés pétrolières françaises, l'I.F.P., le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEKO) et diverses équipes universitaires françaises.

vingt-deux forages sur quatorze sites en Méditerranée occidentale et orientale. Il avait alors prouvé que dans les sédiments empilés sur le fond de cette mer était intercalée une couche d'évaporites (1) épaisse, par endroits, de 2 000 mètres (la Méditerranée, dans 11-12 campagnes de 1970 n'a pas suffi à expliquer l'histoire de la Méditerranée — ou peut-être dit-elle qu'elle a soulevé plus de questions qu'elle n'en a résolues. Située entre l'Afrique et l'Eurasie, presque isolée de l'océan Atlantique, la Méditerranée est, en effet, une mer intérieure dont la genèse extraordinairement compliquée doit être replacée dans le cadre général de la tectonique des plaques (« Le Monde » du 27 novembre 1974).

Le « Glomar-Challenger » a déjà fait, en août et septembre 1970,

A LA RECHERCHE D'UN OcéAN DISPARU DEPUIS 136 MILLIONS D'ANNÉES

Les spécialistes ont des avis concordants sur un certain nombre de points.

● La Méditerranée actuelle et ses pourboires — en particulier tout le système alpin et son prolongement asiatique — sont la résultante des contraintes imposées, depuis cent quatre-vingts millions d'années, par l'ouverture de l'Atlantique sur les rebords des plaques portant les masses continentales africaine et eurasiatique.

● Ces deux rebords, poussés l'un contre l'autre, se sont fragmentés en multiples « plaquettes » qui, essayant, chacune, de s'accommoder le mieux possible de la compression générale, ont subi une situation présente tellement compliquée qu'il est souvent difficile de voir à quelle plaque chaque « plaquette » appartenait à l'origine.

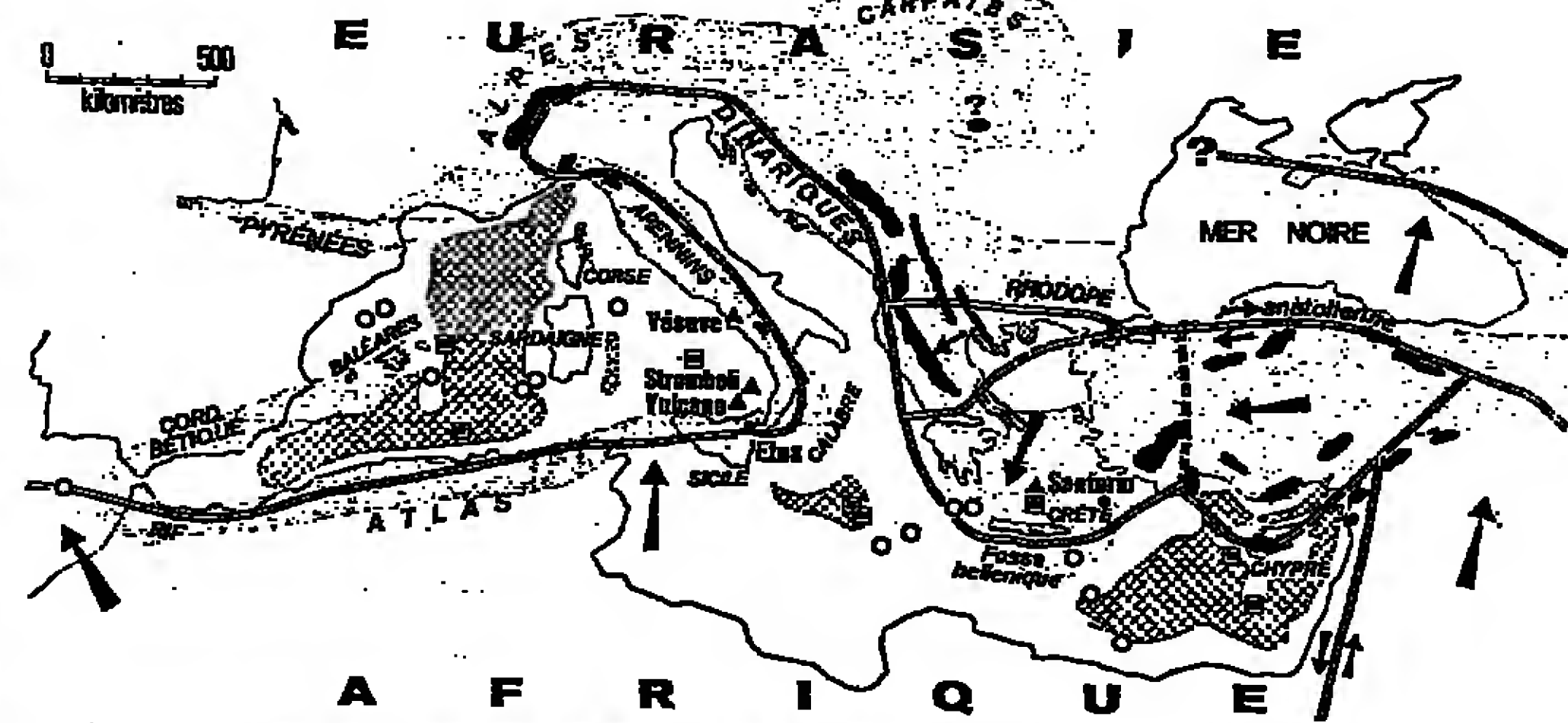
● L'affrontement des deux masses continentales se poursuit de nos jours, comme en témoignent les phénomènes sismiques et volcaniques qui frappent de temps à autre le bassin méditerranéen.

Des hypothèses contradictoires

Si l'accord s'est fait sur les trois points précédents, les opinions des spécialistes, en revanche, divergent largement sur plusieurs questions essentielles.

● La Méditerranée est-elle le résidu d'un vaste océan ancien, la Téthys, que le rapprochement de l'Afrique et de l'Eurasie a fait peu à peu disparaître ? Ou est-elle, au contraire, une mer faite de bassins plus ou moins récents, formés par les jeux des plaques et des « plaquettes » ?

● Si les fonds de la Méditerranée sont — relativement — jeunes, quelle est leur nature ? Appartiennent-ils au domaine océanique ? Dans ce cas, ils seraient faits, pour l'essentiel, de basalte. Ce basalte aurait pu être mis en place soit dans des dorsales dont le mécanisme, sinon la taille, est analogue à celui de la dorsale médio-atlantique, soit par un mécanisme plus complexe semblable à celui que l'on observe actuellement dans les bassins marginaux. Les bassins marginaux, tels la mer d'Okhotsk ou la mer de Chine, se créent à la faveur d'un phénomène d'extension de la croûte terrestre localisée en arrière des systèmes « fossés océaniques » arcs insulaires volcani-



○ Sites des forages de 1970 ■ Sites prévus des forages de 1975
■ Évaporites épaisses de plus de 1000 mètres ■ Zones fissurées
— Limites actuelles des plaques — Limites supposées des plaques

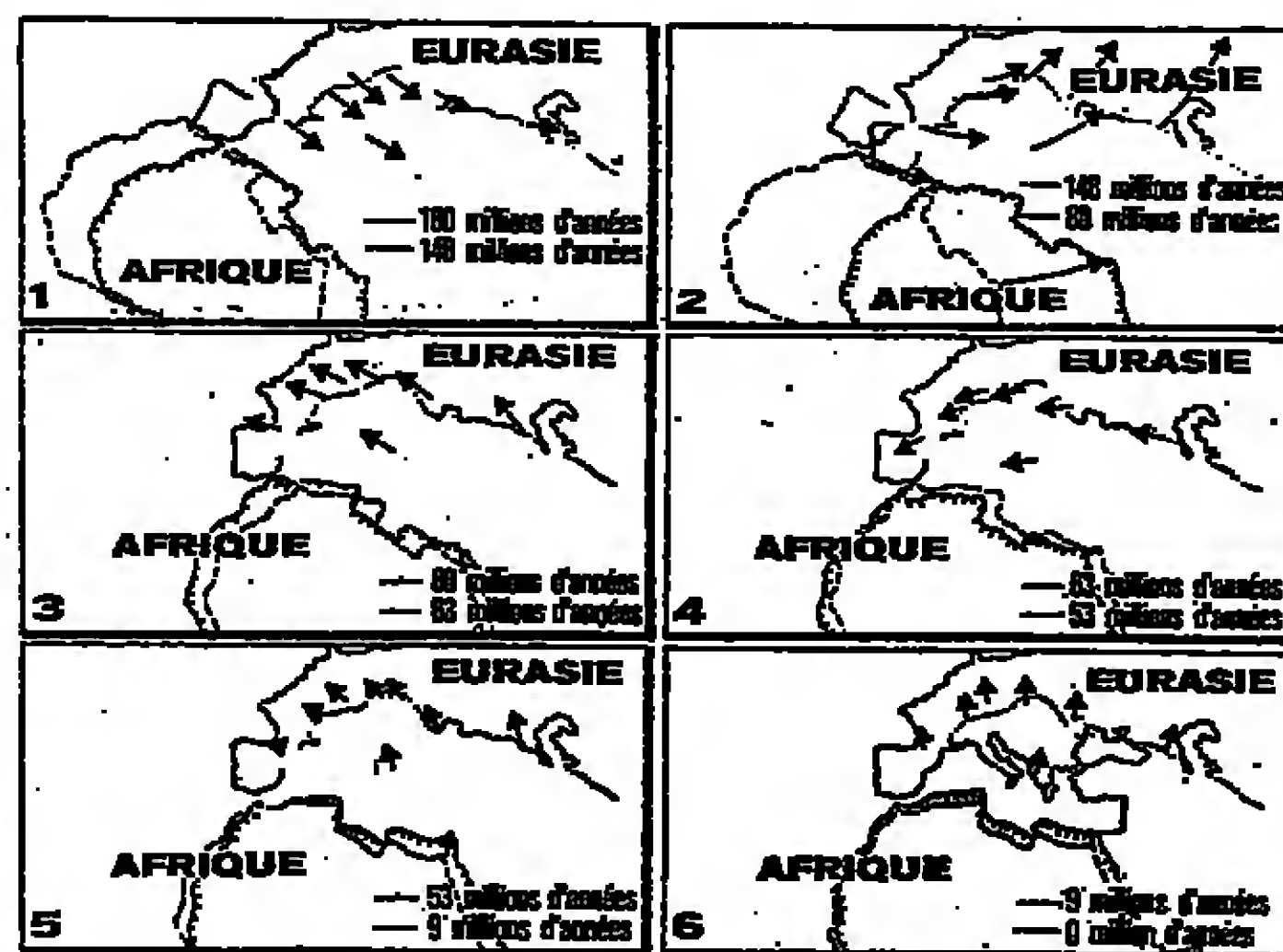
ques ». Ces derniers sont pourtant liés à la compression entre deux plaques.

Il existe dans la Méditerranée actuelle deux systèmes « fossés océaniques-arc volcaniques » actifs : l'arc Calabre-Sicile, avec ses volcans Etna, Stromboli, Vulcano, Vésuve, et le fossé hétéroclite avec son volcan de Santorin.

Les fonds de la Méditerranée sont-ils faits, au moins partiellement, de portions effondrées de croûte continentale (du granite essentiellement) ou bien sont-ils « intermédiaires », c'est-à-dire faits de croûte continentale amincie et peu à peu « océanisée » par intrusions épaisses de matériel océanique ? Cette dernière hypothèse supposerait, elle aussi, des distensions locales se produisant dans une zone de compression générale.

Toutes ces suppositions sont étayées par les reconnaissances sismiques qui ont montré que, sous la Méditerranée, l'épaisseur de la croûte varie de 7 à 30 kilomètres, c'est-à-dire qu'elle est analogue, tantôt à celle d'une croûte océanique normale, tantôt à celle d'une croûte continentale typique.

● Comment ces énormes couches d'évaporites ont-elles pu se déposer sur les fonds de la Méditerranée ? Faut-il supposer que la Méditerranée s'est vidée par évaporation à plusieurs reprises par suite de fermetures répétées et temporaires des seuils faisant communiquer cette mer avec l'océan mondial ? C'est là l'idée que le docteur Hsu a avancée après la première campagne médi-



Pour mieux montrer les déplacements relatifs de l'Eurasie et de l'Afrique, J.F. Dewar, W.C. Pittman III, W.F.P. Ryan et J. Bonnin (des auteurs des schémas ci-dessus, publiés en 1973 dans le « Geological Society of America Bulletin ») ont supposé que l'Europe était fixe, alors que ce n'était pas le cas dans la réalité. En outre, la géométrie sphérique impose à une plaque (« c'est-à-dire à une calotte sphérique ») se déplaçant par rapport à une autre plaque de décrire un mouvement de rotation autour d'un pôle particulier dont la position peut changer au cours des âges géologiques.

Les flèches dessinées sur ces schémas sont des arcs de cercle qui indiquent le sens de la rotation de l'Afrique par rapport à l'Eurasie à différents moments. Leurs longueurs et leurs orientations traduisent évidemment l'amplitude du déplacement relatif de l'Afrique et la direction, qui change d'âge en âge en fonction de la position « temporaire » du pôle de rotation.

Pour la clarté des schémas, les silhouettes actuelles des masses continentales émergées du nord et de l'est du bassin méditerranéen ont été omises en raison de l'incertitude de leurs positions successives.

terranéenne du « Glomar-Challenger », dont il était coresponsable scientifique.

Faut-il, au contraire, penser à la dessiccation d'une mer peu profonde, dont le niveau était alors voisin du niveau actuel des océans et dont les fonds se sont ensuite effondrés de plusieurs milliers de mètres au cours des sept derniers millions d'années ? Faut-il enfin croire au dépôt rapide (en cinq cent mille ans ou un million d'années) des évaporites sous plusieurs centaines de mètres d'eau ? Une simple perturbation des échanges d'eau avec l'Atlantique ou avec l'océan Indien due aux variations relatives du niveau de l'océan mondial et des seuils de communication aurait suffi à permettre de tels dépôts. Ensuite serait survenu l'effondrement des parties actuellement profondes de la Méditerranée.

Où est la Téthys ?

Les forages de 1970 n'avaient pas atteint le socle — que celui-ci soit océanique, continental ou « océanisé » — ni même les sédiments relativement anciens sur lesquels reposent les évaporites. Ceux que le « Glomar-Challenger » est en train de faire chercher à explorer trois séries d'inconnues : premièrement, le processus

qui a présidé à la formation des évaporites ; deuxièmement, la nature et l'âge des sédiments sur lesquels reposent les évaporites ; troisièmement, la nature du socle dans plusieurs des bassins de la Méditerranée. Si on ne parvient pas jusqu'au socle, l'analyse géochimique d'échantillons de roches volcaniques prélevés à des profondeurs plus faciles à atteindre par forage pourra peut-être donner des informations sur la nature du socle traversé par des laves plus récentes.

Il est certain qu'un océan — la Téthys — existait avant le crétacé, il y a plus de cent trente-six millions d'années, à la place de l'actuelle région méditerranéenne, et qu'il était plus large à l'est qu'à l'ouest. Les ophiolites (2), abondantes en Oman, dans les monts du Zagros (Iran), dans le nord de la Syrie, en Turquie, à Chypre, dans le nord de la Grèce et en Yougoslavie, plus rares en Italie et dans l'ouest des Alpes, en apportent la certitude, sans toutefois donner aucune précision sur la taille et la forme de cet océan. Mais les géologues ont de bonnes raisons de penser, que ces ophiolites ne sont pas en place. Les différentes phases tectoniques qui ont affecté la région méditerranéenne du Jurassique supérieur à la fin du crétacé (de -100 à -70 millions d'années) auraient transporté les

ophiolites vers le sud, parfois, comme celles de Chypre, sur plusieurs centaines de kilomètres.

Si le transport des ophiolites vers le sud semble certain, on n'est pas sûr, en revanche, de l'origine de ces ophiolites : sont-elles nées du placement d'une Téthys située au nord de la Turquie, de la mer Egée et de la Grèce actuelles ? Dans ce cas, il y a peu de chances de retrouver des vestiges des fonds de l'océan disparu, sauf peut-être en mer Noire, où le « Glomar-Challenger » ira forer à la fin du mois de mai. Ou sont-elles nées du placement d'un bassin marginal situé au nord de la Turquie, la Téthys proprement dite étant située plus au sud, vers la Méditerranée orientale actuelle ? Dans ce cas, on pourrait peut-être retrouver des reliques des fonds de la Téthys dans cette région.

Mais cette deuxième hypothèse semble peu probable, car la Turquie actuelle apparaît composite : au nord de la faille anatolienne, elle aurait fait partie de l'Eurasie (la faune du jurassique présenterait d'ailleurs des affinités avec la faune européenne du même âge). Au sud de cette faille, on serait dans l'ancien domaine africain (la faune jurassique ressemblerait à la faune éthiopienne de la même période).

A l'ouest, le placement de l'ancienne Téthys aurait été moins important que dans l'est. Il a tout de même été suffisant pour donner naissance aux Alpes pendant le crétacé moyen et supérieur (de -110 à -70 millions d'années) et pour qu'un système montagneux continu (Atlas, cordillère Bétique, Alpes, Apennins, Alpes dinariques, Carpates, Hérdope, Grèce, Crète, Turquie) court

EN TOUTE LOGIQUE

Par deux et par quatre

Il existe une manière primitive de réaliser les multiplications de nombres entiers positifs. Il est possible de construire une telle formule, pouvant s'adapter pour exprimer un nombre entier positif quelconque. Quelle est cette formule ? (Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 42

Il s'agit de reconstituer un grand octogone à partir des trois petits.

Les nombres de droite correspondant à des nombres de gauche pairs sont barrés (*). Ceux qui restent sont additionnés et donnent un résultat juste. Pourquoi ? (Solution ci-dessous à l'envers.)

43	81
29	162
10	324 (*)
5	648
2	1296 (*)
1	2592
	5184

PROBLEME N° 43

Les expressions utilisant pour tout chiffre exactement trois chiffres 4 et les symboles mathématiques courants sont indéfiniment variées :

4 × 4
4
4 × 4
444 11
.....

Il faut multiplier les dimensions des petits octogones par $\sqrt{2}$ pour obtenir un grand octogone de surface triple. Il est donc nécessaire de faire apparaître l'hypoténuse d'un triangle rectangle de côtés $\sqrt{2}$ et $\sqrt{2}$. Le reste est tatonnement inspiré. (Référence : More Geometric Dissections, par Greg Frederickson, Journal of Recreational Mathematics, été 1974.)

PIERRE BERLOQUIN.

Seghers
Collection « La Suède en question »
LE BON USAGE DE LA SCIENCE
par Gérard Bonnot

« Des leçons pertinentes, à la fois pour les scientifiques et les hommes politiques français. Quel plaidoyer pour la science ! » Science et avenir.

« Peut-être la Suède est-elle, avec sa prudence et sa liberté d'esprit, mieux placée que bien d'autres pays pour fournir la solution de l'énigme ? que peut, que doit faire la science pour l'homme ? » Le Monde.

« Passant avec élégance du reportage à l'histoire, le livre de G. Bonnot se lit avec plaisir et profit par tous ceux qu'intéresse le problème, de plus en plus aigu, des rapports de la science et de la société. » Michel Rouzé, « France Culture ».

سكزامن الاصل

صكرا من الأصل

Pour alimenter les gros ordinateurs

L'ordinateur est entré dans les mœurs et l'on ne s'étonne plus de lui voir traiter l'information de façon quasi instantanée.

Les techniques entièrement nouvelles, qui permettraient sans doute de franchir un pas décisif, sont à l'étude depuis des années.

mais on attend toujours leur apparition au stade industriel. Un récente annonce d'I.B.M. applique aux supports traditionnels des fichiers électroniques les principes de la « mémoire virtuelle ».

UNE BANDOOTHÈQUE AUTOMATIQUE

COMBIEN compte-t-on de caractères sur une page dactylographiée ? Mille à deux mille. Dans un roman ? Quelques centaines de milliers.

à mille fois plus cher. Pour des raisons économiques, il est donc réservé à des fichiers de capacité beaucoup plus faible.

associer une mémoire rapide — donc coûteuse — et de petite capacité, à une mémoire lente, moins chère, et de capacité beaucoup plus grande.

dispositif automatique électromécanique permet de rechercher les bandes dans les casiers de la bandothèque et de les placer sur un lecteur d'ou elles sont recopiées sur le disque magnétique.

UN ENREGISTREMENT OBLIQUE

LES bandes magnétiques, de 10 centimètres de largeur et de 17,50 mètres de longueur, sont logées dans des cartouches et stockées dans des alvéoles disposées en nid d'abeille.

lecteur le plus proche (un ensemble de deux bras d'accès et de huit lecteurs permet l'optimisation du temps de manipulation).

moins le ruban : c'est donc un accès à deux dimensions, beaucoup plus rapide qu'un accès linéaire.

Le temps d'accès du disque, de 100 millions de caractères, permet de disposer en permanence d'un contenu équivalent à deux bandes magnétiques complètes.

LE PRIX DES FIGIERS

Table with 4 columns: Type de la mémoire, Capacité de la mémoire, Temps d'accès à une information, Prix de l'information stockée. Rows include Mémoire centrale, Disque magnétique, Bande magnétique, and Bandothèque automatique.

Les prix indiqués correspondent à des prix de vente (et non pas de location). Ils tiennent compte des matériels nécessaires pour réaliser la mémoire où se trouve le fichier à l'ordinateur proprement dit.

MALGRÉ LE PROGRÈS TECHNIQUE DES COMMUNICATIONS

Les radio-amateurs n'ont pas désarmé

Les radio-amateurs ont-ils encore leur place aujourd'hui, dans un monde où les moyens de transport et de télécommunication, métamorphosés par des technologies nouvelles, contribuent à réduire les distances.

pour les plus importantes communautés européennes, que vingt mille Anglais, vingt mille Allemands et dix mille Français.

été lancé OSCAR 7 (Orbiting Satellite Carrying Amateur Radio), un satellite entièrement construit par des radio-amateurs.

QUI sont les radio-amateurs ? Incontestablement des passionnés d'électronique, et il leur est nécessaire pour cela qu'ils aient officiellement étudié la physique ou l'électricité.

Toutes ces activités apportent à l'amateur une maîtrise toujours plus approfondie de l'électricité, qui se révèle parfois utile à la collectivité.

teillages empêchant toutes communications. L'état du réseau, lors d'un concours du R.F.F., où chacun doit joindre un nombre maximal de stations en quarante-huit heures, est indescriptible !

Pas de messages personnels

La télégraphie et la phonie sont les méthodes de liaison le plus employées. Elles présentent un aspect principalement technique.

sons peuvent toutefois durer plusieurs heures, comme lors de l'expérimentation d'une nouvelle antenne, ou pour la constitution entre six ou sept personnes d'une authentique table ronde sur les ondes.

Cinquante femmes Les radio-amateurs français se sont regroupés, depuis 1925, en une association sans but lucratif, le R.F.F. (Réseau des émetteurs français).

ODOUL Garde-meubles 208 10-30

Pourquoi payer une communication Télex deux fois son prix ? Réalisez 50% d'économie de 12h30 à 14h, après 18h. Le Télex parce que l'information n'attend pas...

PARIS MONTRÉAL avec AIR CANADA. Paris Montréal avec AIR CANADA. Vous serions également contents de vous accueillir.

DEUX CENTRES D'AVORTEMENT EN MILIEU HOSPITALIER A MARSEILLE

Des choix responsables

DANS la salle d'attente de « centre d'interruption de grossesse » de l'hôpital de la Conception, à Marseille, il règne un silence un peu lourd que n'allège pas la chaleur excessive. Une vingtaine de personnes sont là, certaines depuis de longues heures. Une grande majorité de femmes et de jeunes filles, bien sûr, mais aussi quelques hommes. Un père de famille, moustache, casquette, est venu accompagner sa fille. Un jeune garçon qui a l'âge d'être au collège technique se tient, muet, à côté de sa petite amie. Un barbu à l'allure contestataire s'agitte beaucoup et proteste à mi-voix contre cette « interminable attente ». Entre elles les femmes chuchotent, brièvement, puis se taisent longuement. On feuillette, sans y croire, quelques journaux. Que dire ? Chacune est venue dans le même but que sa voisine : il n'est pas, pour autant, facile d'en parler.

Indifférence

On ne prononce pas le mot avortement. « Il paraît que c'est dangereux », dit une mère au regard inquiet, venue accompagner sa fille de seize ans. « Mais non », dit le barbu avec beaucoup d'assurance, « il faut croire ça, mais ce n'est pas vrai. Ils le font croire pour empêcher de le faire. » « Ils », ce sont les médecins, les journaux, le gouvernement. La conversation retombe. Passe dans le couloir un jeune médecin. « Ils sont vraiment très jeunes », dit une femme de quarante ans à moitié rassurée. « L'essentiel, réplique le mari, en haussant les épaules, c'est qu'ils en fassent, jeunes ou pas. »

Ils sont jeunes en effet ces médecins qui, depuis le 26 mars, font fonctionner, avec deux infirmières et deux employées, l'un des premiers centres d'interruption de la grossesse installés dans des hôpitaux publics. Internes en gynécologie, médecins préparant des certificats de spécialité, ils ont tous aux environs de la trentaine. Ce n'est pas un hasard : à Marseille comme ailleurs le débat sur l'avortement a délimité deux générations de praticiens, surtout lorsqu'il s'est agi de passer à la pratique. Toutefois si une bonne partie du corps médical et de la hiérarchie hospitalière a répuigné à l'organisation d'un tel centre, aucune hostilité ouverte ne s'est manifestée.

A l'hôpital de la Conception, le patron du service d'obstétrique et de gynécologie ne s'est pas opposé à la création du centre, dont la structure administrative est originale puisqu'il est dirigé collégialement — sur le plan médical — par quatre jeunes médecins vacataires, dont aucun ne veut être le chef des autres. Ces volontaires ont, en outre, eux-mêmes

coopté quatre autres médecins bénévoles qui viennent les voir — un véritable *numerus clausus*.

La « salle d'Astros » qu'occupe aujourd'hui le centre d'I.V.G. (interruption volontaire de la grossesse) était jadis une salle de pédiatrie. Elle se compose d'une salle d'attente, de trois bureaux de consultation, d'une salle d'examen, de six chambres (huit lits au total) et d'une salle d'intervention. Cette dernière est équipée d'un matériel d'anesthésie et de réanimation et d'un « aspirateur » de fabrication américaine qui, relié aux célèbres « canules » de plastique, permet d'effectuer les interruptions de grossesse. Proprement installé, le centre d'I.V.G. est bien équipé, en partie parce que les médecins qui en sont responsables ont exigé de l'administration, dès le départ, le maximum de garanties techniques pour démarrer.

Pour les médecins qui acceptaient de créer ce centre, en application de la loi Simone Veil, il ne s'agissait nullement de devenir des spécialistes de l'avortement qui quinqueraient à la chaîne des interventions devenues légales. Un seul d'entre eux avait participé — avant le vote de la nouvelle loi — aux activités d'un groupe qui pratiquait des avortements « clandestins » en ville. Tous affirment vouloir lutter contre l'avortement. Mais, en tant que médecins, ils ont accepté le risque de voir sa modifier le rapport malade-médecin.

Un dialogue d'égal à égal

« Nous ne sommes plus le grand manitou », explique un jeune femme médecin, « nous devons dialoguer d'égal à égal avec des personnes normales et non malades qui ont une demande précise à formuler et qui prennent elles-mêmes la décision. Cela, bien peu de médecins y sont préparés. »

Il n'est pas exagéré de dire que pour les médecins de ce centre d'avortement, il s'agit d'une occasion exceptionnelle de transformer le travail médical. L'importance accordée à la parole est, ici, primordiale. Il ne faut pas imaginer une succession de salles dans lesquelles des médecins débordés pratiqueraient à tour de bras des avortements. « Notre but n'est pas d'en faire une grande quantité », précisent-ils. Voilà pourquoi ils s'imposent — et im-

posent aux femmes déjà nombreuses qui viennent les voir — un véritable *numerus clausus*.

La sélection est fondée sur des critères géographiques que les médecins eux-mêmes reconnaissent « arbitraires ». Le centre, quel qu'il arrive, ne doit pas pratiquer plus de quinze interruptions de grossesse par semaine. « Nous ne voulons pas faire que des avortements et nous voulons traiter en sorte que ceux que nous pratiquons soient réellement efficaces », c'est-à-dire qu'il soit possible de dialoguer avec la femme intéressée. La procédure suivie est rigoureusement conforme à la loi : première visite au cours de laquelle la femme a un long entretien avec le médecin, détail de huit jours, nouvelle visite et examens préopératoires, intervention avec ou sans anesthésie, visite postopératoire et consultation de contraception.

Dissuader

La consultation du centre d'I.V.G. est ouverte deux demi-journées par semaine, deux autres demi-journées sont réservées aux interruptions de grossesse sans anesthésie, une troisième aux interventions qui justifient une anesthésie générale (le tiers des cas). Il y a rarement plus de cinq avortements dans une demi-journée et plusieurs des membres de l'équipe

assistent aux interventions. Il en coûte au total 400 F à chaque femme.

L'efficacité de la « dissuasion » — maître mot de la loi Veil — ne se situe pas, pour ces jeunes praticiens, au seul niveau de la décision d'avorter. Même si dans certains cas — extrêmement rares — il est arrivé que des femmes venues les consulter décident de garder leur enfant. Ils jugent que la dissuasion aura été réelle si, à la faveur d'un avortement, une femme aura compris l'importance d'une contraception efficace. Voilà pourquoi en bonne partie les entretiens portent sur la contraception. « Pour le reste, expliquent-ils, il s'agit de mettre les gens devant des choix responsables qui dépassent d'eux. Il faut leur faire vraiment peser le pour et le contre. Nous les soutenons seulement dans leur réflexion. » Pour que les femmes ne se sentent pas « infériorisées » par rapport aux médecins, tous les praticiens ont adopté au port de la blouse blanche, sauf les jours d'interventions. Dans un hôpital, ce détail a son importance.

Les jeunes médecins de la salle d'Astros n'ont nullement le désir d'être considérés comme des « avorteurs ». Il s'agit pour eux d'une activité parmi d'autres. L'un est interne à la clinique de chirurgie obstétricale, l'autre est biochimiste, le troi-

sième travaille le matin dans un service de lutte... contre la stérilité. Mais ils croient à l'importance de la spécificité de leur entreprise où ils veulent que puisse s'exercer une médecine fondée sur le rapport par la parole et non sur la toute-puissante science face à la faiblesse ignorante. A plus ou moins longue échéance, cela débouche largement la seule question de l'avortement.

Un acte de volontariat

Un autre centre d'interruption de la grossesse fonctionne à Marseille, à la maternité publique de la Belle-de-Mai. Là, le chef du service de gynécologie, personnellement défavorable à l'avortement, a facilité l'ouverture du centre confié à des médecins vacataires préparant tous des C.E.S. de gynécologie. La plupart d'entre eux avaient déjà, avant la loi Veil, une consultation de contraception. « Aucun d'entre nous, explique un jeune femme médecin, n'avait milité pour l'avortement. Mais il y a une liaison logique : on ne peut pas faire de contraception si l'on ne pose pas ce problème. » Vacataires, rémunérés à 66 F par après-midi, les médecins du centre d'I.V.G. de la Belle-de-Mai, tout comme ceux de la Conception, considèrent leur activité « comme un acte de volontariat ». « Pour nous », dit un jeune médecin,

cela représente un sacrifice, y compris financier. Nous voudrions être sûrs que les pouvoirs publics sont prêts à faire un effort. »

Pour tous ces pionniers de l'avortement à l'hôpital, un problème sévère se profile à l'horizon : la demande des femmes est de plus en plus nombreuse, et comme aucun médecin ne veut avoir le sentiment de travailler dans un « avortoir » ils sont unanimes à souhaiter l'ouverture de nombreux autres centres dans la région. « Il faut, dit un médecin, que chacun en prenne sa part, d'autant plus que l'avortement, nous le constatons tous les jours, amène des femmes à la contraception. La vraie dissuasion est là. » M. Jacques Guillot, directeur général de l'Assistance publique de Marseille, estime pour sa part : « Il ne me semble ni nécessaire ni même possible, dans l'immédiat, de créer d'autres centres. Si l'on admet qu'il est indispensable d'assurer des conditions maximales de sécurité par la proximité de services de gynécologie-obstétrique, il faut attendre la création — prévue — de tels services à raison d'un dans chacun des secteurs Nord et Sud. Ces deux réalisations font l'objet d'une demande de subvention, mais il est évidemment difficile de préciser quand les crédits nécessaires leur seront affectés. » Et M. Guillot précise : « Il est envisagé d'augmenter l'activité des deux centres existants. En l'état actuel, une telle augmentation est prévue. »

BRUNO FRAPPAT.

l'air le plus pur,
l'eau la plus pure,
et le soleil toujours.

Notre île... votre barque... votre chalet... et votre liberté. Des croisières, des circuits... un séjour "à la ferme"... des randonnées à pied, en canoë, en voiture.

cet été, la Finlande.

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Aubert 75009 Paris Tél. 266.40.13
Nom Adresse documentation gratuite

13 autres raisons d'aller en Israël (en compagnie du soleil)

1. Quitter la grisaille de l'hiver avec ELAL ou Air France et rejoindre le pays du soleil en 4 h ½ seulement.
2. Plonger pour découvrir les jardins de coraux à Eilat et à Ophir.
3. S'adosser aux colonnes de Salomon et laisser son regard se perdre dans le désert.
4. Prendre le café au lait de chamelle avec les bédouins à la palmeraie de Di Zahav.
5. Apprendre à faire du ski nautique en plein hiver.
6. Admire les merveilles du monde sous-marin à travers le fond vitré du bateau.
7. Se croire sur la lune en traversant les paysages rocaillieux et les steppes menant à Masada.
8. Parcourir le désert du Sinaï en land-rover.
9. Faire la planche sur la mer Morte.
10. Se détendre à loisir dans un hôtel entièrement climatisé.
11. Le soir, siroter un drink bien frais dans une discothèque.
12. Jouir de vacances ensoleillées à Eilat, au bord de la mer, (trajet aérien Lod - Eilat - Lod compris) : - Séjour de 8 jours (petit déjeuner) : 1 950 F. Réductions au départ de Strasbourg, Lyon: 92 F, Marseille: 104 F, Nice: 109 F.
13. Visiter le couvent de Sainte-Catherine et ses légendaires trésors d'art et interrompre son pèlerinage dans une oasis pour y rêver du paradis terrestre.

Parmi ces 13 raisons, plusieurs m'invitent à passer mes vacances d'hiver au soleil d'Israël.

Je les ai marquées d'une croix.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----

et j'attends les prospectus et offres spéciales qui s'y rapportent.

Nom _____

Adresse _____

NP/Lieu _____

Veuillez envoyer ce coupon à l'Office National Israélien de Tourisme, 14, rue de la Paix, Paris-2^e. Tél. 742.43.13.

ELAL

LIGNES AERIENNES D'ISRAËL
Paris 9^e : 24, bd des Capucines - Tél. 742.45.19
Lyon, Building Cordeliers
1, rue des Quatre-Chapeaux - Tél. 37.07.34
Nice: Hôtel Paris - 6-8, av. Gustave-V.
Tél. 57.81.37
Marseille: 41, La Canebière, Tél. 59.07.30

AIR FRANCE
Paris 8^e : 119 Champs-Élysées - Tél. 720.70.50

Paris
Montréal
avec
Air Canada

Air Canada offre des vols réguliers en 747 ou DC8 au départ de Paris Aéroport Charles de Gaulle pour Montréal et Toronto.

Vous pouvez compter sur la gentillesse et l'attention de tout l'équipage qui, naturellement, parle français.

Pour plus d'information, contactez votre agent de voyage ou Air Canada.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.



AIR CANADA

Paris 9^e : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00
Paris 15^e : 39, bd de Vaugirard - Tél. 273.84.00
Lyon 2^e : 63, rue du Pt E-Herriot - Tél. 42.43.17

Opilly & Maillet

سكزامن الأصل

صحة من الأصل

LA RENCONTRE MÉDECIN-MALADE

Une plus grande responsabilité du patient par une meilleure information et une véritable écoute

La « parole aux malades » dans un congrès médical est un événement assez inhabituel pour ne pas passer inaperçu. Lors du congrès de la région Midi-Pyrénées du Syndicat national des médecins de groupe, qui vient de se dérouler à Villefranche-de-Rouergue, c'est pourtant ce qu'ont tenté et réussi les organisateurs de cette rencontre.

Au-delà de ce qu'on appelle le colloque singulier entre médecin et malade, il s'agissait d'examiner à un niveau plus collectif les conditions et la nature de cette rencontre. Une centaine de praticiens et une trentaine d'usagers de la médecine : représentants d'associations de malades, mutualistes, syndicalis-

tes, administrateurs de Sécurité sociale, membres d'organismes de prévention, hommes politiques, ont abordé dans un face-à-face sans complaisance les questions essentielles de la relation médecin-malade. Un témoignage courtois et bouillonnant devait ouvrir le débat : M. et Mme B., un jeune couple d'Anney, ont raconté les conditions dans lesquelles leur petite fille est décédée d'une méningo-encéphalite après un coma de quatorze mois. Témoins de l'imprécision de certains diagnostics, de l'absence d'information, des tracasseries administratives, en suscitant une réflexion critique sur leur rencontre avec la médecine, ils ont réclamé le droit des malades et de leur famille à l'information.

Si le malade désire savoir, au moins comprendre, il aspire à être écouté. C'est un aspect non négligeable du dialogue médecin-malade qui a été repoussé par les usagers de la médecine. Or, de plus en plus, les techniques médicales forment écran quand elles ne constituent pas un refuge pour le médecin pressé ou peu préparé à ce dialogue. Pourtant, un responsable C.F.D.T. a fait état d'une nouvelle pathologie : le mal-être. « L'individu est malade du corps social, et nous demandons aux médecins de nous dire pourquoi les gens sont malades au niveau de la société. »

La médecine généraliste a une place privilégiée dans ces rapports entre la science médicale, la société et l'individu. Médecin de famille, médecin de synthèse, il connaît bien l'environnement du malade et le malade lui-même. Il est souvent l'intermédiaire entre la famille et la médecine spécialisée, voire hospitalière, dont on a dénoncé les abus techniques et la parcelisation des tâches. Son rôle irremplaçable a été

J. TEMPIER
Mini-ordinateurs dans la gestion industrielle et le contrôle des processus
DUNOD 87 F

CROCUS
Systèmes d'exploitation des ordinateurs
Cell. "Dunod université"
DUNOD 95 F

SOLDÉS PLUS DE 1000 ROULEAUX
APPORTEZ VOS DIMENSIONS
MONDIAL MOQUETTE
POUR LES FÊTES
OPERATION POSE SANS SUPPLEMENT DE PRIX
POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPÉRIEURES A 1000F PASSES AVANT DIMANCHE 4 MAI A 20H SUR PRÉSENTATION DE CETTE ANNONCE
ET TOUJOURS... LES PRIX. LA QUALITÉ. LE STOCK

Tous nos dépôts n'ont pas le même stock. Ce que vous ne trouvez pas dans l'un se trouve sûrement dans un autre

POSSÉ-SURVILLIERS : zone industrielle de France - Pres-Gare 2527 - Tél. 471.63.83
PARIS 13^e : 40, Quai d'Austerlitz, face Parc d'Austerlitz - Tél. 531.72.22
MAISONS-ALFORT : 123, rue Jean Jaurès - R.N. S. - Tél. 368.44.70
PARIS 14^e : 90, bd Jourdan, 50 m porte d'Orléans - Tél. 376.38.82
BARCELLES : 29, av. de la Division Leclerc - P.N. 16 - Tél. 950.63.77

OUVERT les jours de 9 h à 21 h
OUVERT dimanche de 9 h à 20 h

PARIS 19^e : 147, bd de St-Jacques - 14^e Cl. Fabrice et J. Jaurès - Tél. 263.60.09
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallien, Tél. 605.45.12
COGNAC : 101, rue Trappes - route du Parc d'Asnières - Tél. 461.70.12
SAGNOLET : 187-185, av. Pasteur & rue des Lilas - Tél. 858.16.46

Selon l'O.M.S.

Les maladies vénériennes ont pris des proportions « épidémiques »

Les maladies vénériennes ont pris des proportions épidémiques : c'est l'une des conclusions d'une réunion sur la lutte contre les maladies transmises par contact sexuel, qui s'est tenue dernièrement, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé.

Grâce aux antibiotiques les cas de syphilis et de blennorragie étaient tombés, il y a une vingtaine d'années, au niveau le plus bas jamais observé dans un pays développé. Aujourd'hui, ces deux maladies augmentent et, dans certains pays, on parle même de situation échapant à tout contrôle : aux U.S.A., par exemple, on estime qu'il y a 2 500 000 cas de blennorragie, dont 800 000 seulement sont déclarés.

Principales victimes : les jeunes

Les jeunes surtout sont les victimes de cette recrudescence des maladies vénériennes : on observe deux fois plus de cas entre quinze et dix-neuf ans que pour l'ensemble de la population, et quatre à cinq fois plus pour le groupe d'âge vingt à vingt-quatre ans. Cette augmentation du nombre des infections vénériennes serait due par ordre d'importance à un meilleur dépistage, au rapprochement de la population, à l'urbanisation accélérée, qui intéresse surtout les jeunes, aux mouvements de main-d'œuvre, à l'importance du tourisme, et en dernier lieu à la libéralisation de la sexualité.

Dr BERNARD BROS (Carbennes 31).

Les risques que présentent pour la santé les colorants alimentaires ont été évoqués à l'Académie de médecine par le professeur Geneviève de Fontanel et ses collaborateurs. Les spécialistes estiment que des interdictions devraient être édictées, l'utilisation des colorants ne présentant qu'un intérêt commercial et n'étant pas dénuée de dangers. Un étiquetage clair devrait, à tout le moins, être rigoureusement imposé.

CORRESPONDANCE

L'INSTALLATION DU JEUNE MÉDECIN

La publication de témoignage acide d'un jeune médecin en proie à des difficultés d'installation nous a valu plusieurs lettres de lecteurs. Ils réclament pour la plupart les arguments exposés et considèrent, en fonction de leur propre expérience, que la réussite n'est nullement fonction d'une quelconque cession de clientèle, mais des qualités personnelles du médecin.

Le contact humain

Jeune médecin à la recherche d'une installation, j'ai lu dans votre journal le témoignage du Dr R. Leduc. Comme de nombreux jeunes médecins, je ne partage pas sa vision pessimiste des choses. Sans vouloir nier une certaine activité mercantile au niveau des questions de clientèle (et l'on ne pourra jamais rien faire contre cela en système d'économie libérale), il faut tout de même voir les choses en face.

Chaque année, de nombreux médecins s'installent, en créant ou en rachetant une clientèle, très rares sont les échecs qui s'expliquent par deux raisons essentielles :

- 1) installation dans une région surmédicalisée, en gros les régions qui associent soleil et mer ;
- 2) on ne plaît pas aux gens, ça ne s'apprend pas à la faculté, on a ou on n'a pas le contact humain, c'est capital en médecine générale ; les qualités techniques viennent loin derrière.

Les problèmes financiers d'une installation sont facilement résolus actuellement par des crédits de type Caisse Autonome de Recrutes des Médecins à un taux de 8 % (comment trouver mieux en période d'inflation).

Quant aux problèmes de démographie, des organismes du type Coopération apportent toutes leurs compétences au jeune médecin.

Nantes accueillera la quatrième école vétérinaire, a annoncé lundi 28 avril, M. André Marois, sénateur et maire de la ville. Les trois autres établissements, dont la capacité d'accueil est insuffisante, sont à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), Lyon et Toulouse.

sans parler des revues spécialisées « jeune médecin » ou des brochures éditées par les laboratoires.

Le témoignage du docteur Leduc reflète l'état d'esprit d'un jeune médecin désabusé, je pense qu'il y en a bien peu dans ce cas.

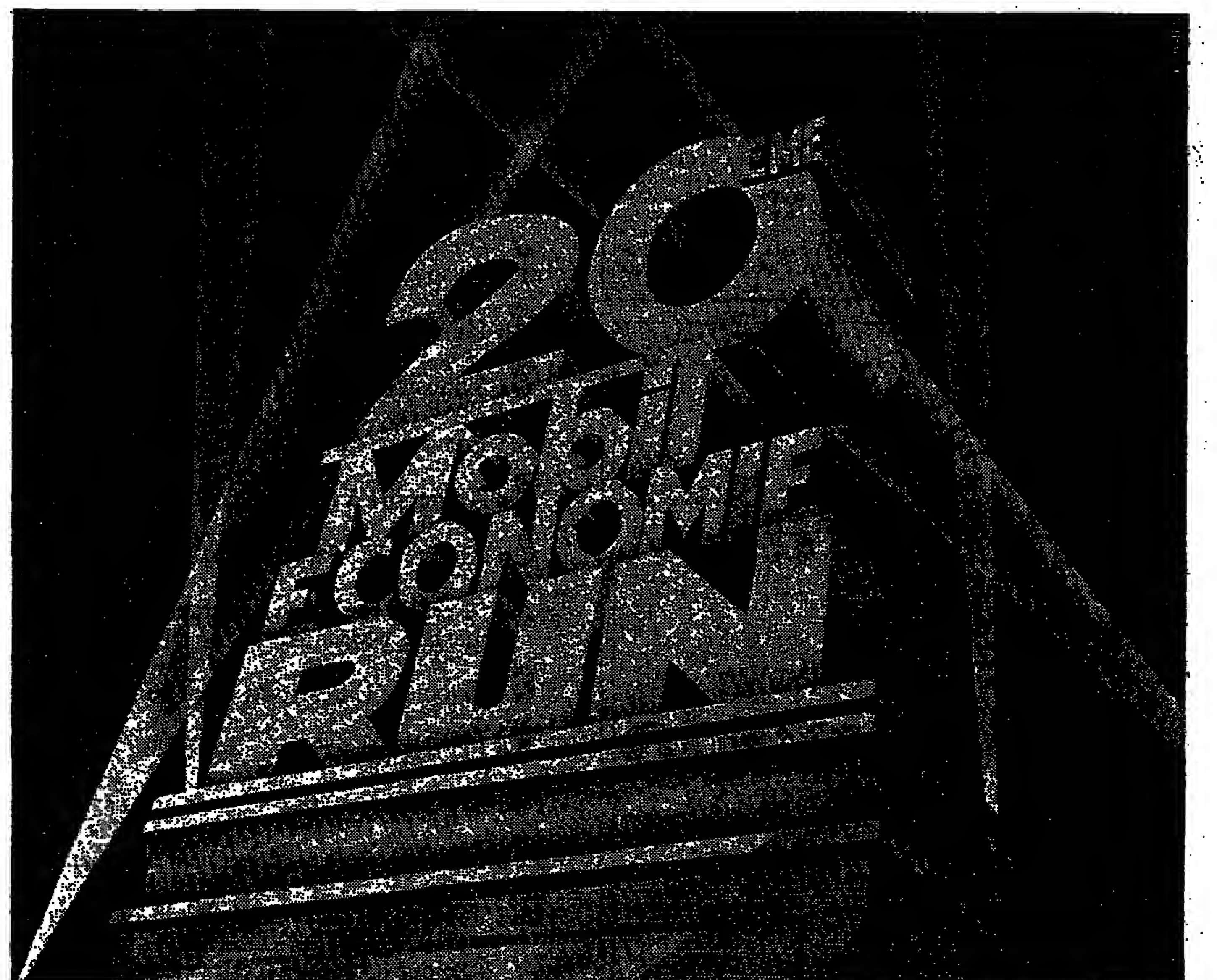
Aigri avant l'âge

(...) Je dis que ce docteur Leduc est aigri avant l'âge, encore un de ces « jeunes loupes » qui veulent tout avoir tout de suite.

(...) Le docteur Leduc s'est très mal dérouillé. Il y a des quantités de possibilités qu'il n'a pas explorées. Il y a des médecins ruraux qui cherchent souvent longtemps un successeur, en laissant leur clientèle gratuitement, moyennant l'achat d'une maison. Ce n'est pas une mauvaise affaire. J'ai personnellement débuté ainsi. Et croyez-moi, j'ai débuté pratiquement sans argent. Seulement ma femme et moi avons accepté des conditions de vie très dures, que les jeunes ne veulent plus accepter. Il y a aussi le médecin qui demande un associé et n'en fait pas une affaire d'argent (...). Il y a enfin, assez souvent, des annonces de maîtres de communes rurales, qui demandent un médecin, logement fourni.

(...) En ce qui concerne le rachat de clientèle que souligne si fort le docteur Leduc, il y a des affaires valables à faire. Un médecin qui demande au départ 80 000 francs, est bien heureux de vendre un peu plus tard à 90 000 francs. D'autre part, il est injurieux de prétendre qu'on vend des malades comme du bétail. Il faut bien que le docteur Leduc se mette dans la tête ce même s'il achetait une clientèle il y aurait une perte au départ, tout simplement parce qu'il aurait une tête, une personnalité différentes de celles du pré-décesseur. Et pour garder les autres, il faut se donner du mal. Dans ce métier, rien n'est acquis définitivement. Les malades vont où ils veulent. (...)

Dr DHERIEM, Montfermeil.



Cela fait longtemps que nous nous occupons de ce qui vous inquiète aujourd'hui.

Série	Marque	consommation en litres/100 km		Equipage
		à 80 km/h	à 110 km/h	
0 à 6 CV	Audi 50	5,44	6,67*	Jacques FARENC
7 et 8 CV	Matra Bagheera	5,33	9,76	Jean-Pierre BELTOISE
9 à 11 CV	Opel Manta GT/E	7,03	10,64	Marie-Claude BEAUMONT
+de 16CV	BMW 3.0 Si	10,81	16,31	Henri PESCAROLO

*à 95 km/h

A la demande des Pouvoirs Publics, les automobilistes auront dorénavant connaissance, pour chaque type de voiture, des consommations de carburant mesurées sur parcours : route, autoroute, ville.

Le 20^e Mobil Economie Run fait un premier pas dans cette voie : comparez déjà vos consommations aux meilleures performances réalisées.

Mobil

Cette épreuve, patronnée par l'Agence pour les Economies d'Énergie et organisée par l'A.S. de l'Automobile Club Basco-Béarnais sous le contrôle de la F.F.S.A., s'est déroulée le 13 avril sur le circuit du Castellet.

emploi

MARSEILLE BANQUE DE DÉPÔTS
RESPONSABLE ORGANISATION GESTION

GRANDS VINS HENRI MAIRE
UNE ADJOINT DE DIRECTION

emploi

EXPANSION
SEUL TRAVAIL PERMANENT
INGÉNIEUR

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne I.B.	ANNONCES CLASSEES	La ligne	La ligne I.B.	
Offres d'emploi "vacances encadrées"	94,00	89,70		LE MANAGER	25,00	29,19
minimum 15 lignes de hauteur	88,00	44,87		EXCLUSIVITES	30,00	35,93
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,02		L'AGENDA DU MONDE		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89		(chaque vendredi)	28,00	26,85

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MARSEILLE
BANQUE DE DEPOTS
FILIALE DE LA BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE rech.

RESPONSABLE ORGANISATION GESTION

Dépendant du D.G. et ayant en charge :

- ORGANISATION
- Supervision COMPTABILITE, CONTROLE de GESTION et INFORMATIQUE

ABSOLUMENT INDISPENSABLE

- SOLIDE EXPERIENCE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF de la Banque, acquise après plusieurs années en Secteur d'exploitation, INSPECTION en Secteur ORGANISATION (au siège ou direct, v.g.)
- CONNAISSANCE PRATIQUE de la COMPTABILITE BANCAIRE.

Capacité à dynamiser son entourage.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre motivation, C.V. détaillé, rémunér., et phot. (ret.) se réf. 3192 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

docteur en pharmacie

Un des premiers laboratoires pharmaceutiques européens vous propose la DIRECTION DE SON DEPARTEMENT RECHERCHES.

Vous aurez pour mission de définir en collaboration avec les autres directeurs de groupe, et sous l'autorité directe du P.D.G., la politique de recherches de laboratoire dans la perspective T + 2.

Vous rejoindrez une équipe de pharmaciens, médecins, docteurs en sciences, ingénieurs chimistes, dont vous aurez la totale responsabilité sur le plan scientifique, humain et de la gestion.

Vous assurerez la coordination, tant avec nos filiales étrangères qu'avec les différents laboratoires français et étrangers dont vous serrez les travaux.

Si vous êtes jeune pharmacien diplômé d'état, en possession de vos certificats de chimie et biochimie, si vous avez acquis au-delà de vos études universitaires, une expérience pratique de quelques années dans le domaine de la recherche pharmaceutique (pharmacologie, pharmacochimie, chimie pharmaceutique), ce poste vous offre, outre la possibilité d'acquiescer à une littérature contemporaine, une opportunité incomparable de développement personnel.

Vous exercerez dans une agréable ville universitaire et la rémunération sera en rapport avec les responsabilités exercées.

Nous vous prions que l'actuel directeur soit en contact de cette recherche et y participe.

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser votre dossier de candidature sous référence 20528/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75001 - PARIS

importante entreprise industrielle cherche :

COLLABORATEURS ➤ MATHS
➤ PHYSIQUE
➤ CHIMIE

niveau : Bac + 2 à 3 ans d'études scientifiques
postes : recherche, essais, contrôle
résidence : ville universitaire

Ecrire avec C.V. et photo à Intermedia n° 1103
69, rue Lafayette Paris, qui transmettra.

GRANDS VINS HENRI MAIRE

en expansion continue, dans un cadre très stable, recherche

JEUNE ADJOINT DE DIRECTION

FORMATION SUPERIEURE

Exempt de toute déformation d'esprit consécutive à une spécialisation excessive. Une expérience antérieure prouvée et un caractère solide sont indispensables.

LARGES PERSPECTIVES D'ACTIVITES.

Logement confortable disponible. Discretion assurée.

Ecrire à HENRI MAIRE
39600 ARBOIS.

SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS NATIONALE

recherche pour NORD de la FRANCE

CHEF DE SECTEUR ROUTES ET V.R.D.

MISSIONS :

- Chargé d'un Secteur géographique :
- Responsable complet de sa gestion et de son exploitation.

PROFIL :

- Ingénieur T.P. PC ou similaire :
- 3 ans minimum d'ancienneté de Travaux Routiers.

Ecrire C.V. sous réf. 2738 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

GRUPE INTERNATIONAL

spécialisé dans la fabrication de produits en plastique pour le Bâtiment et les Travaux Publics recherche pour son Usine française située à 130 km au Sud de Paris

INGÉNIEUR

- Minimum 30 ans :
- Formation A.M. ou équivalent :
- Expérience vaste diversifiée :
- Connaissances anglaises :
- Expérience fabrication produits en plastique appréciée mais non indispensable.

Ce poste offre de grandes possibilités de développement pour un candidat de fort potentiel

Adresser C.V. détaillé avec photo à n° 5.598, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Société de distribution 100 km Sud de Paris plus de 1.000 personnes offre postes de

Chefs de Projets organisation

(Hommes ou Femmes)

Ces cadres de formation supérieure scientifique ou commerciale, auront la responsabilité de projets concernant :

- la gestion clientèle et marketing
- les procédures d'achat et gestion des marchandises.

Une expérience concrète en organisation est nécessaire pour réussir dans ces postes. Une bonne connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 56703 à Havas Contact, 156 bd Haussmann 75008 Paris.

emplois internationaux

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne.

SECTEUR TRAVAUX PETROLIERS

INGENIEURS

- Directeur de chantier - pipe-line
- Directeur de chantier - unités pétrochimiques
- Etudes - constructions industrielles.
- Chef de bureau d'études - Génie civil et Charpente Métallique.
- Génie civil - Travaux d'infrastructure.
- Estimation - Travaux pétroliers.
- Chef d'atelier - préfabrication, tuyauterie, charpente métallique.
- Chef de fabrication - ateliers de tuyauteries.
- D'affaires - Engineering et réalisations - Unités pétrochimiques et pétrolières.
- Hydrogéologue - Détermination des nappes et des points de forage - Préparation des puits à eau.
- Mécanicien entretien matériel T.P.
- Mécanicien entretien diesels mécaniques et électriques.
- Electricien - Etudes spécifications, contrôle réalisations.
- Télécommunications - Etudes, installations, entretien.
- Transport - Matériel lourd en zone désertique.
- Spécialiste gestion de stocks.
- Sondage - pipe jusqu'à 30 pouces.

Pour tous ces postes, il est exigé une solide formation et une expérience confirmée dans des postes similaires. Salaire selon compétence. Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé sous référence correspondante à : EXPANSIAL, 16, Rue Huleux 75009 Paris 2, Place de l'Albertine Bruzelles 1000 (Belgique).

Société Canadienne recherche pour Algérie

1 INGENIEUR CONFIRME

Age minimum 35 ans. Expérience traitements eaux, fours, pompes à vapeur, structure métallique. Rôle d'ingénieur conseil pendant construction possible. Séjour 12 mois extension possible. Env. C.V. manuscrit et photo.

Ecr. N° 3117 « Le Monde » Pub. 2, r. des Frères, 75007 Paris-7^e.

SOCIÉTÉ AFRICAINE NOIRE offre poste de **CHEF D'USINE**

Convient à Ingénieur I.C.A.M., I.D.N., Arts et Métiers. Avant expérience en sucrerie. Envoyer C.V. et photo sous réf. 3102 à LEVITOUZOV, 5, Cité Pissalis, 75009 PARIS, qui transmettra.

STE OMERA, 4, r. Ferdinand Berthod - 75 ARGENTUIL

recherche pour

ZAIRE

INGENIEURS

RESPON. CHANTIERS INST. or instal. mise en route, réglage matériel radio-diech. Expr. chantiers long. durée Outre-Mer indispensables. Avantages.

Ecrire au 16408, 967-02-08.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Filiale Française d'un Groupe Industriel International recherche pour Secteur de Direction et une usine de 400 personnes à 150 km de PARIS

INGENIEUR CHEF DE PRODUCTION

ANGLAIS ECRIT ≈ 90.000 F/an

Diplôme A.M. ou équivalent, ayant au moins 30 ans et plusieurs années d'expérience du commandement en entretien et en fabrication.

Il aura la responsabilité de la production et des moyens techniques. Compétences nécessaires en Chauffage et Soudure.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 587 37, rue de General Foy 75006 Paris.

SOCIÉTÉ ELF POUR LA RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

7, rue Nélaton - 75015 Paris

recherche pour son CENTRE DE RECHERCHES situé dans la REGION TOULOUSAINE

UN INGENIEUR PHYSICIN

GRANDE ECOLE (X - Mines - Centrale - Arts & Métiers...) ou DOCTEUR ES-SCIENCES. Spécialité mécanique des fluides. Très bonne connaissance de l'Anglais.

Sera chargé d'études et de recherches concernant les problèmes d'écoulement en milieux poreux liés à l'exploitation des gisements d'huile et de gaz.

Appétit à l'expatriation Outre-Mer dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire sous référence No 5243 avec C.V. et photo, ELF-RE Département Développement Formation-75739 PARIS CEDEX 15.

Société LI ATAL 02000 LAON recherche pour son service informatique spécialisé d'un ingénieur I.B.M. 3/15

UN PROGRAMMEUR GAF 11

Possibilité de logement. Envoyer C.V. détaillé et photo à M. A. BOIDAUD, rue de Manasse, 02000 LAON.

CHECHONS ANIMATEURS ADJOINTS POUR VILLAGE DE-VACANCES. — S'adresser à RENOUVERT, 288-MEIL, 2710 FRESNIANT, Tél. 949-07.

Etablissement public de l'Etat recherche :

INGENIEUR

hydraulicien (école d'hydraulique de Grenoble, Toulouse ou autre école, avec formation hydraulique)

Si possible expérience de quelques années dans le domaine de l'alimentation en eau.

Adresser C.V. à : AGENCE FINANCIERE DE BASSIN RHIN-Meuse S.P. 34 57144 MOULINS-LES-METZ

IMPORT. USINE AERONAUTIQ. du SUD-OUEST recherche

UN INGENIEUR ANALYSTE deux à trois ans d'expérience dans une entreprise industrielle.

UN CHEF D'EXPLOITATION connaissance 370/145 OSVS appréciée. Ecr. avec C.V. et phot. Agence HAVAS PAU, D. 22.687.

BANQUE PRIVEE maintient ses expansions recherche

1) DIRECTEUR D'AGENCE pour régions RHONE-ALPES et PROVENCE l'expérience d'une clientèle de particuliers est souhaitée.

2) CADRE COMMERCIAL pour lui confier le portefeuille de clientèle d'entreprises de son agence de MONTPELLIER. Expérience du poste nécessaire.

Belles perspectives d'aventure au sein d'une banque dynamique.

Envoyer C.V. et photo, n° 96.857, Publicité ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.

PAU

Chef Comptable

POSTE A CRÉER

Nous nous installons à PAU, regroupant plusieurs activités de production et commercialisation d'équipements médicaux (radiologie, laboratoires, etc.). Nous formons une société nouvelle dans un cadre neuf, filiale d'un très grand groupe pharmaceutique. Notre développement est assuré.

Nous recherchons un Chef Comptable, numéraire ou de nos cadres, qui doit nous aider à réaliser avec le maximum d'efficacité le transfert et l'implantation soignée de notre société. Ses responsabilités sont : gestion comptabilité générale, C.E., bilan, trésorerie, fiscalité, relations avec les banques et administration de personnel (200 personnes). Il participe avec la direction à la mise en place de la comptabilité analytique.

Ce poste convient à un homme ayant une formation niveau DEC et des connaissances en informatique, très compétent en comptabilité, sachant organiser et superviser les activités d'un service, qui, dès le départ, sera en des priors de votre société.

Rémunération importante.

garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier (lettre manuscrite, C.V. détaillé) sous réf. M. 75.174, 33, qu. Gallieni, 92153 SURESNES.

SAÛS CEGOS

SOCIÉTÉ COMMERCIALISANT ORGANISME DE TOURISME EN MER

recherche un **CHEF DES VENTES**

qui sera chargé à CADRE responsable Accueil, réception, service clients et restaurant. Préférence sera donnée à candidat(e) Corse. Adresser C.V. détaillé + phot. + photo retournée, à M. S. B. PUBLI-PRESS, 21, boulevard Bonne-Nouvelle 75002 Paris Cedex 12

CR C.V. détaillé sous réf. 5106 M, à C.R.E.S., 11, pl. d'Orléans, 93003 L'YVON.

ESTABLISSEMENT PUBLIC recherche pour BREST

1) GÉOLOGUES

Expérience trois ans minimum dans industrie minière pour prendre la fonction de **CHEF DE MISSION** Coordination d'une équipe à la mer dans le cadre d'un programme d'exploration de nouvelles zones. Présence à la mer de cinq à six mois par an.

2) TECHNICIENS GÉOLOGUES

Expérience minière trois ans minimum. Présence à la mer environ cinq à six mois par an.

Ecrire avec C.V. et photo, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (7^e), qui transmettra.

SOCIÉTÉ VALLEE DU RHONE recherche

INGENIEUR ELECTRICIEN

pour poste **TECHNICO-COMMERCIAL** concernant plusieurs départements à l'étranger. Bonne connaissance anglais. Quelques années d'expérience.

Ecr. n° 3.919, CONTESSA PUB., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

BANQUE GRENOBLE recherche **JEUNE CADRE**

Diplômé supérieur, 3 ou 4 ans d'expérience bancaire commerciale, intéressé par commerce extérieur, si nécessaire formation plusieurs années assurée.

Ecr. n° 8428 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75007 Paris.

SERVICE MEDICAL INTERENTREPRISES recherche

Médecin du Travail et en soins courants, pour visites médicales en cabinet, région VOIRON. De suite. Ecr. à Service Médical Interentreprises, 22, avenue J.-B. LAFONT, 38500 VOIRON.

très qualifié, de formation technique supérieure avec expérience professionnelle et pédagogique les cas échéant. Adresser curriculum vitae avec photo au n° 8.249, « Le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-P.

سكزامن الأهل

مركزنا الأصلي

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 34,00	La ligne T.E. 39,70
Offres d'emploi "Placarde encadrée"	34,00	39,70
minimum 16 lignes de hauteur	38,00	44,39
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,43
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 25,00	La ligne T.E. 28,19
Actuel-Vente-Location	25,00	28,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,95

BANQUE HERVET

A la Banque Hervet, les hommes sont responsables de la croissance: notre C.A. double en 3 ans, c'est avec eux. Pour poursuivre cette expansion, nous devons renforcer nos effectifs. Nous souhaitons recruter des

exploitants confirmés

niveau Fondés de Pouvoirs, Sous-Directeurs pour participer à la direction de nos Groupes d'Exploitation Parisiens.

Ils ont une expérience bancaire prouvée de plusieurs années. Ils devront à la fois initier, conseiller et gérer une clientèle de particuliers et d'entreprises.

Le salaire est motivant. Il sera fonction de la formation et de l'expérience des candidats.

Adressez C.V. manuscrit et photo sous réf. M.L. à BANQUE HERVET, Direction du Personnel B.P. 154 92201 Neuilly.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DU SECTEUR ELECTRO-MENAGER ET RADIO-TELEVISION

cherche pour son siège français, un

DIRECTEUR DE VENTE

- âgé de 38 ans minimum, dynamique, volontaire et consciencieux;
- possédant une connaissance approfondie de la branche Radio - Télé et de la branche Electro - Ménager;
- Bonnes notions d'anglais et d'allemand souhaitables.

Bien introduit auprès des réseaux de distributions traditionnels, Grandes Surfaces, Discounters, et ne craignant pas d'établir de nouveaux contacts à tous les niveaux.

Il aura la responsabilité complète de la gestion et de l'animation de la Force de vente, de l'organisation et de l'administration des services et réseaux commerciaux.

Ecrire avec C.V. complet et photo à Pierre RIDEAU 34, avenue Weber 1208 GENEVE (Suisse).

- Discretion assurée -

URGENT

IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS

recherche

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN (CONFIRME)

Grâce à une expérience industrielle de 3 ans minimum, cet ingénieur de laboratoire sera capable, après une période d'adaptation, d'animer un groupe de trois personnes chargé d'élaborer et de mettre au point des sous-ensembles électroniques entrant dans la composition de systèmes téléphoniques.

- Anglais souhaités.
- Lieu de travail: PARIS-SUD.
- Poste d'avenir pour candidat de valeur.

Ecrire avec curriculum-vitae, présentations et photo sous référence 2057-T1 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

Directeur Commercial

Un Groupe de Sociétés très importantes a créé une Société de Vente commune pour les produits qu'il fabrique et qui sont destinés à la

LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES OCEANS

Cette Société recherche son Directeur Commercial, qui sera rattaché directement au Président-Directeur général et aura la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de vente de la Société après étude du Marché mondial.

Il devra avoir une expérience confirmée dans la Marketing des biens d'équipement et si possible une connaissance solide des problèmes pétroliers et portuaires.

Il devra parler couramment l'ANGLAIS

La rémunération sera en rapport avec le niveau des responsabilités confiées.

Ville de résidence PARIS

Toutes les candidatures seront traitées avec la plus parfaite discrétion.

Les personnes intéressées peuvent faire acte de candidatures en adressant leur Curriculum Vitae à Société LEVI-TOURNAY, 5, cité Péguy, 75003 PARIS (sous la référence 8030), qui transmettra.



Ingénieur d'affaires EQUIPEMENT PETROLIER

VOTRE PROFIL

Ingénieur de l'enseignement supérieur ayant eu des responsabilités dans une Société pétrolière ou une Société d'instrumentation ou d'engineering pétrolier.

Vous parlez l'anglais couramment et vous connaissez le milieu pétrolier français et international.

NOTRE PROFIL

Nous sommes une Société de 45 MF. de C.A. qui étudie, fabrique et commercialise des équipements de mesure volumétrique du pétrole, d'une technicité qui va de la mécanique des fluides à l'électronique.

Notre intégration dans un Groupe multinational nous permet de proposer un poste autant qu'une carrière.

LE POSTE :

- le diagnostic technique et tous les aspects de la négociation et du suivi de gros contrats autant en France qu'à l'étranger.
- la promotion à un haut niveau de nos matériels auprès des engineering pétroliers, des gestionnaires ou des constructeurs de pipelines, des constructeurs de postes de chargement et de stockage de brut ou de raffiné, ainsi qu'auprès des Sociétés pétrolières.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 1477 à SWEERTS B.P. 269 - 75424 PARIS Cedex 08 qui transmettra.

Nous sommes une Société de METALLURGIE FINE et SPECIALE, leader dans sa branche (PARIS 3EME)

L'augmentation des applications prises en charge par notre Service Informatique nous amène à créer rapidement un poste de

PROGRAMMEUR très qualifié

qui se verra confier après mise au courant la supervision des travaux de programmation effectués par une équipe de plusieurs programmeurs.

Il est indispensable d'avoir une expérience en entreprises d'au moins 2 ans dans la réalisation des programmes de gestion usuels dans les langages suivants:

GAP II - COBOL - PL1

Le matériel informatique utilisé est un IBM 370/125 sous DOS

Les candidats pensant correspondre au profil de ce poste doivent adresser leur manuscrite, C.V. photo et présentations à:

S.N.P.M. 108, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY SUR SEINE

TRES IMPORTANT CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET PERMANENTE recherche

JEUNES PROFESSEURS

HOMMES OU FEMMES

LEU DE TRAVAIL : PARIS OU GRANDES VILLES PROVINCE

pour enseigner et pour suivre toute action pédagogique au niveau de la première formation technique.

Ces postes conviendraient à :

- professeurs enseignement commercial ou administratif public ou privé
- jeunes cadres assurances, banques ou secteur financier.

Formation pédagogique assurée. Avantages sociaux.

etap Ecr. en précis. prêt. et région souhaitée sous réf. CE 48 AM 4, rue Massenet, 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.

IMPORTANTE SOCIETE recrute immédiatement pour son Siège (Paris) à VELEZ (93) 3 km. du Fort de Stains.

1 RESPONSABLE SERVICE DU PERSONNEL

- Paies et décaissements.
- Gestion administrative (lettres, convocations, etc.).
- Comptabilité à Personnel.
- Ordre et méthode.

Des POINTEAU-COMPT. PAYEURS, NOT. DACTYLO

Travailleur Informatique

Envoyer C.V. et photo à S.A.O. 108, J.P. 14, rue de Cléry 75009 PARIS - Tél. 474-78-00.

CENTRE CHIRURGICAL MARIE-LANDELONGUE 129, r. de Tolbiac, Paris-13e, pour remplacem. 4 mois

SECRETARE MEDIC tr. bne nérologique, lib. de suite. téléph. pour R.V. 707-47-30, poste 34.

FINANCEMENT EXPORT

Devant le développement de ses activités à l'exportation, un constructeur multinational de matériel d'équipement souhaite renforcer l'équipe exportation de sa filiale française de financement.

LE POSTE A POURVOIR REQUIERT :

- Une solide formation de base.
- Un minimum de deux ans d'expérience récente dans le domaine du financement des ventes à l'exportation.
- Une connaissance approfondie de l'anglais parlé et écrit.

Une expérience antérieure de la distribution des biens d'équipement serait un atout supplémentaire.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur C.V. accompagné d'une lettre manuscrite mentionnant leur salaire actuel et souhaité, à :

CLARK COMMERCIALE FRANCE 51, rue L. et F. Lelou-Orléans 93170 BAGNOLET à l'attention de Monsieur E. CUSAC.

UNE IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE recherche

SECRETARE DIRECTION

ANGLAIS COURANT

3 ans expérience professionnelle minimum dans un poste de secrétaire de direction.

LA DEFENSE.

Lire rapidement.

Env. C.V., photo et prêt. à : M. L. LEVY, 20, av. Océan, Paris-1er, qui tr.

SETEC S.P. RECHERCHE URGENTE POUR ETANGER

CHEF DE GROUPE

OU **TECHNICIEN SUPERIEUR** EN OUVRAGES D'ART.

Envoyer C.V. détaillé à l'attention de M. LEVY, 20, QUAI DE LA RAPEE - 75012 PARIS.

SPECIALISTE PRODUITS cardiovasculaires

FF. 80.000 +

Une Société internationale spécialisée, leader dans le domaine de l'électronique médicale, recrute un "spécialiste produits" pour ses appareils cardiovasculaires.

La filiale européenne recherche une personne jeune et dynamique ayant une bonne formation technique acquise en milieu médical, hospitalier ou pharmaceutique. Le candidat idéal devra avoir reçu une formation de technicien, de préférence dans le domaine de l'électronique médicale et avoir été responsable jusqu'à présent des ventes de matériel médical.

Les responsabilités du Spécialiste produits sont :

- conseillers techniques entre la compagnie et la profession médicale,
- présentation de produits nouveaux à travers chaque phase du marketing,
- préparation de documentation technique et de formation.

Le Spécialiste produits devra pouvoir se déplacer assez fréquemment et parler couramment l'anglais et l'allemand.

Envoyer C.V. en anglais et précis actual de rémunération sous référence 71.340 à : SNPM PETITES ANNONCES, 100 av. Charles de Gaulle, 92522 Neuilly, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE - PARIS spécialisée dans le crédit immobilier, recherche

CADRE COMPTABLE DE BANQUE niveau CLASSE V ou VI

POUR ETRE L'ADJOINT DIRECT DU CHEF COMPTABLE

Le candidat devra justifier notamment :

- d'une bonne expérience dans un établissement de crédit immobilier.
- d'excellentes connaissances dans la gestion des situations C.C.B. et du B.U.N., dans la gestion comptable des crédits aux acquéreurs.

Il devra en outre posséder des aptitudes certaines au commandement.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Adressez C.V. et photo sous référence 4621 à AXIAL Publicité, 91, rue du Faubourg Saint-Honore - 75008 PARIS - Réponse et discrétion assurées.

ECOLE SAINT-MARTIN 93001 PONTAISE recherche

LECTEUR FRANÇAIS (Homme)

Pour Severnala School Kent Grande-Bretagne prochainement, après scolaire. Intéressés: Maître anglais sans poste. Sérieuses connaissances langue anglaise requises.

Ecrire Directeur.

STE THERMALE REPUTEE recherche

MEDICIN SPECIALISTE O.R.L.

POUR CREATION D'UN CABINET THERMAL

Situation de départ assurée.

Ecrire au 4507, PUBLICITE ZENOR, 3, rue Saint-Flour, 75002 PARIS, qui transmettra.

Attachés commerciaux

Nous avons les trois atouts de la réussite, il ne nous manque qu'un as - VOUS - pour réaliser notre jeu.

Vous êtes jeune et ambitieux, diplômé d'une Ecole de Commerce, ou expérimenté.

Votre activité s'exercera dans un marché à potentiel élevé, nous disposons d'une gamme d'appareils fiables, vous aurez un salaire à vos mesures.

Vous bénéficierez d'un stage de départ rémunéré.

Des postes sont actuellement créés dans les départements suivants : 54-55-57-59-62-67-68-Paris et sa banlieue.

A vous de jouer... et merci d'écarter sous référence V.42 à GILLES LELOUVIER.

PANK XEROX 4, rue Nicolas Robert 93600 ANTHY/SOIS

Institut de formation et de recherche à vocation internationale allié à région parisienne recrute

un ENSEIGNANT-CHERCHEUR en Informatique et Systèmes d'Information

Participation à des projets de pointe dans les secteurs public et privé.

Il est demandé :

- Formation informatique approfondie;
- expérience effective de l'enseignement des responsabilités de conception, réalisation et exploitation de systèmes d'information;
- diplôme de 3^e cycle ou équivalent au minimum;
- goût de l'enseignement et de la recherche;
- âge souhaité : 30 ans minimum.

Adressez les candidatures avec C.V. sous réf. 1190 à M. CHAMPENOY, 74, rue des Grands-Champs, 75003 PARIS. Discretion assurée.

BANQUE POPULAIRE de la région OUEST DE PARIS recherche

PROGRAMMEUR EXPERIMENTE

SUR MATERIEL IBM

connaissant plusieurs langages dont obligatoirement COBOL - ANS.

Lieu de travail : VERSAILLES.

40 H. sur 5 jours - Restaurant d'entreprise

Adres. C.V. détaillé au Service du Personnel **BANQUE POPULAIRE** 2, Esplanade du Grand Siècle 78 VERSAILLES.

C&C

PARIS la division COSMETOLOGIE d'un groupe multinational crée un poste de

jeune chef de produits

Il aura 1 ou 2 ans d'expérience (produits grande consommation) et sous l'autorité directe du Directeur Marketing, il aura des responsabilités sur les produits existants et à venir.

Connaissance indispensable de l'anglais.

Ce groupe souhaite développer de façon spectaculaire sa position sur le marché français et offre de réelles perspectives de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence 4111 B

egor 5, rue Meyerbeer 75003 Paris

Société Internationale recherche pour son siège social à SURESNES

CHEF COMPTABLE

- Dynamique.
- Sans de l'organisation.
- Très bonnes connaissances fiscalité française.
- Excellent technicien comptabilité générale.
- Niveau minimum D.E.C.S. exigé.
- Anglais apprécié.

Envoyer curriculum vitae, présentations, photo à MINET PUBLICITE, n° 48184, 40, rue Olivier-de-Borja, 92018 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

DIRECTEUR TECHNIQUE

chef de réseau

BEGHIN-SAY

NE SECRETARE DE DIRECTION STENO-DACTYLO

IMPORTANT ADMINISTRATION TECHNIQUE

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

CHEF DE COMPTABILITE

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	30,70
Offres d'emploi "Pisards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achet-Vente-Location	26,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE FABRICATION ET DISTRIBUTION ARTICLES TOILETTE ET PRODUITS COSMÉTIQUES

cherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Formation technique supérieure (Arts et Métiers ou équivalent)

- grande expérience usine
- opérationnel en production et en gestion
- capable de faire accepter méthodes modernes de gestion américaine

Anglais parlé et écrit indispensable

Responsabilités inclues :

- direction de deux usines et centrale expéditions
- organisation et gestion planifiée des inventaires
- spécification des plans de production
- service Achats, etc...

Rémunération en rapport avec responsabilités

Adresser C.V. manuscrit, photo, sous n° 5028 à LEVI-TOURENAZ, 5, cité Pigalle, 75008 Paris, q. 1^{re}.

ARCT

Importante Entreprise de Constructions Mécaniques recherche

chef d'atelier mécano-soudure

Directement rattaché au Directeur de Production, ce poste important correspond à la prise en charge totale :

- de la réalisation des programmes de fabrication.
- de l'application des critères de qualité.
- de l'amélioration des prix de revient par rapport aux bases connues actuellement.
- de la conduite du personnel de l'atelier.

Les candidats devront :

- être d'excellents spécialistes mécano-soudure et chaudronnerie inox.
- avoir une expérience de plusieurs années dans un tel poste.
- être habitués à commander en entretenant un bon climat social.
- être aptes à la gestion des fabrications.

Le salaire sera en rapport avec le haut niveau de compétence demandé.

Adresser lettre manuscrite avec cv, détail, prétentions et photo à Direction du Personnel A.R.C.T. rue Cuvier, 42300 Roanne.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour son DEPARTEMENT TECHNIQUE

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

CONFIRMÉS

pour études de commutation téléphonique temporelle.

Expériences recherchées dans ce domaine :

- Techniques numériques
- Technologies avancées
- Traitement de l'information
- Programmation en temps réel.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de Travail : PARIS et proche banlieue SUD-OUEST.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 5028 CONTESSÉ Publié 20, avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OLIVETTI

Premier Constructeur Européen de matériel Informatique et de Bureau employe 3.000 personnes, dont 1.200 assurent l'assistance technique à la clientèle 1

le Chef du Personnel Technique

recherche son

ASSISTANT

pour l'associer à l'ensemble de ses tâches : gestion administrative et suivi de l'évolution professionnelle des hommes.

Il souhaite rencontrer un homme jeune (minimum 25 ans) ayant acquis une première expérience en milieu industriel et commercial.

Envoyer C.V. et prétentions à Mr GIESE - Olivetti France - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Réponse et discrétion assurées.

olivetti

chef de réseau

100/120 000 F/an

Coverité d'Actel d'un Groupement important de Distributeurs recherche un chef de réseau (Formation ESSE, Sup. de Co.) ayant une expérience d'au moins 5 ans de la grande distribution (sans clientèle, gestion et gestion de points de vente), pour la gestion et le développement d'un réseau de 300 magasins.

En liaison directe avec le Directeur Commercial France, il participera à l'élaboration de la politique commerciale et veillera à son application dans le cadre d'un budget de fonctionnement déterminé avec son accord.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2220-M.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION

1 rue Danton - 75006 Paris (membres de l'ANCERP)

SNCF

104 EMPLOIS

DE CHEF DE DISTRICT STAGIAIRE

Recrutement par concours des 25 et 26 juin

OUVERT AUX JEUNES GENS :

- Français ou naturalisés Français :
- nés entre le 31-12-1940 et le 31-12-1957 ;
- titulaires du baccalauréat ou du brevet de technicien de certaines spécialités.

Rémunération de début : 2.550 F par mois environ. Carrière intéressante, emploi stable, avantages sociaux.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire à M. le Chef des Départements du Personnel à PARIS, Réseau EST : 12, r. d'Alsace, 75010 Paris (15 postes), Réseau NOED : 18 bis, r. de Dunkerque, 75475 Paris Cedex 10 (14 postes), Réseau OUEST : 20, rue de Rome, 75008 Paris (50 postes), Réseau SUD-EST : 20, bd Diderot, 75012 Paris (25 postes).

CANDIDAT. AVANT LE 26 MAI, mêmes adresses.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE

indépendante, taille moyenne, en bonne santé à Paris, recherche, pour assurer un développement raisonnable de ses activités (Conseil, Logiciel, Packages)

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

ayant 4 à 5 ans d'expérience informatique, dont 2 à 3 ans dans la vente. Diplômé d'une GRANDE ÉCOLE (C. CENTRALE, SUP. ELÉC. E.L.C.), il sera convoqué que l'on peut davantage s'espérer dans une entreprise moyenne dynamique que dans un grand groupe.

Le titulaire du poste devra pouvoir évoluer vers un poste de

DIRECTION

Env. C.V. manuscrit + prétentions à n° 772-041, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Beaumour, Paris-2^e, q. 1^{re}.

Importante Société Industrielle recherche pour son usine de

MASSY (91) programmeurs

TEMPS REEL

- Expérience indispensable
- Il sera tenu compte de la préparation et de la mise en service chez nos clients de systèmes informatiques en temps réel pour automatisation de processus industriels.

Métier : T 1600 - T 1200 - PDP 11

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 928 à

ORGANISATION et PUBLICITE

2, rue Maréchal 75001 PARIS qui tr.

BEGHIN - SAY

recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION STÉNO-DACTYLO

Qualités premières indispensables :

- Ordre pour un classement quotidien
- Autonomie et initiative
- Discrétion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Dépendant uniquement du Directeur de branche, elle devra faire face à l'urgent et à l'imprévu.

Allemand ou Anglais (ou les deux) souhaités.

Lieu de travail : PARIS.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à M. RINGOT 25, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE CIMENTIERE-METALLURGIE

jeune ingénieur broyage

PARIS OUEST — ALLEMAND OU ANGLAIS PARLE

Diplômé d'une grande École à orientation mécanique (A.M. ou équivalent) et ayant quelques années d'expérience de l'industrie lourde, de préférence en BROYAGE pour assister le Chef de département tant au plan technique qu'au plan commercial.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par

Information Carrière **SVP.11.11**

37, rue de Général Foy 75008 Paris.

sema

Première Société Européenne de Conseil recherche pour sa Division

INFORMATIQUE ingénieur

pour participer à des études et interventions évolutives en clientèle (éventuellement provinciaux ou étrangers).

- Formation grande école (X, Mines, ECP, Télécom., ESE...)
- Expériences minimum 4 à 5 ans en informatique.
- Connaissance de l'informatique de gestion souhaitée.

Adresser C.V. et photo sous référence 4017/M à R. LELEU

18-18, rue Barbès 92120 Nanterre (Membre de l'ANCERP)

Important groupe de transport international recherche

ingénieur informaticien

- Grandes Ecoles
- 2/3 ans d'expérience en informatique de gestion.
- Bonne pratique de la langue anglaise.

Adresser CV manuscrit + photo + prétentions sous référence 12291 à

SEXTANT/DPA

7, place Vendôme - Paris 1^{er} qui transmettra

IMPORTANTE ADMINISTRATION TECHNIQUE recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

avec formation économique complémentaire débutant ou ayant une première expérience dans le domaine des Études Économiques et d'aménagement de territoire.

Le candidat participera à des travaux de planification et de prévision régionale nécessitant de solides connaissances statistiques et informatiques.

Une aptitude aux contacts et un esprit d'organisation seront appréciés.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V. et prétentions sous réf 54499 à PUBLIPRESS 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

INFORMATICIEN

La Compagnie GARGILL recherche un jeune collaborateur pour participer à la création du service informatique en France. Il faut posséder au moins trois ans d'expérience d'analyse et de programmation, de préférence sur matériel IBM. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Il est prévu une période de formation aux activités de la société. Le poste est à pourvoir à Saint-Germain-en-Laye. Envoyer C.V. photo récente et rémun. actuelle sous réf. 2241/16 à :

BERNARD KRIEF SELECTION

1 Rue Danton, Paris 6^e (membres de l'ANCERP)

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE recherche

FOUR SERVICE VENTE PAR TELEPHONE

UNE OU DEUX COLLABORATRICES COMMERCIALES

Elles devront posséder :

- Le goût du contact ;
- Le sens de la vente ;
- Un français supérieur à la moyenne ;
- Un timbre de voix agréable.

Adresser C.V. et photo sous n° 488 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, Paris-2^e.

jeune diplômé I.E.P.

Une organisation professionnelle internationale (Siège Paris) cherche un

ASSISTANT AU DIRECTEUR GENERAL

De formation I.E.P. en Sciences Économiques, il doit : avoir le sens des contacts à un niveau élevé, avoir si possible un ou 2 ans d'expérience professionnelle, parler anglais couramment et si possible une troisième langue.

Il participera aux études au plan international, en vue de l'élaboration des décisions économiques intéressant la profession à long terme ainsi qu'à l'organisation des manifestations internationales.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V., actualisé) seront examinées avec toute la discrétion d'usage sous la réf. 7821/16, par :

a et j ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALBAIS-DREBANE 92100 ANTOY

WILD PARIS

Société internationale optique et mécanique de précision Effectif 200 personnes recherche

CHEF DE COMPTABILITE

- pour responsabilité complète comptabilité financière et analytique
- connaissances en informatique souhaitées.

Adresser lettre manuscrite C.V. et prétentions à :

SOCIÉTÉ WILD PARIS

85, avenue du 18 Juin 1940 92504 RUEIL-VALMAISON

LABORATOIRE PHARMACÉUTIQUE

recherche pour département

Réactifs Biologiques

DELEGUE TECHNICO-CCIAL

Formation scientifique (BAC +2) indispensable.

- goût des contacts
- très fréquents déplacements dans toute la France.
- situation d'avenir pour un candidat dynamique

Adresser lettre manuscrite et photo s/réf. 3838 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois - 75003 Paris cedex 02 qui trans.

PARIS ET REGION PARISIENNE IMPORTANT GROUPE TEXTILES COULTELLERIE recherche

AGENT COMMERCIAL

pour prendre en main et suivre de très près une clientèle existante de confectonneurs.

La connaissance de cette clientèle est souhaitée mais non indispensable.

Poste à Paris avec courts voyages Province - peu fréquents.

Env. n° 77204. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, PARIS (2^e), qui transmettra.

VOLKSWAGEN FRANCE SA

recherche pour sa

DIVISION INFORMATIQUE

analyste programmeur

CONFIRME

pour développement d'une application de financement.

Formation IUT ou équivalent.

2 années d'expérience souhaitées.

Connaissant Assembleur IBM et Cobol/ANS, configuration 370/135 DOS et POWER/VS.

Connaissances T.P. et financement déterminantes.

Le poste est situé à VILLERS-COTTERETS.

Envoyer CV avec photo et prétentions au Département du Personnel, SP 52, 02600-VILLERS-COTTERETS.

سكزامن الاصل

صكنا من الأهل

Comment faire travailler plus vite un gros chargeur sur pneus?

C'est une question importante. Et nous avons passé sept ans à mettre au point la réponse.

Sept ans de bureau d'études. D'atelier de prototypes. De terrain d'essais. Le résultat est un chargeur sur pneus qui pèse plus de 30 tonnes. Dont la capacité de godet peut atteindre 5 m³. Mais qui se déplace et travaille aussi vite que des chargeurs sur pneus moitié plus petits.

Le nouveau chargeur Fiat-Allis 945.

Comment l'avons-nous rendu plus rapide?

Tout d'abord, nous l'avons rendu plus maniable. Le 945 est le seul chargeur articulé de sa catégorie avec un débattement de 90°. Il tourne plus vite, parce que son rayon de braquage est à peine de 6 mètres.

Nous avons rendu le 945 plus facile à conduire. La plate-forme perchée plus haut et la charpente à parallélogramme montée en ligne procurent le maximum de visibilité. Le dispositif "Sof-Shift" dont la transmission est équipée, permet d'inverser la marche rapidement et sans à-coup.

Nous avons aussi rendu le 945 plus fiable. Nous l'avons équipé du moteur 25000 Mark II qui développe sans effort 315 chevaux. Et nous n'avons pas, non plus, oublié l'entretien : chaque élément du 945 a été conçu pour faciliter les interventions et diminuer les temps morts.

Le 945 est le dernier-né de la gamme de chargeurs sur pneus Fiat-Allis, une gamme qui commence à 75 chevaux et finit tout en haut.

C'est une machine de haute productivité. Avec des performances supérieures à celles de ses concurrents. Car le 945 n'est pas seulement plus gros. Il travaille aussi plus vite.



FIAT-ALLIS

FIAT-ALLIS FRANCE
Matériels de Travaux Publics
25, rue Pleyel - 93202 SAINT-DENIS
Tél. 820.61.65

LA VIE DE L'INDUSTRIE

VILLES ET NOU

Le monde de l'industrie est en pleine mutation. Les nouvelles technologies, les innovations de conception, les défis de la concurrence internationale, tout cela contribue à transformer profondément le paysage industriel. Les entreprises sont contraintes de réinventer constamment leurs produits et leurs processus pour rester compétitives. Cette évolution s'accompagne de défis majeurs en matière de formation, de gestion des ressources humaines et de développement durable. Les industriels doivent donc adopter une vision à long terme et investir massivement dans la recherche et le développement pour anticiper les besoins du marché et créer de nouvelles opportunités de croissance.

Il faut reconquérir nos marchés

La reconquête des marchés est une priorité absolue pour les entreprises industrielles. Face à la concurrence internationale et à la saturation des marchés domestiques, il est essentiel de développer de nouvelles stratégies de marketing et de distribution. Cela implique une meilleure connaissance des besoins des clients, une adaptation des produits aux spécificités locales et une présence accrue sur les marchés étrangers. Les entreprises doivent également renforcer leurs partenariats et leur coopération avec les acteurs locaux pour créer des synergies et maximiser leur impact économique.



Un autre aspect crucial de la performance industrielle est la maîtrise des coûts et l'optimisation des processus. L'automatisation, l'industrie 4.0 et les outils numériques offrent de nouvelles perspectives pour améliorer l'efficacité et réduire les gaspillages. Cependant, ces investissements doivent être accompagnés d'une formation adéquate des opérateurs et d'une culture d'innovation au sein de l'entreprise. Enfin, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) devient un élément incontournable de la stratégie industrielle, influençant la réputation et la pérennité des organisations.

travailler plus vite sur pneus?

LA VIE DE L'INDUSTRIE

VILLES NOUVELLES ET NOUVELLES ZONES INDUSTRIELLES

DEPUIS quelques mois, la politique d'aménagement du territoire se dégage d'une conception étroitement géographique et économique qui était la sienne à l'origine. Elle est tentée par l'étude des relations sociales et l'évolution de la société. Ceux qui à la Délégation à l'aménagement du territoire (D.A.T.A.R.) poussent à ce changement — plus exactement à cette « inflation » qualitative — estiment que les liens sont plus étroits qu'il n'y paraît entre le développement et le rééquilibrage régional et la modification en profondeur des rapports sociaux.

font naturellement? Quelles zones créer? Et comment dans les fabrications, dans les bureaux, disposer les ateliers et répartir les tâches pour que le travail manuel ne suscite pas le dégoût ou la dérision?

Dans ce rapport, il est indiqué que les sociétés industrielles développées comme la société française peuvent évoluer selon quatre « scénarios ». Ce peut être la société « conflictuelle », ou « la paix sociale de contraintes », ou le scénario « contractuel », ou encore le scénario de la société « consensuelle ». Le passage de l'un de ces scénarios théoriques à la réalité dépend pour une bonne part de l'adhésion — voire du respect — qui sera accordé à l'avenir aux tâches industrielles et manuelles.

Des solutions? Plusieurs voies ont été explorées. « Faites des usines qui ne seront pas seulement construites par des charpentiers et des experts en organisation, mais par des architectes et des paysagistes. Soignez les zones industrielles en y mêlant des activités, en limitant les surfaces, en plantant des arbres. Introduisez des ateliers propres et silencieux dans les centres des villes », a-t-on lancé aux chefs d'entreprises.

Même dilemme à propos des zones d'activités. Les grands espaces industriels qui ont été aménagés à Fos, à Dunkerque, ne sont-ils pas des formules que les excès du gigantisme condamnent

Pour la première application concrète de ces nouvelles orientations, soulignées solennellement par le président de la République mercredi 23 avril (« Il faut faire un effort de revalorisation du travail manuel »), la D.A.T.A.R. va annoncer la conclusion de trois contrats avec des entreprises : Renault pour une usine proche de Rouen, Cressat-Loire et les fromageries Bel. Il s'agit d'inciter par des aides ces firmes à améliorer les conditions de travail, notamment pour les femmes.

Comment, alors, conduire une politique d'industrialisation active, reconnue nécessaire partout, et notamment dans les régions de l'Ouest et du Centre? Comment ne pas être obligé de recourir, pour certaines tâches, aux travailleurs immigrés? Et même si les salaires de manœuvre et d'O.S. étaient d'un coup relevés de 25 ou de 40 %, est-ce sûr que cela suffirait pour faire reprendre aux jeunes Français le chemin des centres de formation professionnelle et des ateliers?

« Il faut reconquérir sentimentalement et pratiquement ce qui fait le cœur des cités » nous déclare M. Pelt, président de la fédération lorraine pour l'environnement

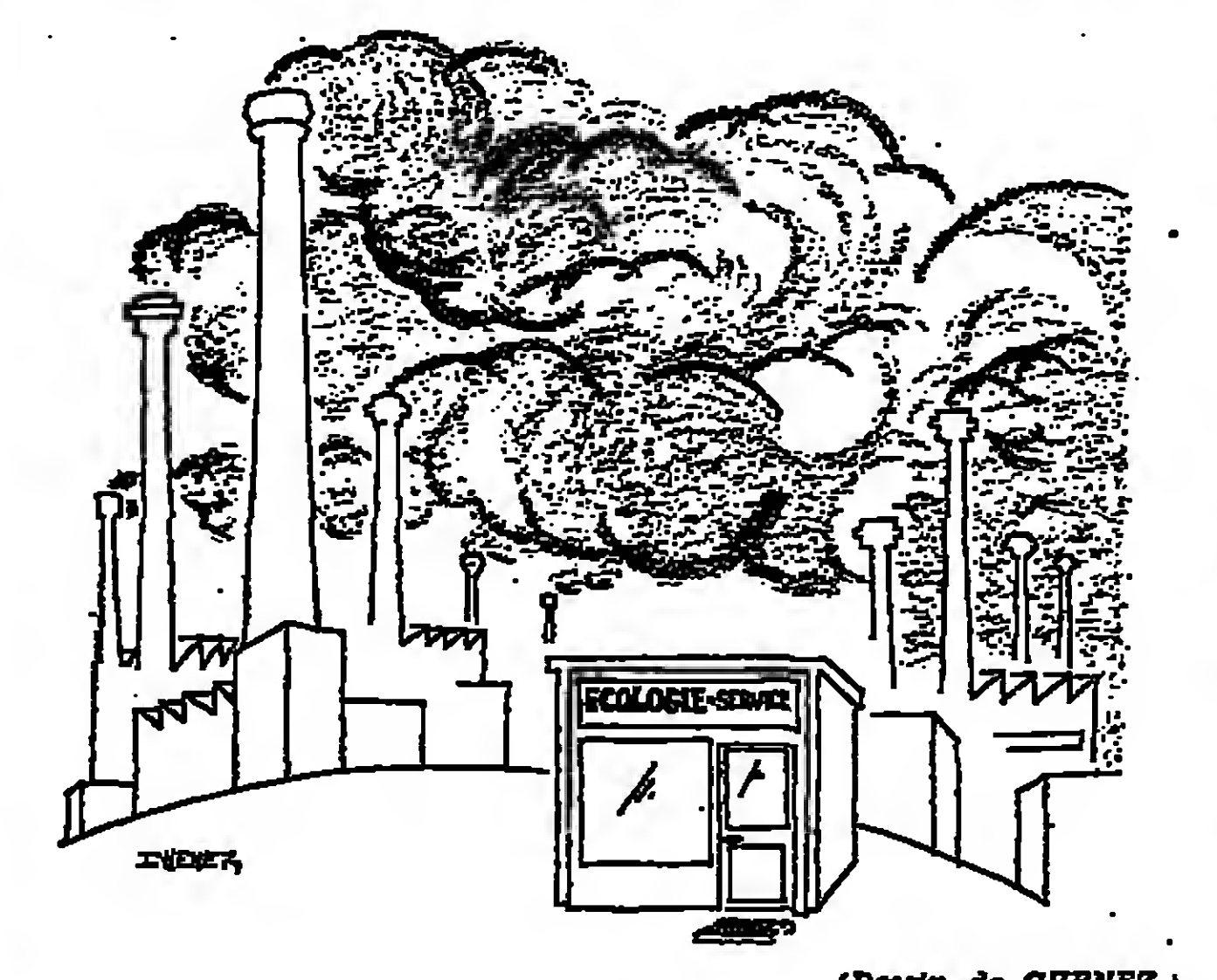
M. Jean-Marie Pelt, est devenu « M. Environnement » en Lorraine. Quarante et un ans, professeur de biologie végétale, auteur de trois ouvrages, directeur de l'Institut européen d'écologie de Metz, président de la fédération lorraine pour l'environnement et la qualité de la vie, membre du comité économique et social, il est aussi premier adjoint au maire de Metz. De toutes les personnalités du mouvement écologique français, M. Pelt est sans doute celui qui pratique avec le plus d'efficacité la collaboration avec les institutions. Sa position est originale. Nous lui avons demandé de nous le commenter.

« Ainsi, on est en train de sauver l'Orne, un affluent de la Moselle bordé d'industries lourdes et qui était devenu un égout. Tout le monde s'y met : administration, industriels, communes... »

d'aboutir, en particulier, à un rapport qui va nous permettre de protéger le site de l'étang de Lindre très riche en oiseaux. Ensuite, à l'initiative d'une association, la réhabilitation de la vie des villages lorrains qui a été reprise par la direction de l'équipement. La volonté dans son rôle de détonateur. Son objectif n'est pas de s'opposer mais de montrer les gens d'accord. Cela dit, le travail de regroupement des mouvements pour l'environnement se poursuit. En la contestation n'en est pas à bout. N'oubliez pas les avatars de l'usine allemande de stéarate de plomb ont commencé chez nous à Saint-Avoide. Des associations comme les « 300 de Baye », dont nous sommes membres, « S.O.S. Vosges », « Les villages lorrains », « Pollution nous » sont très actives. Un processus est en cours qui s'amplifie.

en toute liberté. Leurs conclusions seront présentées à la ville de Metz et à toutes les administrations concernées. A ce moment, je jouerai mon rôle d'homme pour essayer de convaincre mes collègues de mettre en pratique les propositions des chercheurs. Je crois que ces idées qui plaident pour une reconquête du centre-ville font leur chemin, et elles viennent d'avoir l'appui spectaculaire du président de la République.

« M. Pelt, quelles sont les menaces qui pèsent sur l'environnement en Lorraine? »



« L'Institut européen d'écologie dont vous êtes le fondateur et le directeur ne laisse pas non plus d'attirer l'attention de l'enseignement, de la recherche et de l'information. »

« Vous croyez donc aux vertus de la persuasion et de la concertation. La Lorraine serait-elle la seule région de France où l'environnement ne donnerait lieu à aucun conflit? »

« La première menace tient à l'histoire. Le développement d'une industrie lourde, les migrations qu'elle entraîne, les annexions consécutives aux guerres, ont provoqué ici de grands bouleversements sociologiques. Sauf, peut-être dans les Vosges, l'attachement de la population à la qualité de son cadre de vie est moins fort que dans d'autres régions et l'on militait peu pour cela. Pourtant, les agressions ne manquent pas. Ce sont d'abord celles de la pollution de l'air, de l'eau et des sites liés à l'industrie lourde. Ce sont ensuite celles qui s'exercent contre l'habitat. Après la guerre, on a construit très vite, en quantité, mais très mal. On a démolit aussi le centre des villes historiques d'une façon intempestive. S'y ajoute à présent le reflux des citadins vers la campagne, ainsi que l'afflux de Français qui cherchent des passages de qualité et bâtissent des résidences secondaires autour des grands étangs mosellans. Cela bouleverse les vieux villages lorrains, surtout les plus typés. Or, on ne parvient pas à maîtriser cette dégradation de l'espace rural.

Ce n'est pas sérieux pour une installation industrielle qui coûtera plus de 7 milliards!

« Nous sommes une U.E.R. d'université comme toutes les U.E.R. et je suis particulièrement attaché aux valeurs de l'Université. Nous donnons des enseignements de deuxième cycle, orientés l'un vers la pollution, pour des praticiens, l'autre vers l'écologie générale pour les étudiants et les chercheurs. Les ingénieurs, les fonctionnaires, le grand public. Enfin, le troisième cycle est orienté vers la recherche. En tout, nous avons quatre cents étudiants, cinquante enseignants et nous délivrons les diplômes correspondants à ces enseignements. Ce qui est vrai c'est que l'Institut, qui est une association, n'a pas de locaux en fondation, a mis ses locaux à la disposition de l'université de Metz. Ces locaux ont une valeur historique et nous sommes très fiers d'un bâtiment restauré, dans un quartier ancien très dégradé. Ils expriment la volonté de reconquérir le centre historique de Metz avec aménagement d'un jardin ouvert au public, etc.

« Vous êtes donc un chercheur à l'Institut et un administrateur au maire de Metz. Vous êtes encore une originalité. Peut-on être à la fois l'un et l'autre? »

« Vos toréts sont-elles en danger? »

« Un rôle de détonateur contestataire et se propose au contraire de définir une politique régionale de l'environnement. Est-elle un a priori pour l'établissement ou un organisme d'aménagement? »

« Nos laboratoires, qui occupent une quarantaine de chercheurs, ne font pas partie du C.N.R.S. Ils ont leur propre statut, et on attend qu'elle ait fait ses preuves. Pour cela, il faut du temps. De plus, Metz n'était pas considérée comme une ville où l'on peut faire de la recherche. Dans le département de la Moselle, il y a un million d'habitants, il n'y a qu'un seul chercheur du C.N.R.S., et il existe aucun organisme public de recherche! C'est anormal. L'image de ce département, c'est celle d'un producteur de far et de charbon. La culture n'était pas pour lui. Nous allons modifier cette image et le C.N.R.S. ou l'INSERM finiront bien par nous aider, comme l'université et un certain nombre de ministères l'ont fait.

« Les chercheurs d'écologie urbaine de l'Institut travaillent... »

« Et les villes? »

« Compte tenu de la crise qui frappe la sidérurgie lorraine, les industriels sont-ils tentés par des programmes anti-pollution? »

« Si nous nous disons Européens, c'est d'abord que l'écologie ne connaît pas de frontières. Nous sommes à 30 kilomètres de la Belgique, du Luxembourg et de l'Allemagne. Nous leur envoyons nos pollutions par l'eau et par l'air et eux participent à la destruction de notre espace rural. Il faut donc résoudre nos problèmes en commun. En outre, je suis un militant européen de longue date,

triolo cousinerie grand ruage recueil. hellu tir à loques. E.P.A.L.E. département promotion tel. (20) 52.01.89 m. brion ou m. thieffry.

سكوان الاصل

LE VAUDREUIL : LA CITÉ FUTURE DANS LES POMMIERS EN FLEUR

UNE dernière descente sur le ruban de l'autoroute et le panneau jaune de sortie annonce « Le Vaudreuil ». Point de tournant, aucune urbanisation. Cette ville nouvelle se signale à l'autoroute par quelques bâtiments industriels du côté de Louviers. Pour le reste, celui-ci n'y verra que du vert ; vert des prairies, vert des montonnements de la forêt de Bord. Ici, c'est le printemps ; une ville germe.

La ville nouvelle s'étale, au confluent de la Seine, de l' Eure et de l'Andelle, sur 4 000 hectares et sur huit communes. Le schéma d'aménagement de la basse vallée de la Seine lui a assigné, en 1969, cinq objectifs. Elle doit d'abord absorber une partie de la croissance de Rouen, distante de 35 kilomètres, afin d'atteindre 200 000 habitants en 1980 et de 300 000 à 400 000 à la fin du siècle ; ensuite, il lui faut devenir un pôle de services pour la partie de la vallée de la Seine située entre Mantes et Elbeuf ; elle représente ainsi une alternative au projet avorté de ville nouvelle de Mantes-Sud qui aurait accru le poids de la région parisienne ; elle participe à la politique régionale de développement des activités industrielles et tertiaires ; enfin, le Vaudreuil est une opération-témoin d'aménagement et d'urbanisme.

Les inventeurs du Vaudreuil ont imaginé une croissance urbaine originale. Plutôt que de créer un centre important, ils ont choisi de développer « un germe de ville » de 15 000 habitants, qui pourra fort bien d'ici 15 ans ne pas être situé au « centre géographique » de la ville nouvelle. Ses avantages sont nombreux : le « germe » pourra être construit en cinq ans ; il offrira aux citadins toutes les fonctions d'une ville ; il rencontrera les idées des urbanistes avec les réalités techniques, économiques et sociales. Les autres quartiers de la ville nouvelle seront précisés plus tard avec le concours des élus. Il n'y a donc pas peur l'avenir du Vaudreuil de plan masse, et la localisation des équipements publics n'est pas définitive.

Une première tranche de mille trois cents logements sera livrée en août prochain. Un C.E.S. et un hôtel fonctionnent. La mairie est ouverte. Une base de loisirs de 1 300 hectares est en cours d'aménagement, et d'ores et déjà les dérivés de l'école de voile tirent des bords dans la boucle de la Seine. Mais le vrai germe de la ville, ce sont les emplois. En effet, il était exclu d'attirer des citadins au Vaudreuil sans zones d'activités. Les emplois étant la « locomotive » de la ville nouvelle, il est prévu d'en créer, à partir de 1976, un millier par an. Cet objectif semble en bonne voie de réalisation si l'on en juge par le « tableau de

chasse » de l'établissement public : quinze sociétés — et non des moindres (Institut Pasteur, C.I.L.) — ont décidé de s'y installer, ce qui représente trois mille emplois en portefeuille. Les responsables de la ville nouvelle cherchent à obtenir une forte proportion d'emplois tertiaires et à réintégrer les activités dans la ville afin d'éviter une trop grande spécialisation de l'espace. Des études sont menées dans ce but pour la construction de 10 000 m² pour des immeubles industriels localisés au milieu du « germe de ville ».

Qu'offre Le Vaudreuil aux entreprises désireuses de se décentraliser de Paris ? D'abord, toute une gamme de terrains de prix différents, selon les fonctions et les localisations souhaitées.

● **Parc industriel d'Incarville** : il se trouve dans le prolongement de la zone industrielle de Louviers. Il s'étend sur 87 hectares en bordure de l'autoroute de Normandie. Prix : à partir de 35 F hors taxes le mètre carré.

● **Parc industriel du Village** : entre l'Eure et le village du Vaudreuil, il couvre 10 hectares. Prix : à partir de 35 F hors taxes le mètre carré.

● **Centre d'entrepôts d'Heudreville-Vironay** : à côté de l'échangeur autoroutier d'Heudreville, il compte 70 hectares. Prix : à partir de 32 F hors taxes le mètre carré.

● **Parc industriel de Saint-Pierre-du-Vauvray** : il est le terrain le plus vaste (170 hectares) et le mieux desservi : par l'autoroute, par ligne S.N.C.F. et par la Seine. Prix : à partir de 45 F hors taxes le mètre carré.

● **Parc d'affaires des portes du Vaudreuil** : en bordure de l'autoroute de Normandie, il a une superficie de 70 hectares. Prix : à partir de 45 F hors taxes le mètre carré.

Les quatre saisons

Pour éviter l'isolement de ces zones d'activités il a été décidé d'ouvrir dans chacune d'elles un centre de services. Ainsi, trouve-t-on dans la zone d'Incarville, « la Prigalle », ensemble de bâtiments harmonieusement agencés où cohabitent un restaurant interentreprises, deux bureaux de banque, un bureau des P.T.T., un centre de reprographie, une société d'intérêt.

Dernière préoccupation : la qualité esthétique des bâtiments industriels et de leur environnement. Des études très précises ont été menées sur le site et sur les couleurs du paysage pendant les quatre saisons. Dans le parc d'Incarville, l'établissement public d'aménagement a décidé de

créer deux coupures vertes de 30 mètres de large (mille cinq cents arbres) qui relient le centre de la zone à la forêt de Bord par des chemins piétonniers. Toutes les lignes électriques et téléphoniques ont été enterrées. La taille des bâtiments a été limitée de façon à ce que n'existe aucune barrière visuelle et physique entre le village d'Incarville et la forêt. Les matériaux et leur couleur ont été choisis pour leur harmonie avec les bruns et les verts du paysage.

Un cahier des charges même détaillé n'aurait pas suffi à contraindre les sociétés à un bel effort esthétique. Les urbanistes leur ont donc imposé de se concerter avec eux pour la mise au point des projets d'usines ; avant le moindre coup de pioche, l'industriel explique ses besoins après quoi le bâtiment est construit en commun.

L'accueil des nouveaux venus est tout aussi soigné car c'est là un argument de vente décisif.

Dans un premier temps, les services de commercialisation donnent au chef d'entreprise intéressé tous les renseignements qu'il désire : la main-d'œuvre disponible, le logement des employés, les établissements scolaires pour leurs enfants, les moyens de communications. Ils lui proposent de rencontrer les industriels déjà installés. En fonction de ses soins en énergie, en transports, en superficie, il lui est alors remis un dossier technique qui lui permet de se décider.

La discussion s'ouvre ensuite avec les services techniques : eau, E.D.F., P.T.T., pompiers. Tous les problèmes sont passés en revue et, si possible, résolus. L'établissement public reste en permanence à la disposition de l'industriel et suit l'évolution du chantier. Le dialogue est facilité par la désignation, au sein de l'établissement public, d'un seul interlocuteur pour chaque entreprise qui va s'installer.

Troisième phase : l'accueil du personnel. Un montage audiovisuel est proposé afin de mieux faire connaître le Vaudreuil aux nouveaux venus. Des visites du site et des équipements sont organisées. L'établissement public facilite le logement des employés. Le « service après-vente » peut aller jusqu'à résoudre les difficultés d'emploi des épouses. La ville nouvelle du Vaudreuil possède un maire, un secrétaire général. Elle cherche un directeur pour ses services techniques. Les habitants arrivent. Un centre commercial sera mis en chantier cette année. La gare ouvrira en 1979. Mais les vaches et les chevaux continuent à paître au milieu des pommiers en fleur. Le C.E.S. sera baptisé « Alphonse Allais ». Le Vaudreuil, une ville à la campagne ? ALAIN FAUJAS.

صكازمن الأمل

CHALON-SUR-SAONE : UN « FOS BOURGUIGNON » SUR LA RIVIÈRE

M. CLAUDIUS-PETIT, alors maître de la reconstruction et de l'urbanisme, ne s'était pas trompé lorsqu'en 1950, il faisait allusion à Chalon-sur-Saône en disant que cette ville, située sur une rivière, un canal et une importante voie de chemin de fer, à proximité relative de sources de matières premières locales, et proche de centres de transformation chimique d'une certaine taille, semblait promise « à un brillant avenir ».

Vingt-cinq ans après, la ville de Chalon-sur-Saône a réussi son industrialisation et provoque la jalousie d'autres cités bourguignonnes. Située sur l'itinéraire le plus occidental entre la Méditerranée et le mer du Nord, elle fut le chemin, par excellence, de la civilisation. Lors de la conquête romaine, elle fut l'une des étapes de César, qui installa des magasins de vivres pour ses légions. On vient encore de découvrir des vestiges de cette période dans la Saône. Etroitemment associé au développement de la région chalonnaise sur sa rive droite, en amont de la ville au confluent de la Saône et du canal du Centre, fut inauguré, en 1949, le plus important port fluvial de la rivière, le quartier après Paris, Lille et Mulhouse.

Celui-ci, qui se trouve le plus au nord, pouvait ainsi être atteint par les barques et automoteurs à grand gabarit, circulant sur le Rhône, possédant un « slip-way » pour la construction et la réparation des bateaux, le seul après Strasbourg et Arles, et son trafic est passé de 1 million 192 986 tonnes en 1968 à 1 million 458 876 tonnes en 1974.

La création de ce port a conduit à modifier l'itinéraire du canal du Centre qui coupe la ville de Chalon en deux. Un nouveau canal fut donc creusé au nord de la localité sur des terrains de médiocre valeur agricole, ce qui a permis d'y aménager la première zone industrielle de France en 1950. Elle atteint aujourd'hui 430 hectares et les usines emploient cinq mille trois cent quatre-vingt-seize personnes.

Un nouvel exemple de la collaboration entre l'Etat et la chambre de commerce vient d'être donné par l'aménagement de la zone portuaire et industrielle au sud, sur la rive gauche de la Saône. La société Frémalome a réservé trente-cinq hectares de terrain jusqu'à présent. C'est même grâce à elle que les travaux d'aménagement se sont accélérés. Les ateliers sortent de terre. Ils sont à la mesure des « produits » fabriqués : des cuves nucléaires. Ils emploieront six cents personnes sur cinq ans et constitueront d'ores et déjà un appoint économique important pour une ville moins touchée par

le chômage que bien d'autres. D'autres industries viendront-elles s'implanter ? Les responsables de la Chambre de commerce, maître d'œuvre de l'opération, l'assurent lorsque la conjoncture deviendra plus favorable. Il reste, en effet, quatre-vingt-dix hectares de terrains disponibles, à 45 F le mètre carré hors taxes. Et puis le centre routier ouvert l'an dernier en bordure de la zone et de l'axe routier est-ouest qui relie la vallée de la Saône à l'Alsace et à l'Allemagne du Sud. Enfin, trois cent vingt logements seront construits à côté de ZAC dite de Granges-Forrestier.

Cette zone portuaire deviendra-t-elle le « Fos bourguignon », comme l'a récemment affirmé un ministre du gouvernement ? Les Chalonnais ont du mal à y croire. Pour eux, leur ville doit garder cet « heureux équilibre » entre une vie professionnelle moderne et une qualité de vie traditionnelle. Leur mode de vie ici reste à l'écart de l'accélération de la croissance des grandes métropoles. D'ailleurs, si la zone sud devient plus ou moins polluante, la zone industrielle ouest, le long de la route de Givry, dont les travaux commencent, n'accueillera que des industries légères et propres et l'aménagement d'un port de plaisance est également prévu.

CHARLES MARQUES.

L'OISE S'OUVRE A PARIS

S'ITUER aux portes de Paris entre Normandie et Champagne, l'Oise a longtemps été une « région agricole » à cause de la fertilité naturelle de son sol, mais depuis quelques années le département est devenu une région industrielle.

Sa situation géographique lui donne une place privilégiée près des zones de grande consommation : région parisienne, Basse-Seine, Nord, Belgique. Pour cette raison, les responsables de la chambre de commerce de Beauvais, le chef-lieu, multiplient les actions convergentes vers l'accueil d'activités nouvelles qui développeront le potentiel économique de l'Oise. En liaison avec le développement industriel actuel axé sur les textiles, la construction électrique et les industries alimentaires, les responsables économiques souhaitent augmenter la population et dépasser le chiffre actuel de vingt mille « immigrants » par an, dont le tiers vient de la région parisienne.

Garder

« Heureux équilibre »

Ainsi, tout sera prêt à la fin de l'année pour que la zone industrielle sud de Chalon puisse devenir « opérationnelle ». Seule la société Frémalome a réservé trente-cinq hectares de terrain jusqu'à présent. C'est même grâce à elle que les travaux d'aménagement se sont accélérés. Les ateliers sortent de terre. Ils sont à la mesure des « produits » fabriqués : des cuves nucléaires. Ils emploieront six cents personnes sur cinq ans et constitueront d'ores et déjà un appoint économique important pour une ville moins touchée par

ET NOUVELLES ZONES DE VALBONNE : PARI EN UN CENTRE INTERNATIONAL DE L'INTELLIGENCE



Le développement de Valbonne est un exemple de la politique de décentralisation industrielle et commerciale de la région parisienne. Cette zone industrielle, située à l'ouest de la ville, est destinée à accueillir des entreprises de haute technologie et de services. Elle est desservie par une infrastructure moderne, comprenant des routes, des transports en commun et des équipements publics. L'objectif est de créer un centre international de l'intelligence, attirant des talents et des investissements de l'étranger.

La jeunesse d'aujourd'hui est plus mobile que jamais. Elle cherche des opportunités de carrière et de formation en dehors de la région parisienne. Les zones nouvelles de Valbonne offrent une réponse à ces aspirations, en offrant un cadre de vie agréable et des perspectives professionnelles prometteuses. Les entreprises qui s'installent dans ces zones bénéficient également de la proximité de cette main-d'œuvre qualifiée et dynamique.

Un caractère exemplaire ? Valbonne est devenue un modèle de réussite pour la décentralisation industrielle. Elle a su attirer des entreprises de renom, créer des emplois de qualité et offrir un cadre de vie attractif. Cette réussite est le fruit d'une planification soignée et d'une collaboration étroite entre les pouvoirs publics et les acteurs économiques. Valbonne démontre que la décentralisation est non seulement possible, mais aussi profitable pour tous.

LA CREUSE RECHERCHE LES DERNIERS PIONNIERS DU XX^e SIECLE.

A 3 h de Paris, au centre de la France, un pays est à prendre... pour entreprendre.

Nous recherchons les « nouveaux entrepreneurs » de notre époque :

- Ceux qui veulent passer du rêve à la réalité,
- Ceux qui recherchent l'espace, la nature et la vie véritable,
- Ceux qui savent que rien ne peut se faire seul et comprennent qu'une main-d'œuvre formée et qualifiée - prête demain à travailler avec eux - est fondamentale,
- Ceux qui souhaitent que les aides et les primes d'investissement soient relayées par l'appui total des responsables locaux,
- Ceux qui sont las de faire ce qu'ils font... et qui pourtant ne peuvent rester sans rien faire.

Nous sommes à votre disposition pour en parler plus longuement. Appelez-nous, venez-nous-voir.

La Creuse : un nouveau Far-West.

Je suis intéressé par les possibilités "d'entreprendre" en Creuse.

Domaine industriel ()
Artisanal ()
Touristique ()
Hôtelier ()

Nom : _____
adresse : _____

Coupon à retourner au Comité d'Expansion Economique de la Creuse
45 place Bonnyaud 25000 Guéret.

Des lots «sur mesure» dans la Zone Industrielle de Bobigny.

18 entreprises déjà installées dont : Cible, Motobécane, Honeywell Bull, Constructions de Cléry, Carmine, Polymécanique, Saviem, NMP, Asturienne Pénsmat, Sumam, Chaudronex.

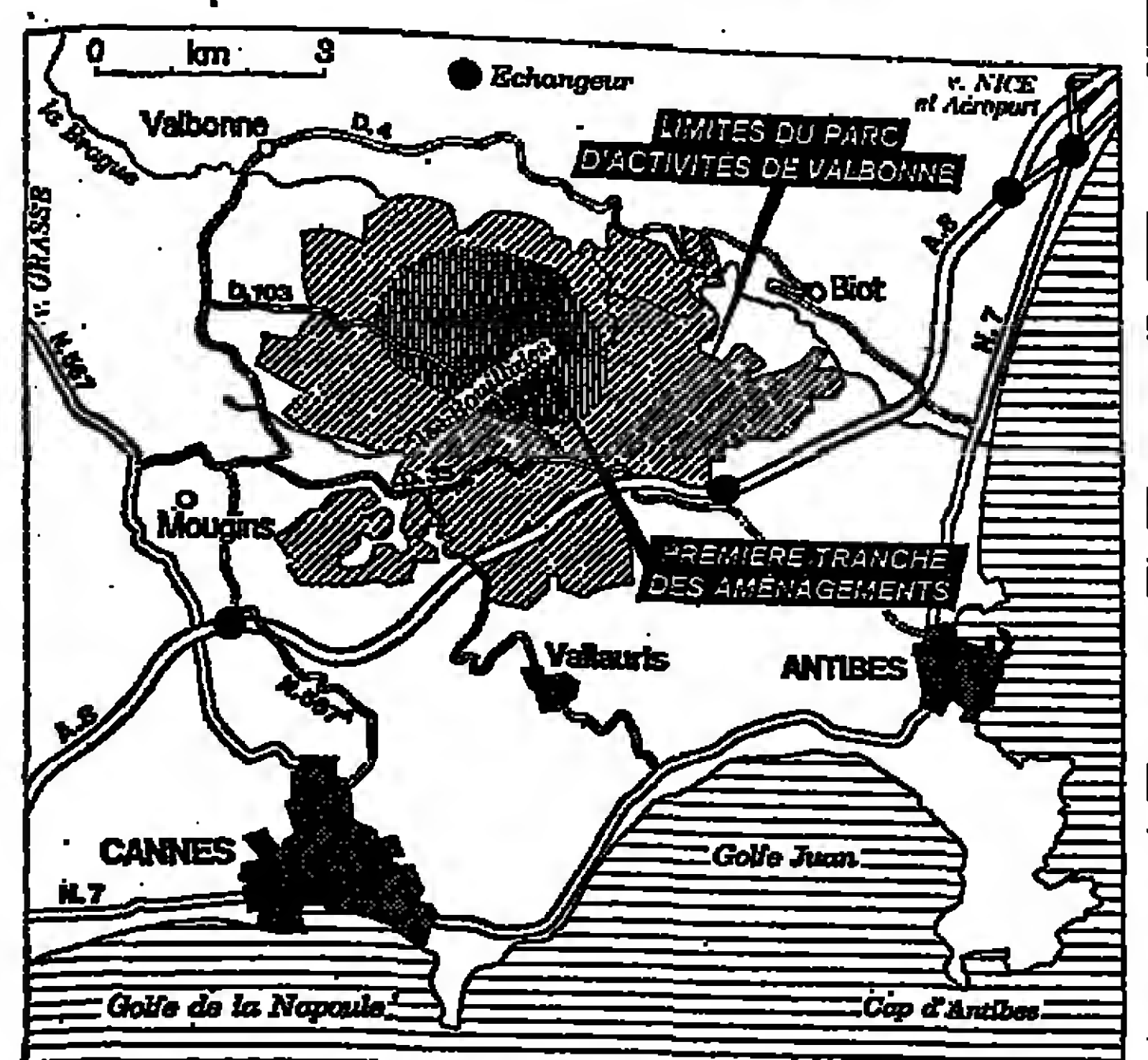
Dans une zone industrielle intégrée à la Nouvelle Ville à proximité de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, du centre commercial Bobigny 2 et de tous les équipements d'une ville moderne, vous pouvez choisir un lot à partir de 1000 m², à vos mesures. Taux de constructibilité important. Et pas de T.L.E. Tout près de la capitale ! Tout près de vos clients et fournisseurs ! Une carte de visite à ne pas négliger.

Monsieur _____ Qualité _____
Société _____ Téléphone _____
Adresse _____

16, avenue Paul-Eluard 93000 Bobigny

Semarbo 844 23 86

VALBONNE : PARI POUR UN CENTRE INTERNATIONAL DE L'INTELLIGENCE



Mis à part les secteurs de la construction immobilière et le tourisme, l'économie de la Côte d'Azur est fragile. Dans le chômeur atteint des proportions plus importantes que dans les autres provinces françaises.

La création du parc international de Valbonne, dans un environnement de qualité — entre Nice, Cannes et Antibes — permet de mettre à la région de connaître un coup de fouet et à la politique nationale de décentralisation du secteur tertiaire (Français et internationaux) de trouver un point d'appui exemplaire.

M. Michel Foniastowski, ministre de l'Intérieur, doit inaugurer le mardi 29 avril les premiers travaux du centre informatique d'Air France installé dans le parc international d'activités de Valbonne. A cette occasion, le ministre présidera une réunion de travail du syndicat chargé de l'aménagement de la zone.

UN pari pour la Côte d'Azur, un pari pour la région Centre, un pari pour la région d'équilibre, économiquement parlant, Fos et les rivages du Languedoc-Roussillon : tel se présente le parc international d'activités scientifiques indus-

CHATEAU-RENAULT : LE PAYS RURAL CONTRE LES DÉBOREMENTS DE TOURS

CHATEAU-RENAULT s'affirme sur les panneaux plantés en bordure de la nationale 10, peu avant l'arrivée dans la ville de « Forêt de la Touraine et cité du cuir ». Tanneries, fabricants de chaussures, de courroies, pendant plus d'un siècle assurent l'activité industrielle de ce chef-lieu de canton du nord-est de l'Indre-et-Loire et lui ont fait gagner une solide réputation internationale. Château-Renault tient donc encore à ce rappel de son passé, même si le cuir, qui fit la prospérité de quelques-uns, fait le précipiter dans le néant avant le surplus de la décennie 60.

La volonté locale, épaulée par l'appui des pouvoirs publics — le secteur fut en 1958-1959 reconnu comme zone critique, — a amorcé une ample métamorphose. Au lieu des tanneries rassemblées au cœur de la ville, bien près des rivières dont les eaux servaient au traitement des peaux, deux ensembles d'activités industrielles furent établis sur les bordures de la commune, qui reçoivent des usines ou ateliers de taille moyenne orientés vers l'électronique, l'électronique, la chimie, la mécanique, l'habillement, le traitement des matières plastiques. Au total, plus d'une quinzaine d'installations, abandonnant la région parisienne, se fixèrent ici et aboutirent à la création de quelque deux mille emplois.

« On a préféré », dit M. Morin-Roy, un Renaudin de vieille souche qui est à la tête de l'Union des commerçants de cette zone, « nous ne voulons pas hériter de supporter les impôts les plus élevés du département ». Car à l'Azur, bien sûr, en même temps que le bâtiment, les équipements, construire un C.R.S., et pour répondre à cette autre proclamation d'être l'ouverture sur la Touraine accueillante, faire une piscine, un camping à double étoile, des courts de tennis, un stade

1975). Château-Renault a énoncé depuis ces dernières années ses nouvelles ambitions : être l'un des points d'appui du développement dans le nord de la Touraine et être une zone de résistance devant la « pression » de Tours.

Son maire, le docteur Jean Delaunay, élu pour la première fois en 1967, devenu conseiller général en 1970 puis porté à la députation en octobre dernier à la suite du décès de M. Pierre Lepage, U.D.R., dit-il, il était le suppléant, avec l'investiture des républicains indépendants, l'affirme sans ambages après le choix annoncé par la DATAR en faveur du chef-lieu qu'il administre : « J'avais appris, si j'ai eu plus tard trois mois, que la DATAR portait intérêt à nos problèmes spécifiques. Nous avons été sans doute choisis pour cette expérience en raison du contexte en tant que centre urbain dans un milieu rural qui est une sorte de pôle d'équilibre dans le département. L'évolution de Château-Renault et de son pays va dans ce sens. Nous sommes prêts de volonté pour contribuer au renversement du monopole tou-

rangais. C'en est fini du tout pour Tours, et ce projet est pour nous plein d'espoir et de promesses. »

A l'appui de sa conviction, le député-maire, l'archétype de l'élu jeune, actif, confiant dans le changement, rappelle les efforts accomplis en faveur de la coopération intercommunale. Château-Renault, emprisonné dans ses 300 hectares de superficie, a constitué, dès 1965, un syndicat intercommunal à vocation multiple, avec cinq communes de sa périphérie, puis l'a étendu plus tard à dix autres, en y associant un village du Loiret-Cher : Authon. Là où le président de la République et sa famille viennent volontiers chasser dans leur domaine du château de l'Étoile. Avec six communes voisines, d'autre part, c'est l'étude en commun d'un plan d'occupation des sols. « Il porte sur 10 000 hectares », précise M. Delaunay, « au lieu des 300 du seul chef-lieu. Le groupement d'urbanisme nous permettra ensemble d'organiser l'espace de façon cohérente pour les trente prochaines années. »

Choix politique ?

Des accidents pourtant : en décembre 1973, un référendum en vue de la fusion des associations avec Villemaudon (3 580 hectares, 170 habitants), où était projetée l'implantation d'une troisième zone industrielle et même d'un second C.R.S., a essuyé un échec ; des frictions aiguës également avec Ausson, qui possède 2 kilomètres de frontière commune avec Château-Renault et sur le territoire duquel ont été bâties d'importantes installations d'agro-industrie. Le comité de la Tullaye, son maire, montre une récente délibération du conseil municipal, dans laquelle il est dit : « Ausson est disposé à émettre son avis favorable au P.O.S. moyennant certaines adaptations sur la répartition des parcelles... Il faut dire que toute la population habitant Ausson sait compter et recense sa maison de retraite, le cen-

tre psychiatrique et les futurs équipements prévus sur son territoire... Que la commune de Château-Renault s'engage à ne jamais réclamer le rattachement à son territoire d'une quelconque partie de celui d'Ausson-en-Touraine. »

« Nous sommes d'accord », ajoute-t-il, « pour travailler en accord avec Ausson, mais nous désirons aussi que l'on tienne mieux compte de nos avis, que toutes les subventions promises ne soient pas tout au seul bénéfice du chef-lieu. Tout ce qui est bon pour Château-Renault n'est pas forcément bon pour le reste du canton. »

À Autriche, en revanche, à 10 kilomètres du chef-lieu, où se trouve le débouché de l'échangeur de l'autoroute Aquitaine en direction de Château-Renault ou d'Amboise, les intentions de la DATAR sont accueillies avec faveur. Epouse de sous-préfet, le

Des lots « sur mesure » dans la Zone Industrielle de Bobigny.

Semarbo 844

La jeunesse s'en va

Ce n'est un mystère pour personne que le chômage est élevé sur la Côte d'Azur et que toute une jeunesse doit aller chercher du travail ailleurs. Les zones industrielles qui ont été créées au cours des dernières années n'ont pas apporté l'indépendance. D'où l'idée lancée par M. Pierre Laffitte, ingénieur général des mines, de créer Sophia-Antipolis, qui tient à la fois de la « route 128 » aux Etats-Unis et d'Abadegorod en U.R.S.S., et qui est dès à présent le noyau d'un vaste centre d'activités intellectuelles.

Dès 1972, dans une zone de 47 hectares, des terrains avaient été attribués aux sociétés ou organismes suivants : Compagnie française de prospection géologique, filiale française de la société américaine Rohm et Haas (plastiques), C.N.R.S. (laboratoire d'archéologie et étude des civilisations d'Afrique orientale), Ecole des mines (informatique appliquée à la géologie), Ecole des télécommunications, laboratoires anglais Searle de recherches pharmaceutiques, Société de gestion des risques (assurances), université de Nice (laboratoire de sciences naturelles et de géologie), chambre de commerce des Alpes-Maritimes (école supérieure de commerce), Bureau de recherches géologiques et minières (dépouillement des données), Oréal.

Devant ce succès, une nouvelle demande de création de zone d'aménagement concerté (ZAC) était agréée par les pouvoirs publics en septembre dernier : 25 hectares (sur 33) sont déjà vendus ou sous option.

Auparavant on avait bien décidé d'élargir le programme de Sophia-Antipolis. C'est ainsi qu'est né, en 1970, le parc international d'activités scientifiques, industrielles et tertiaires de Valbonne, qui a pris son véritable départ en avril 1973, lorsque ce projet fut retenu par un comité interministériel d'aménagement du territoire.

De projets en études, 1975 est l'an I de la phase active de l'opération. Le parc international de Valbonne, c'est avant tout 2 400 hectares de terrains boisés (encore que l'incendie y ait fait quelques ravages) dans un secteur miraculeusement préservé, en bordure ou presque du littoral, à proximité de parcs départementaux et de cinq golfes dont un — celui de Mougins — est incorporé dans le parc. Nice, capitale du tourisme, Grasse, capitale des parfums, et Cannes dont le cinéma n'a fait que fixer une image de marque qui n'était plus à imposer sont proches. Il y a aussi tout près, Antibes (ouvrage de Vauban), Juan-les-Pins, Biot (verrières et musée Fernand-Léger), Mougins (Picasso), Vallauris (poteries et céramiques d'art), Valbonne, enfin, qui donne son nom au parc.

Un caractère « exemplaire »

Alpes-Maritimes) met au point un cahier des charges qui doit être la véritable charte de l'aménagement et de la protection du site.

A ce sujet, des retouches prévues dans le programme donnent quelques inquiétudes. Le centre mondial d'informatique d'Air France (location des places), par exemple, doit être installé sur 26 hectares avec des normes particulières et une architecture différente de ce qui est prévu ailleurs. D'autres entreprises souhaitent obtenir des dérogations à la charte et soutiennent qu'« il vaut mieux une réalisation que rien du tout... ». Le caractère « exemplaire » que veulent donner les pouvoirs publics à l'opération risque ainsi d'être compromis.

Malgré ces difficultés, tout semble prévu pour que le « plateau de Valbonne » devienne un « centre international de l'intelligence ». Les « managers » — de France, des Etats-Unis ou de Suède, principalement, mais aussi de Grande-Bretagne ou d'Allemagne — viennent sur place.

GEORGES REYMOND.

Chefs d'entreprises, vous avez d'aussi bonnes raisons que vos employés de vous installer à Evry. Plus quelques autres.

- La ville: elle existe, elle vit.**
Les écoles, le centre commercial régional et l'Agora fonctionnent, 8000 logements abritent, dès cette année, les 20.000 premiers habitants des nouveaux quartiers.
Plus de 70 entreprises industrielles ont décidé de s'implanter dans l'un des 8 parcs industriels de la ville. Evry, c'est déjà une grande ville.
- La situation géographique: à 20 km. au sud de Paris.**
Paris est à 24 km par l'autoroute du sud ou la N 7 - Orly à 12 km - Bientôt la rocade autoroutière F6 reliera Evry à St-Quentin-en-Yvelines à l'ouest, et à Melun-Sénart à l'est.
Deux lignes SNCF permettent de joindre Evry à la gare de Lyon ou à la gare d'Austerlitz.
La nouvelle ligne SNCF sera achevée en Décembre 1975. Ses 4 gares seront aussi des noeuds d'échange avec le réseau RATP.
- Des prix compétitifs: de 100 à 140 F le m².**
Soit deux fois moins cher que la moyenne des prix pratiqués en proche banlieue et pour un terrain entièrement aménagé.
Outre le prix d'achat intéressant, les avantages financiers sont importants : redevance réduite à 25 F/m² construit, pas de T.L.E., pas de taxe sur les transports.
Vous bénéficiez, en plus, de conseils pour vos plans de financement et d'un soutien important pour vos démarches administratives, procédures d'agrément, permis de construire, réservations prioritaires de logements pour votre personnel. Evry, c'est la préfecture.
- Le choix: des terrains de 2.500 m² à 5 hectares.**
Parmi l'éventail très large de surfaces proposées, vous pourrez acheter un terrain ou mais aussi louer ou acquérir des locaux « clés en main » (750 m² à 10.000 m²).
Enfin les parcs industriels d'Evry ayant chacun une vocation particulière, vous aurez la possibilité de choisir le lieu d'implantation le plus en rapport avec votre type d'activité.

Tout cela vaut la peine de venir y voir de près. Il vous suffit de téléphoner ou d'écrire à M. VALLIN
Etablissement Public d'Aménagement - Service Promotion - Avenue de la Préfecture 91011 EVRY
Tél. 077.24.73
Télex: EPEVRY 60774 F

Monsieur _____
Société _____
Adresse _____

HEURY
VILLENUEVE

صك امان الاصل

Les régions

Trop loin de l'île...

Les « transfuges » n'ont plus la cote

« n'étaient pas corse ? En fait, je crois que l'on est corse lorsque l'on « se sent corse ». Dans ce cas-là, on peut être tout autant en Corse que dans le monde entier... »

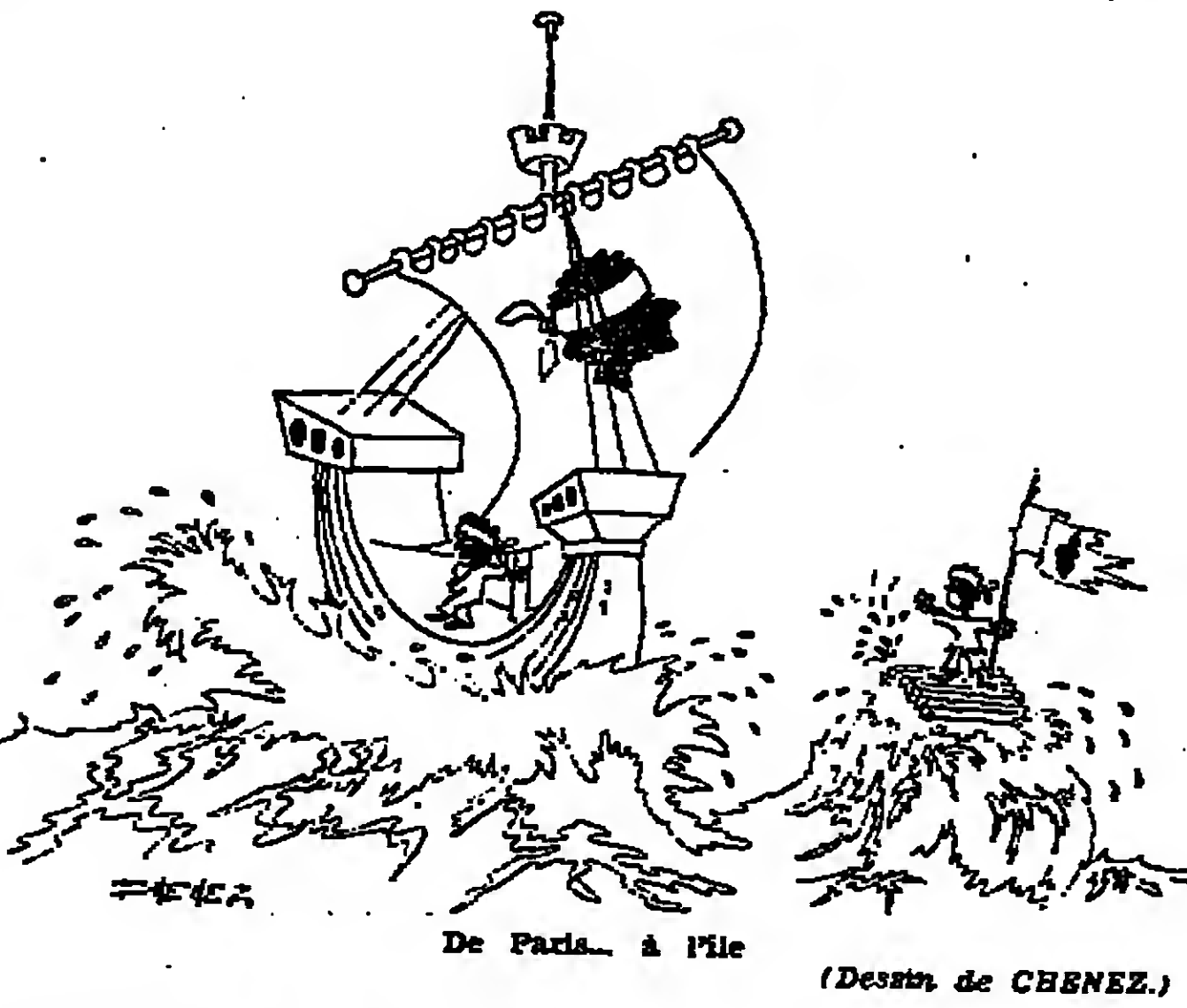
M^r Nicolas Alonzi, avocat à Paris, est député (radical de gauche) d'Ajaccio. Il commente par dire : « Ces querelles sont insignifiantes... »

Obscurantisme

M. Dominique Taddel, secrétaire national du parti socialiste, spécialement chargé des minorités culturelles, a, lui, des critères liés à la réponse à cette question : « La qualité de Corse dépend du nom de la généalogie... »

LA CORSE DE LA DISCORDE

CORSE de la discorde : dans l'île, des voix se font entendre qui demandent aux « pays » passés sur le continent s'ils pensent encore à leur terre natale et à ses difficultés. Le dossier est ouvert : les « transfuges » répondent.



RÉSISTANCE AU RÉFORMISME

POUR le mouvement Ghjustizia paolina, certaines données traditionnelles semblent aujourd'hui être remises en question, et aussi bien par les pouvoirs publics que par le peuple. Il dénonce les structures féodales corse et se dit fort de la confiance du « peuple ».

Mais, bientôt, les Corses ne tardent pas à s'apercevoir qu'ils avaient été utilisés pour un miracle économique qui allait se faire sans eux. En effet, loin d'enrayer l'exode chronique, l'Etat français a favorisé l'installation massive d'une population étrangère, jeune et dynamique, qui s'est emparée des rênes de la nouvelle économie.

Le renouveau culturel, l'affirmation linguistique, la recherche et la sauvegarde d'un patrimoine caché, l'indemnification à la terre, expliquent, aux yeux de Ghjustizia paolina, le réveil du nationalisme.

M. LIBERT BOU A L'ÉPREUVE DES EXTRÊMES

PARALLÈLEMENT aux organisations politiques existant en France continentale et aux mouvements autonomistes (ARC et P.P.C.A. qui déploient une activité publique), la Corse compte deux mouvements clandestins : l'ex F.P.C.L. (Front paysan corse de libération), dissous par le conseil des ministres du 30 janvier 1974, et Ghjustizia paolina.

De son côté, Ghjustizia paolina n'avait jusqu'ici publié que de courts textes. L'un des plus importants (18 juillet 1974) rappelait que « la nation corse indépendante, vaincue à Ponte-Novo, subsistait depuis deux siècles le carcan du colonialisme français et attendait la réalisation de promesses stériles ».

date remontant au 12 janvier 1975 (coup de feu contre des immeubles arbitraires des services publics à Ajaccio).

De son côté, Ghjustizia paolina n'avait jusqu'ici publié que de courts textes. L'un des plus importants (18 juillet 1974) rappelait que « la nation corse indépendante, vaincue à Ponte-Novo, subsistait depuis deux siècles le carcan du colonialisme français et attendait la réalisation de promesses stériles ».

centre 1974 à Ajaccio contre la direction départementale de l'équipement. L'Harve de l'U.F.P.C.L. Ghjustizia paolina a toujours fait preuve d'une grande discrétion pour exprimer son point de vue. Le F.P.C.L. pour sa part, réclame notamment l'expulsion de tous les colons installés en Plaine orientale ; le remplacement des fonctionnaires « français » par des fonctionnaires corse ; la négociation avec le gouvernement français sur le statut de l'île, « qui doit être considérée comme une nation ».

Quant aux autonomistes, qui avaient au départ accordé un préjugé assez favorable à la mission de M. Bou, ils reprennent peu à peu leurs distances, et le docteur Edmond Simeoni, porte-parole de l'ARC, déclare : « M. Bou échouera dans sa mission en regard de la sociologie locale (fraude électorale et élus dissidents). Mais même si M. Bou devrait réaliser certaines de ses objectifs, le véritable problème ne

serait pas réglé, car le maintien des institutions coloniales actuelles produirait indubitablement les mêmes effets nocifs ».

Quant aux autonomistes, qui avaient au départ accordé un préjugé assez favorable à la mission de M. Bou, ils reprennent peu à peu leurs distances, et le docteur Edmond Simeoni, porte-parole de l'ARC, déclare : « M. Bou échouera dans sa mission en regard de la sociologie locale (fraude électorale et élus dissidents). Mais même si M. Bou devrait réaliser certaines de ses objectifs, le véritable problème ne

Délire et prétention

donne d'autres choix que celui de la violence ».

Anjourd'hui, Ghjustizia paolina rompt le silence. L'analyse que font ses responsables apparaît très proche de celle des autonomistes, mais on y retrouve la notion de « nation » alors que l'ARC et le F.P.C.L. se réfèrent en priorité à celle de « peuple corse ». Motif de cette prise de position : le trouble et la confusion que jette dans l'île l'arrivée de M. Libert Bou.

Président de la mission interministérielle et du Fonds d'ex-

(PUBLICITE) PROCÉDÉS S.A.I.R.E.S.

la seule solution contre le bruit

en 8 jours, nous pouvons éliminer les bruits extérieurs. Sur toutes fenêtres, nous adaptons des verres spéciaux, les mêmes qui isolent à Orly du sifflement des réacteurs. Notre procédé est le plus efficace et le plus esthétique et le moins coûteux. (Paris et 100 km.) SAÏRES - 49 ter, rue de Flandre, 75019 PARIS - Tél. 206-50-13.

(PUBLICITE) LE LIMOUSIN, VOUS CONNAISSEZ ?

Bien sûr, qui ne connaît le LIMOUSIN, région touristique agréable, entourée d'un environnement naturel préservé, peuplée de lacs et de forêts, où il est si bon de faire de la route, du cheval ou des promenades en caïeche...

LOIRE DE PARIS

POUVOIR CHOISIR POUR MIEUX ACHETER
PORTE DE VERSAILLES • 26 AVRIL • 11 MAI 1975 • 10h - 19h
Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h30

- Tous les luminaires
- Toutes les tendances de l'ameublement actuel
- Présentées par les meilleurs spécialistes

مكتبة الأصيل

سكزاتن الامصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

L'AMÉNAGEMENT DES HALLES

Plusieurs élus critiquent l'ambiguïté du mémoire préfectoral

Le Conseil de Paris a ouvert, le lundi 28 avril, sa session extraordinaire consacrée à l'aménagement du carreau des Halles. Au cours de la séance, les différents groupes ont exposé leurs observations sur le mémoire préfectoral qui présente un

essai de synthèse entre le projet de l'architecte espagnol Ricardo Bofill et celui de M. Bernard de La Tour d'Auvergne. La session s'est achevée ce mardi 29 avril.

Plusieurs élus de la majorité comme Mme Monique Garnier-Lançon (U.D.R.), MM. Pierre-Charles Krieg (U.D.R.) et, plus violemment, Jean Legaré (non inscrit) ont critiqué l'ambiguïté du mémoire préfectoral, tout en approuvant ses grandes lignes. On sait que ce mémoire élimine la maquette de M. Jean-Claude Bernard et propose l'étude d'un projet de compromis tenant compte des esquisses de MM. Ricardo Bofill et Bernard de La Tour d'Auvergne.

Les élus communistes, par la voix de M. Jean Gajet, ont dénoncé le « caractère capitalistique des fonds publics, les caducités financières au secteur privé et les contraintes politiques qui pèsent sur le débat ». M. Michel Salles (F.S.) a souligné « les risques que fait courir aux finances de la ville et de l'Etat la réalisation d'un projet coûteux qui ne cor-

respond pas aux besoins les plus pressants du quartier ». La proposition de M. Antoine Vall, membre du C.D.P., appuyé par MM. Lionel Assouad et Yves Mihoud, président du Conseil de Paris, sera remarquée. M. Veil a déclaré approuver l'étude du projet. Mais selon lui, cette étude devrait tenir compte du projet de M. Jean-Claude Bernard. Par cette proposition, le C.D.P., membre de la majorité, veut se démarquer de la solution de compromis élaborée, non sans mal, par la commission des Halles (Le Monde du 28 avril). Faut-il voir dans cette proposition un echo de l'ultime entente avant la session extraordinaire entre le président de la République et le président du Conseil de Paris, qui proposait une autre solution que celle qui a été finalement retenue et présentée par l'administration ? De telles attitudes ont fait dire à M. René Galy-Dejean (groupe

LA VIE ÉCONOMIQUE

Reconnaissant s'être trompé sur l'ampleur de la récession

Je n'exclus pas que le million de chômeurs soit atteint cette année, mais je ne le pense pas DÉCLARE M. FOURCADE

« Je n'exclus pas que le million de chômeurs soit atteint en France avant fin de l'année, mais je ne pense pas que ce sera le cas », a déclaré lundi soir 28 avril M. Fourcade, au cours du débat télévisé qui l'opposait à quatre journalistes.

Le ministre de l'économie et des finances, qui avait déclaré, en juin 1974, que l'étude de la situation « ne faisait pas apparaître de problème d'emploi », a admis s'être trompé, le nombre des demandes d'emploi ayant augmenté de 100 000 unités depuis. « Nous avons sous-estimé l'importance de la chute d'activité en France comme chez nos partenaires », le ministre espère que, cette fois, son plan de relance de l'investissement per-

mettra d'éviter une nouvelle déterioration. En revanche, M. Fourcade juge « surprenant » la hausse de prix dans l'industrie automobile : 12 à 13 % en six mois. « Je ferai le point de la question en juillet. Ces hausses ne m'inquiètent pas à me montrer plus libéral en matière de prix, comme le demande le patronat, qui réclame la liberté ».

Le ministre a ajouté, à propos des prix des logements, du bois et des véhicules, qui montent alors que la demande baisse : « La tendance naturelle, en France, est à augmenter les prix pour résoudre les problèmes, et cela avant de chercher toute autre solution ». Questionné sur d'autres points, M. Fourcade a apporté les précisions suivantes :

L'emprunt de 5 milliards aura un taux d'environ 10,20 %

● REPRISE ET INFLATION. — « La reprise des économies occidentales est certaine (...). Elle se profile en Allemagne. Si elle a lieu trop rapidement aux Etats-Unis, cela peut relancer l'inflation, y compris en Europe, du fait de la hausse des taux d'intérêt et des matières premières ». Si avait à abolir entre une inflation accompagnée d'une reprise économique et une relative stabilité des prix payés en monnaie nationale, M. Fourcade donne une réponse claire : « Il faut privilégier la lutte contre l'inflation, qui est le mal profond de l'économie française ». Le ministre a ajouté que le projet intérieur brut de la France avait augmenté d'environ 3,5 % en 1974 et qu'il progressait d'un taux compris entre 2 % et 3 %.

● FISCALITE ET ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE. — « Aucune baisse de T.V.A. n'est envisagée ». Mais « il n'y aura pas non plus d'impôt nouveau cette année. L'équilibre budgétaire devra être maintenu malgré les dépenses supplémentaires qui vont être engagées ». Cela sera possible car il est prévu que l'Etat a encaissé cette année avec retard (elles concernaient l'exercice 1974) du fait de la grève des P.T.T., grâce aussi aux remboursements faits tardivement par les collectivités locales à l'Etat. M. Fourcade est hostile au déficit budgétaire « même en période de chômage », car cela crée à l'étranger de la défiance vis-à-vis du franc, à une époque

● LE PROCHAIN EMPRUNT DE 5 MILLIARDS. — Il ne sera pas indexé mais possèdera un taux d'intérêt de 10,20 à 10,25 %. Le rattachement de l'emprunt d'impôt sur le revenu pour les souscripteurs d'obligations (3 000 F de revenus annuels exonérés, au lieu de 2 000 F auparavant) devrait faciliter son placement.

où il faut emprunter pour combler le déficit des paiements. ● TAXATION DES PLUS-VALUES. — « Elle répond à un souci de justice fiscale » (imposer ceux qui échappent à l'impôt sur le revenu, parus qu'ils vivent de la réalisation régulière de plus-values), mais elle ne constitue pas en soi un impôt sur le capital. Elle ne concernera pas les plus-values occasionnelles et de faible importance, et ne s'appliquera qu'aux plus-values réalisées (une fois le bien revendu) et celles (c'est-à-dire supérieures au taux d'érosion monétaire), M. Fourcade a précisé qu'il était favorable à la connaissance des plus-values réalisées sur l'or, mais pas à leur taxation.

● IMPOSITION DES NON-SALARIES. — « Je trouve très injuste de faire une différence entre les revenus des petits artisans ou commerçants, basés presque uniquement sur le travail, et ceux des autres catégories de non-salarés, qui sont le travail personnel, c'est-à-dire du capital et du travail de salariés, a ajouté le ministre ; je crois fortement à la nécessité de l'égalité devant l'impôt. La contribution au renforcement de la lutte contre la fraude fiscale est l'égalité des taux devant l'impôt ».

● RÉFORME DES FINANCES LOCALES. — M. Fourcade n'est pas partisan d'un remboursement de T.V.A. aux collectivités locales « qui ne vendent rien ». Mais il souhaite une simplification des rapports entre les collectivités locales et l'Etat, ainsi qu'une réforme des structures de ces collectivités.

● DES « SACRIFICES » AUX COMMERÇANTS ? A propos de ses projets personnels, le ministre a déclaré « prématuré » la question de savoir s'il serait candidat aux élections législatives dans la région parisienne ou à Marmande, sa ville natale, dont il a inauguré dimanche la foire. Il avait, à cette occasion, élargissant un questionnement déclaré qu'il « n'était pas prêt de remettre en

Des réactions

● M. Jean-Claude Bernard : « Une mystification inattendue, comme « Contraintes à sortir de la réserve » habituelle, l'équipe d'ABC-Architecture publie une déclaration, dont nous extrayons les passages les plus intéressants. Un pompage à rentabilité est-il si sûr pour certains comme un anti-massacre, alors qu'il s'agit d'une mystification inattendue et prétendument technique ? Pourquoi un tel projet, qui n'est que la réalisation d'un parti pris, est-il présenté comme une réponse urbane pour ce quartier ancien ? Pourquoi un pastiche éclectique est-il présenté comme une synthèse historique, laquelle les Parisiens semblent invités à participer ? (...) Dans un autre texte, l'équipe de M. Bernard constate : « Le mémoire préfectoral présente une sorte de « panachage » des intentions des autres concepteurs. Ainsi, le seul projet expressément écarté par le préfet est celui, précisément, celui qui avait recueilli le maximum de suffrages lors de l'exposition des maquettes et obtenu le plus favorable de la part des associations de quartier. (...) »

● M. Ricardo Bofill : « Une synthèse historique, mais... Ma contribution consiste, affirme M. Ricardo Bofill, à surpasser à travers l'architecture un projet de synthèse pour l'avenir et même l'histoire. (...) La conception de notre projet correspond à de longues années de travail et nous ne sommes pas en mesure de recréer par d'autres architectes de notre propre conception. Le projet des halles doit correspondre à une architecture démocratique issue d'une concertation entre concepteur, réalisateur et utilisateur. (...) Enfin, M. Bofill fait remarquer que les associations du quartier des Halles ne se sont prononcées pour aucun projet, et qu'il ressort des avis émis par les visiteurs de l'exposition de l'hôtel de Ville un intérêt pour l'opération des halles et non un choix pour tel ou tel projet. (...) »

● Trente associations du centre de la capitale, dont l'Union des Champs-Élysées, demandent au Conseil de Paris que le futur projet d'aménagement du carreau « évite toute création d'une frontière à franchir, qu'elle monumentale, entre la zone des constructions et les jardins ». Les équipements socio-culturels prévus doivent être largement ouverts au quartier ainsi qu'à tout Paris.

● Le mouvement Génération sociale et libérale (Jeunes giscardiens) souhaite que l'aménagement des Halles comprenne un maximum d'espaces verts et d'équipements collectifs. Le comité de Paris de G.S.L. demande au Conseil de Paris de diffuser sa décision et ouvre un débat auprès de la population.

● RECTIFICATIF. — Le devis de l'opération des Halles (Le Monde du 29 avril) est évalué à 1209 millions de francs contre 945 millions en avril 1974 (et non avril 1975 comme il a été indiqué par erreur, dans nos dernières éditions).

● L'AUTO-ROUTE A-86. — M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, ministre de Saint-Cyr (Hauts-de-Seine), vient de prendre position contre le tracé de l'auto-route A86 dans les forêts de l'ouest parisien : « Le nouveau tracé, après le déclassement, proposé par les services de l'équipement, n'a rien de nouveau. C'est le prix qui est nouveau. Pour quelques bouts de terrain, le prix passerait de 550 millions à près de 1 milliard de francs. Et les forêts ne seraient pas épargnées ! Je n'y suis donc pas favorable. »

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Relancer l'économie pour lancer un Plan

Annoncés par le président de la République le jour même de leur adoption en conseil des ministres, les mesures budgétaires, fiscales et financières choisies pour développer les investissements et soutenir l'emploi suscitent plus de scepticisme que d'approbation parmi les commen-

taires de la presse hebdomadaire. De la même façon, les grandes orientations du VII^e Plan, approuvées ce même 28 avril par le gouvernement et qui seront soumises au Conseil économique et social et au Parlement avant l'été, provoquent plus la critique que l'enthousiasme. « Le gouvernement a décidé de relancer l'activité économique, par l'investissement productif. L'Etat va injecter 27 milliards de francs dans la définition du mot d'investissement donné par le Dictionnaire économique et social de MM. Maurice Bouvier-Ajan, Jésus Drouot et Nicolas Fassinelli : « Dans une entreprise, l'investissement consiste à transformer une somme d'argent en moyens de travail (usines, machines, etc.) dans le but de produire des biens et services ». (...) »

● L'OPINION. — « Le C.G.E. (Commissariat général de l'équipement) voit « au moins une valeur de symbole » dans la coïncidence des mesures conjoncturelles de relance. (...) avec le premier trimestre 1975, les options du VII^e Plan au gouvernement ». Si l'estime que « la relance de l'investissement est opportune et judicieuse », il ne s'en étonne pas moins de constater que « l'opinion officielle, qui démentit il y a huit mois l'existence d'un problème de chômage, s'inquiète aujourd'hui de leur insuffisance ». Le changement de politique est également relevé dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR par François-Henri de Vilhien, qui assure que « les patrons se font les mains et que le plan Giscard pour le patronat. C'est une bonne affaire ». Et plus encore : « Une politique qui est loin d'être négligeable ». Car ce plan, explique-t-il, finalement est celui du patronat, qui a réussi à imposer au président de la République, inquiet de l'aggravation du chômage et désorienté par les erreurs de prévision des experts officiels, sa propre stratégie de relance à la crise. Pour un point de vue qui affirme depuis un an vouloir prendre ses distances à l'égard des puissances d'argent, il n'est pas très agréable d'avoir à reconnaître ainsi publiquement que, dans ce pays tel qu'il est, on ne peut pas se passer très longtemps des patrons de leur soutien et de leurs conseils. »

● L'OPINION. — « Cette phase de croissance brève ne sera pas la dernière. C'est un peu ainsi qu'en France l'économie française pendant toutes les prochaines années. » Cet avis est partagé par Michel Moussal, membre du secrétariat national du P.S.U., qui affirme dans l'hebdomadaire du P.S.U., TRIBUNE SOCIALISTE : « Le rapport Ripert pour le VII^e Plan

FRIX
HAUSSE DE 0.8 % EN MARS

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

CONSUMMATION

A PROPOS DE...

La préservation de l'environnement en Alsace

LE RHIN : un fleuve et une forêt

« La forêt revient de loin. Cette bonheurs a été lancée lundi 28 avril à l'ouverture du colloque organisé à Strasbourg sur le thème : « Forêt d'Alsace et environnement. »

Placé sous l'égide de l'École nationale du génie rural et de l'Office national des forêts, ce colloque, qui réunit des fonctionnaires, des universitaires, des ingénieurs et des techniciens, veut faire le point sur le rôle et sur la valeur de la forêt alsacienne, dénoncer les dangers qui la menacent, élaborer une politique forestière. Les conclusions en seront tirées au cours d'une table ronde à laquelle participera notamment le maire de Strasbourg, M. Pierre Pflimlin.

Si aujourd'hui la forêt alsacienne, en qualité et en quantité, dépasse très largement la moyenne nationale, ce n'est pas le fait du hasard. L'Alsacien est un forestier né ; il a l'amour de la forêt en même temps que celui de son pays. Malgré les vicissitudes de l'histoire, il a soigné ses forêts avec intelligence, persévérance et continuité », a déclaré M. Sailler, directeur régional de l'Office national des forêts. La sylviculture alsacienne est née de la synthèse de deux traditions longtemps rivales, opposant forestiers français et forestiers allemands. Les premiers pratiquaient exclusivement la régénération naturelle, les seconds étaient partisans résolus de la régénération artificielle au moyen de plantations à très forte densité. C'est sans doute à mi-chemin de ces deux extrêmes que réside la meilleure solution, a dit M. Sailler. C'est le mariage des forestiers alsaciens de l'école française et de ceux de l'école allemande qui ont permis de créer la forêt du Rhin.

On ne peut que partager les inquiétudes du directeur régional, qui estime que l'Alsace doit de définir soigneusement ce qui peut et doit être sauvé de ce véritable conservatoire biologique que représente la forêt du Rhin.

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

Région parisienne

Un marché aux bestiaux en Seine-et-Marne ?

Un marché aux bestiaux dans la région parisienne ? Depuis la fermeture de La Villette, c'est le problème de quelle centaine de milliers de têtes de bétail que la SICA (Société d'intérêt collectif agricole) « Paris-Thiens-Bétail ». Ils ont accepté lundi 28 avril de souscrire à une augmentation de capital pour permettre au projet d'être réalisé.

Le marché pourrait commencer à fonctionner dès l'automne prochain estime le président de la SICA, M. Mévius, un gros éleveur de l'Alsine, trésorier de la Fédération nationale bovine. Bouchers, négociants et éleveurs qui se sont associés dans cette affaire ont pris une option sur un terrain de 10 hectares dans la commune de Thiens (Seine-et-Marne) à proximité de Roissy. La construction du foirail, totalement recouvert, serait prévue dans le plan d'équipement des sols de la commune. Les trois sociétés d'études qui ont été contactées pour la construction se seraient engagées à terminer les travaux trois mois après le premier coup de pioche ou à verser des primes de retard. L'in-

vestissement total — terrain et bâtiments — serait de l'ordre de 6 millions de francs que financeraient soit le Crédit agricole avec des fonds communs soit les entreprises bananières traditionnelles. La rentabilité du marché serait atteinte pour des transactions de mille à mille cinq cents bovins par semaine. Il reste enfin à obtenir les permis de construire.

En bref, plusieurs conditions sont posées à la réalisation de ce projet. Ses promoteurs font valoir qu'ils ont « des appels politiques » et que « le marché ne coûtera pas un sou à l'Etat puisque c'est une affaire privée ». Voilà. D'autant que le terrain est à l'Etat, qui n'a d'intérêt pour ses créateurs que s'il se double par la suite d'un abattoir — va à l'encontre des souhaits formulés récemment dans un avis du conseil économique et social et dans le rapport de la commission d'enquête sur le marché de la viande : la suppression des cotations en vif et le paiement des animaux en poids de carcasse. — A. G.

LA VIE ÉCONOMIQUE

SALONS ET EXPOSITIONS

La Foire de Casablanca met en valeur la diversification du commerce extérieur marocain

Casablanca. — Les foires internationales ne donnent pas toujours un reflet exact de la situation économique du pays où elles se tiennent. Mais elles permettent au moins de faire le point sur l'état des relations commerciales entre ce pays et les autres et constituent, particulièrement dans les pays en voie de développement, un indicateur non négligeable. La vingt-sixième Foire internationale de Casablanca, qui a été inaugurée par le jeune prince héritier Sidi Mohamed, n'échappe pas à cette règle.

De notre envoyé spécial

C'est d'ailleurs par le pavillon français que le prince héritier, accompagné du premier ministre, M. Ahmed Osman, a commencé sa visite. Ce geste, à quelques jours du séjour officiel de M. Giscard d'Estaing, a été particulièrement remarqué et favorablement commenté. La participation française est, en effet, spécialement importante cette année : la surface d'exposition a plus que doublé, atteignant près de 2 000 mètres carrés.

AFFAIRES

MALGRÉ LES RÉTICENCES GÉNÉRALES M. Bousac paraît résolu à garder la direction de son groupe

M. Marcel Bousac, président du conseil de surveillance du Comptoir de l'industrie textile de France (société mère de son groupe), a décidé de convoquer une assemblée générale de la société le 8 mai prochain. Il pourrait, à cette occasion, nommer son neveu, M. Jean-Claude Bousac, à la présidence du conseil de l'I.T.F., poste laissé vacant par la démission, le 16 avril, de M. Claude-Alain Sarre. M. Bousac avait en outre décidé de modifier la composition du conseil de surveillance, dont avaient démissionné, le 18 avril, MM. Carat et Wateau. M. Bousac, qui en assurait jusqu'ici la présidence, pourrait céder celle-ci à l'un de ses amis personnels, M. Robert Félix. Ces changements, s'ils se vérifiaient, confirmeraient que M. Marcel Bousac a décidé de conserver l'entière responsabilité de la gestion de son groupe et de repousser définitivement le plan de redressement proposé par M. Sarre.

Une fois fait le point sur les pouvoirs publics et les banques qui, jusqu'à présent, semblaient fermement déterminés à faire appliquer ce plan ? M. Bousac a reçu le 28 avril M. Jean-Claude Bousac, mais on ignore le contenu de leur entretien. La tâche de la nouvelle équipe, qui devra convaincre les banquiers et les fournisseurs, est délicate, le sort de quinze mille salariés étant en jeu. Le sauvetage du groupe n'est cependant pas impossible, comme l'indique le rapport établi par M. Claude-Alain Sarre, dont nous publions ci-dessous les grandes lignes.

Le rapport de M. Claude-Alain Sarre, bien que sévère, n'est pas fondamentalement pessimiste. Le groupe Bousac, note-t-il en substance, souffre plus d'une mauvaise gestion que de vices structurels. La structure du bilan n'est pas mauvaise, dans la mesure où le rendement (200 millions environ) reste relativement faible au regard des actifs (grâce en partie à la réévaluation des stocks). L'outil industriel est dans l'ensemble acceptable, en dépit de quelques défauts (notamment les usines de Normandie, notamment) le groupe dispose en outre d'un personnel d'une fidélité à toute épreuve, d'actifs immobiliers faciles à utiliser et de quelques marques prestigieuses.

Depuis plusieurs années, les cadres supérieurs se sont succédés à une cadence accélérée. Il en est résulté un grand désordre dans les structures et une certaine incertitude au plan des décisions. La connaissance des prix de revient par usine reste approximative ; le contrôle de gestion n'y a pas remédié. Certaines firmes, jadis florissantes, ont complètement disparu faute de directeur (c'est le cas de Jalla). En outre les liaisons entre les filiales sont souvent défectueuses ; certains ateliers de tissage ne fonctionnent qu'à moitié, faute d'un approvisionnement suffisant en filés.

Le point le plus grave reste le contrôle de gestion. Il y a eu, par M. Jean-Claude Bousac, l'adaptation des capacités de ventes aux capacités de production. La carence notable des services commerciaux (dirigés par M. Jean-Claude Bousac) jointe à la concurrence croissante des importations sur des articles dont la société n'a pas su arrêter à temps la production ont provoqué une chute des ventes spectaculaire. Le chiffre d'affaires des activités textiles du groupe (850 millions de francs environ) stagne en valeurs depuis quatre ans, ce qui, compte tenu de la dépréciation monétaire, revient à une baisse en volume. Or la production n'a pas diminué en proportion, en dépit de mises au chômage partiel (les horaires ont souvent été ramenés à trente-deux heures) qui n'ont servi qu'à allonger un peu plus les charges d'exploitation. D'où un alourdissement des stocks. On comprend dès lors l'insistance des banquiers pour faire appliquer un plan de redressement énergique.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

PRIX

HAUSSE DE 0,8 % EN MARS

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,8 % en mars par rapport à février. L'indice des deux cent quatre-vingt-cinq postes calculé par l'Institut national de la statistique (base 100 en 1970) s'est inscrit à 148,2 en mars contre 147 en février. Par rapport à mars 1974, la hausse est de 13,4 %. Calculé sur les trois derniers mois, le rythme annuel d'inflation est de 11,2 %. La hausse de mars se décompose ainsi : + 1,1 % pour les produits alimentaires, + 0,7 % pour les produits industriels et les services. Le mois précédent, les hausses enregistrées pour ce même groupe avaient été respectivement de 0,9 % et 0,8 %. Si dans les prix des produits manufacturés et des services manifestent une tendance à la décelération, ceux des produits alimentaires ont à nouveau fortement augmenté, du fait notamment des relevements des prix agricoles à la production décidés en février à Bruxelles et qui ont commencé à s'appliquer dès mars sur les produits laitiers. Les hausses des produits alimentaires les plus fortes ont porté sur le lait et les fromages (+ 2,5 % en mars), les corps gras et le beurre (+ 1,4 %), les fruits et légumes (+ 1,1 %) et la viande (+ 1,1 %). Malgré cette inégale tendance, la décelération d'ensemble se confirme trimestre après trimestre comme le montre le tableau ci-dessous :

	1974				1975
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	
Ensemble	4,2	4,0	3,2	3,0	2,7
Produits alimentaires	5,0	3,6	2,1	2,9	2,6
Produits manufacturés	2,1	4,3	3,9	3,1	2,7
Services	5,8	3,0	3,2	3,1	2,8

CONSOMMATION

Onze organisations d'usagers proposent une charte nationale

Une proposition de loi-cadre remplace l'I.N.C. par un institut technique au service des consommateurs

« La fonction de consommation est un droit de l'homme ; il est, en conséquence, indispensable d'établir un droit de la consommation reconnu par l'ensemble des partenaires économiques et sociaux dans les faits. C'est en ces termes que les onze organisations françaises de consommateurs (1) introduisent la proposition de loi-cadre (et les textes d'application) qu'elles vont soumettre au gouvernement et aux partis politiques. Ce document, d'une trentaine de pages, rendu public ce mardi 29 avril, ne manquera pas d'être rudement commenté dans divers groupements professionnels dont il met en cause les intérêts. Il note que « la fonction de consommation ne s'applique pas exclusivement aux consommateurs individuels, mais aussi aux consommations collectives (transports, loisirs, culture, santé, habitat, environnement). Il est nécessaire d'assurer un contre-poids réel et efficace aux producteurs et distributeurs, qui ont en la possibilité de se regrouper pour accroître leur efficacité économique, en permettant au consommateur de se poser en véritable agent économique à part entière ».

Reconnaissance du droit de contrôle des consommateurs sur la qualité des produits, leur sécurité, leur prix, aussi bien que la distribution des biens et services ; droit d'expression des usagers sur les orientations de la

production et les structures du marché ; tels sont les deux objets principaux de ce texte. La jurisprudence a d'ailleurs commencé à reconnaître quelques droits au consommateur. Le slogan : « Savez-vous, impossible de trouver moins cher », est devenu un droit de condamner, sur plainte d'un consommateur, un vendeur de produits de mauvaise qualité, pour publicité mensongère ; à l'occasion de la mise en vente du Guide des médicaments les plus courants, du docteur Pradal, la Fédération des coopératives de consommation a obtenu la reconnaissance judiciaire du droit des consommateurs à être informés.

À l'avenir, qui pourra être habilité à parler au nom des consommateurs, à demander aux pouvoirs publics d'intervenir pour leur protection dans tel ou tel domaine énumérés par le texte des onze ? Ceux-ci répondent, sans ambiguïté, que cela ne peut être que les représentants légaux des consommateurs. Ce qui constitue un désaveu implicite très net de l'orientation que le directeur de l'Institut national de la consommation, M. Bégin, cherchait à imposer à cet organisme. Les onze prennent en effet parti contre « toute tentative, qui consisterait d'y faire apparaître existant l'I.N.C. comme l'expression unique des consommateurs ».

Lever les ambiguïtés

Pour lever les ambiguïtés, ils proposent de supprimer l'organisme qu'avait créé une loi de décembre 1966, pour le remplacer par un Institut technique de la consommation, « au service des organisations de consommateurs et des consommateurs individuels », le rôle de représentation et de défense des consommateurs

Des réformes multiples

La proposition de loi-cadre des onze organisations de consommateurs formule toute une série de suggestions pratiques. Voici les principales :

● PROTECTION DE LA SANTÉ DU CONSOMMATEUR : sur décision du juge d'instruction ou ordonnance en référé du président du tribunal de grande instance, « tout bien ou service présentant un danger pour la santé ou la sécurité... devra être immédiatement retiré du marché ». Le fait d'avoir offert à la vente ce produit ou ce service sera passible de pénalités.

● INFORMATION DE L'ACHETEUR : toutes les clauses engageant le consommateur et précisant les prestations qui lui incombent [devront] être rédigées en caractères apparents et de manière claire ; à défaut, elles seront réputées non écrites. Avant toute conclusion d'un contrat, le producteur ou prestataire de services aura l'obligation de renseigner exactement le consommateur... et de le conseiller. Les organisations de consommateurs auront une liberté totale d'expression ; elles pourront notamment « citer nommément des marques ».

● CONTRÔLE DE LA PUBLICITE : le consommateur disposera du « droit à un véritable contrôle de la publicité, notamment par un droit de réponse sur

tous les supports de publicité. Aucun secret de fabrication ou administratif, à l'exclusion des impératifs de la défense nationale, ne pourra venir limiter ce droit à l'information. La violation de ce droit sera punie de deux mois à un an de prison, peine doublée en cas de récidive.

● CONTRÔLE DE LA DISTRIBUTION : les organisations de consommateurs seront représentées « dans toute entreprise publique ou privée de distribution ou de prestations de services » d'un certain poids. Les surfaces de vente de plus de 500 m² devront mettre à la disposition de ces organisations un emplacement leur permettant de conseiller les acheteurs.

● FORMATION DES CONSOMMATEURS : elle devra être donnée dès l'école et se poursuivre grâce à l'éducation nationale, à la radio, à la T.V., avec la participation des organisations de consommateurs. Les militants de ces organisations pourront user de leurs responsabilités et suivre des stages indemnisés de formation.

● ACTION EN JUSTICE : les consommateurs individuels pourront bénéficier de l'assistance judiciaire, aide qui sera accordée d'office dans les parties litigieuses. Les frais d'expertise éventuels seront à la charge du vendeur

M. CHIRAC à INAUGURÉ LA FOIRE DE PARIS

Durant près de deux heures, lundi matin 28 avril, M. Jacques Chirac a inauguré la Foire internationale de Paris, sous la conduite de M. Paul Laband, président de la Chambre de commerce et d'industrie, et en compagnie de MM. Sépar, ministre du commerce extérieur et d'Ornano, ministre de l'Industrie. Le premier ministre, qui pour la première fois, procédait à une telle inauguration, s'est longuement arrêté dans les stands, et il a été parfois applaudi par quelques visiteurs et des exposants. Dans une brève allocution, M. Chirac a estimé que les mesures de relance des investissements productifs « se situent au moment souhaitable dans un secteur particulièrement sensible ». Il a estimé que la Foire de Paris « prouve le dynamisme des industriels français et étrangers, et qu'elle constitue un effort notable pour l'économie ». Elle représente une œuvre positive que les industriels français comprennent ».

CONSO

Onze organisations d'usagers proposent une charte nationale

Une proposition de loi-cadre remplace l'I.N.C. par un institut technique au service des consommateurs

« La fonction de consommation est un droit de l'homme ; il est, en conséquence, indispensable d'établir un droit de la consommation reconnu par l'ensemble des partenaires économiques et sociaux dans les faits. C'est en ces termes que les onze organisations françaises de consommateurs (1) introduisent la proposition de loi-cadre (et les textes d'application) qu'elles vont soumettre au gouvernement et aux partis politiques. Ce document, d'une trentaine de pages, rendu public ce mardi 29 avril, ne manquera pas d'être rudement commenté dans divers groupements professionnels dont il met en cause les intérêts. Il note que « la fonction de consommation ne s'applique pas exclusivement aux consommateurs individuels, mais aussi aux consommations collectives (transports, loisirs, culture, santé, habitat, environnement). Il est nécessaire d'assurer un contre-poids réel et efficace aux producteurs et distributeurs, qui ont en la possibilité de se regrouper pour accroître leur efficacité économique, en permettant au consommateur de se poser en véritable agent économique à part entière ».

Reconnaissance du droit de contrôle des consommateurs sur la qualité des produits, leur sécurité, leur prix, aussi bien que la distribution des biens et services ; droit d'expression des usagers sur les orientations de la

production et les structures du marché ; tels sont les deux objets principaux de ce texte. La jurisprudence a d'ailleurs commencé à reconnaître quelques droits au consommateur. Le slogan : « Savez-vous, impossible de trouver moins cher », est devenu un droit de condamner, sur plainte d'un consommateur, un vendeur de produits de mauvaise qualité, pour publicité mensongère ; à l'occasion de la mise en vente du Guide des médicaments les plus courants, du docteur Pradal, la Fédération des coopératives de consommation a obtenu la reconnaissance judiciaire du droit des consommateurs à être informés.

À l'avenir, qui pourra être habilité à parler au nom des consommateurs, à demander aux pouvoirs publics d'intervenir pour leur protection dans tel ou tel domaine énumérés par le texte des onze ? Ceux-ci répondent, sans ambiguïté, que cela ne peut être que les représentants légaux des consommateurs. Ce qui constitue un désaveu implicite très net de l'orientation que le directeur de l'Institut national de la consommation, M. Bégin, cherchait à imposer à cet organisme. Les onze prennent en effet parti contre « toute tentative, qui consisterait d'y faire apparaître existant l'I.N.C. comme l'expression unique des consommateurs ».

Pour lever les ambiguïtés, ils proposent de supprimer l'organisme qu'avait créé une loi de décembre 1966, pour le remplacer par un Institut technique de la consommation, « au service des organisations de consommateurs et des consommateurs individuels », le rôle de représentation et de défense des consommateurs

La proposition de loi-cadre des onze organisations de consommateurs formule toute une série de suggestions pratiques. Voici les principales :

● PROTECTION DE LA SANTÉ DU CONSOMMATEUR : sur décision du juge d'instruction ou ordonnance en référé du président du tribunal de grande instance, « tout bien ou service présentant un danger pour la santé ou la sécurité... devra être immédiatement retiré du marché ». Le fait d'avoir offert à la vente ce produit ou ce service sera passible de pénalités.

● INFORMATION DE L'ACHETEUR : toutes les clauses engageant le consommateur et précisant les prestations qui lui incombent [devront] être rédigées en caractères apparents et de manière claire ; à défaut, elles seront réputées non écrites. Avant toute conclusion d'un contrat, le producteur ou prestataire de services aura l'obligation de renseigner exactement le consommateur... et de le conseiller. Les organisations de consommateurs auront une liberté totale d'expression ; elles pourront notamment « citer nommément des marques ».

● CONTRÔLE DE LA PUBLICITE : le consommateur disposera du « droit à un véritable contrôle de la publicité, notamment par un droit de réponse sur

tous les supports de publicité. Aucun secret de fabrication ou administratif, à l'exclusion des impératifs de la défense nationale, ne pourra venir limiter ce droit à l'information. La violation de ce droit sera punie de deux mois à un an de prison, peine doublée en cas de récidive.

● CONTRÔLE DE LA DISTRIBUTION : les organisations de consommateurs seront représentées « dans toute entreprise publique ou privée de distribution ou de prestations de services » d'un certain poids. Les surfaces de vente de plus de 500 m² devront mettre à la disposition de ces organisations un emplacement leur permettant de conseiller les acheteurs.

● FORMATION DES CONSOMMATEURS : elle devra être donnée dès l'école et se poursuivre grâce à l'éducation nationale, à la radio, à la T.V., avec la participation des organisations de consommateurs. Les militants de ces organisations pourront user de leurs responsabilités et suivre des stages indemnisés de formation.

● ACTION EN JUSTICE : les consommateurs individuels pourront bénéficier de l'assistance judiciaire, aide qui sera accordée d'office dans les parties litigieuses. Les frais d'expertise éventuels seront à la charge du vendeur

La proposition de loi-cadre des onze organisations de consommateurs formule toute une série de suggestions pratiques. Voici les principales :

● PROTECTION DE LA SANTÉ DU CONSOMMATEUR : sur décision du juge d'instruction ou ordonnance en référé du président du tribunal de grande instance, « tout bien ou service présentant un danger pour la santé ou la sécurité... devra être immédiatement retiré du marché ». Le fait d'avoir offert à la vente ce produit ou ce service sera passible de pénalités.

● INFORMATION DE L'ACHETEUR : toutes les clauses engageant le consommateur et précisant les prestations qui lui incombent [devront] être rédigées en caractères apparents et de manière claire ; à défaut, elles seront réputées non écrites. Avant toute conclusion d'un contrat, le producteur ou prestataire de services aura l'obligation de renseigner exactement le consommateur... et de le conseiller. Les organisations de consommateurs auront une liberté totale d'expression ; elles pourront notamment « citer nommément des marques ».

● CONTRÔLE DE LA PUBLICITE : le consommateur disposera du « droit à un véritable contrôle de la publicité, notamment par un droit de réponse sur

tous les supports de publicité. Aucun secret de fabrication ou administratif, à l'exclusion des impératifs de la défense nationale, ne pourra venir limiter ce droit à l'information. La violation de ce droit sera punie de deux mois à un an de prison, peine doublée en cas de récidive.

● CONTRÔLE DE LA DISTRIBUTION : les organisations de consommateurs seront représentées « dans toute entreprise publique ou privée de distribution ou de prestations de services » d'un certain poids. Les surfaces de vente de plus de 500 m² devront mettre à la disposition de ces organisations un emplacement leur permettant de conseiller les acheteurs.

● FORMATION DES CONSOMMATEURS : elle devra être donnée dès l'école et se poursuivre grâce à l'éducation nationale, à la radio, à la T.V., avec la participation des organisations de consommateurs. Les militants de ces organisations pourront user de leurs responsabilités et suivre des stages indemnisés de formation.

● ACTION EN JUSTICE : les consommateurs individuels pourront bénéficier de l'assistance judiciaire, aide qui sera accordée d'office dans les parties litigieuses. Les frais d'expertise éventuels seront à la charge du vendeur

AFFAIRES

MALGRÉ LES RÉTICENCES GÉNÉRALES M. Bousac paraît résolu à garder la direction de son groupe

M. Marcel Bousac, président du conseil de surveillance du Comptoir de l'industrie textile de France (société mère de son groupe), a décidé de convoquer une assemblée générale de la société le 8 mai prochain. Il pourrait, à cette occasion, nommer son neveu, M. Jean-Claude Bousac, à la présidence du conseil de l'I.T.F., poste laissé vacant par la démission, le 16 avril, de M. Claude-Alain Sarre. M. Bousac avait en outre décidé de modifier la composition du conseil de surveillance, dont avaient démissionné, le 18 avril, MM. Carat et Wateau. M. Bousac, qui en assurait jusqu'ici la présidence, pourrait céder celle-ci à l'un de ses amis personnels, M. Robert Félix. Ces changements, s'ils se vérifiaient, confirmeraient que M. Marcel Bousac a décidé de conserver l'entière responsabilité de la gestion de son groupe et de repousser définitivement le plan de redressement proposé par M. Sarre.

Une fois fait le point sur les pouvoirs publics et les banques qui, jusqu'à présent, semblaient fermement déterminés à faire appliquer ce plan ? M. Bousac a reçu le 28 avril M. Jean-Claude Bousac, mais on ignore le contenu de leur entretien. La tâche de la nouvelle équipe, qui devra convaincre les banquiers et les fournisseurs, est délicate, le sort de quinze mille salariés étant en jeu. Le sauvetage du groupe n'est cependant pas impossible, comme l'indique le rapport établi par M. Claude-Alain Sarre, dont nous publions ci-dessous les grandes lignes.

Le rapport de M. Claude-Alain Sarre, bien que sévère, n'est pas fondamentalement pessimiste. Le groupe Bousac, note-t-il en substance, souffre plus d'une mauvaise gestion que de vices structurels. La structure du bilan n'est pas mauvaise, dans la mesure où le rendement (200 millions environ) reste relativement faible au regard des actifs (grâce en partie à la réévaluation des stocks). L'outil industriel est dans l'ensemble acceptable, en dépit de quelques défauts (notamment les usines de Normandie, notamment) le groupe dispose en outre d'un personnel d'une fidélité à toute épreuve, d'actifs immobiliers faciles à utiliser et de quelques marques prestigieuses.

Depuis plusieurs années, les cadres supérieurs se sont succédés à une cadence accélérée. Il en est résulté un grand désordre dans les structures et une certaine incertitude au plan des décisions. La connaissance des prix de revient par usine reste approximative ; le contrôle de gestion n'y a pas remédié. Certaines firmes, jadis florissantes, ont complètement disparu faute de directeur (c'est le cas de Jalla). En outre les liaisons entre les filiales sont souvent défectueuses ; certains ateliers de tissage ne fonctionnent qu'à moitié, faute d'un approvisionnement suffisant en filés.

Le point le plus grave reste le contrôle de gestion. Il y a eu, par M. Jean-Claude Bousac, l'adaptation des capacités de ventes aux capacités de production. La carence notable des services commerciaux (dirigés par M. Jean-Claude Bousac) jointe à la concurrence croissante des importations sur des articles dont la société n'a pas su arrêter à temps la production ont provoqué une chute des ventes spectaculaire. Le chiffre d'affaires des activités textiles du groupe (850 millions de francs environ) stagne en valeurs depuis quatre ans, ce qui, compte tenu de la dépréciation monétaire, revient à une baisse en volume. Or la production n'a pas diminué en proportion, en dépit de mises au chômage partiel (les horaires ont souvent été ramenés à trente-deux heures) qui n'ont servi qu'à allonger un peu plus les charges d'exploitation. D'où un alourdissement des stocks. On comprend dès lors l'insistance des banquiers pour faire appliquer un plan de redressement énergique.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

Rejeté par M. Bousac, ce plan a séduit les pouvoirs publics. Il n'est pas douteux qu'il serait appliqué si la nouvelle équipe mise en place par M. Bousac s'avérait incapable de redresser rapidement la situation. Le sera-t-elle ? On est fort sceptique dans les milieux industriels et financiers. — V.M.

COMMERCE ET ARTISANAT

Plusieurs centaines d'adhérents du CID-UNATI ont manifesté

La journée du 28 avril a été marquée par plusieurs manifestations du CID-UNATI. Réunies à Versailles, plus de mille cinq cents adhérents du mouvement ont participé à un meeting, puis se sont ensuite rendus à pied à Paris derrière les marcheurs pacifistes et à vingt jours de Rochefort-sur-Mer (Charente-Maritime). Une délégation, conduite par M. Reynier, secrétaire général du mouvement a été reçue dans l'après-midi par un collaborateur de M. Giscard d'Estaing. Elle lui a remis un « cahier » de revendications. M. Reynier s'est déclaré déçu de n'avoir pas rencontré le président de la République. Un léger incident a opposé dans la soirée la police et les vingt-huit passagers d'un car de manifestants toulousains qui

ont été interpellés et conduits au commissariat du quatorzième arrondissement. Selon la police, alors que la vérification d'identité touchait à sa fin, un petit groupe de sympathisants avait tenté d'entrer dans le commissariat. Une brève échauffourée s'est alors produite. L'un des manifestants, accusé d'avoir mordu l'oreille d'un gardien de la paix, a été retenu par la police.

De son côté, M. Gérard Nicoud, parlant devant deux mille cinq cents adhérents du CID-UNATI, à La Bâtie-Montgasson (Isère), a lancé un « avertissement aux pouvoirs publics ». Il devait tenir une conférence de presse à Paris ce mardi 29 avril en fin de matinée.

Le retour aux sources de M. Nicoud

Grenoble. — La machine à remonter le temps serait-elle une invention dauphinoise ? On l'aurait qu'on l'aurait à La Tour-du-Pin, tant il y avait de similitude entre la harangue prononcée, lundi 28 avril, par Gérard Nicoud et les meetings qu'animeait, il y a trois ou quatre ans, le petit cafer de La Bâtie-Montgasson, au plus fort de la crise des commerçants et artisans indépendants. Laisant aux autres membres de la collégiale le soin de représenter officiellement le mouvement dans la manifestation de Paris, Gérard Nicoud, démissionnaire après huit mois de présidence à la CANAM, avait souhaité renouer avec la base — deux mille cinq cents personnes environ venues en voitures particulières ou en cars, de Lyon et des départements de la région Rhône-Alpes, de l'Ain, de la Drôme et de la Savoie — en particulier. M. Nicoud, militaire, service d'ordre et pétardier, une kermesse un peu trop « encadrée » pour être sympathique.

Debout sur le plateau d'un camion, entre son portrait géant et un mannequin à l'effigie du ministre de l'économie et des finances — que les manifestants brûleront un peu plus tard devant la sous-préfecture, Gérard Nicoud a abordé les questions fiscales et notamment le projet de taxe professionnelle. « Si nous n'alertons pas tous nos députés et si nous laissons le projet entre les mains des technocrates, nous risquons d'avoir un monstre bien plus hideux que la patente. » Des délégations, a-t-il annoncé, vont être formées pour rendre visite aux parlementaires et leur rappeler — formule déjà entendue — que s'ils votent à Paris, ils sont élus en province.

Cette fois-ci, que le CID-UNATI combat aujourd'hui avec la même ardeur qu'hier, Gérard Nicoud voudrait qu'elle soit « bonne et juste » : « On nous reproche de frauder, mais le principe a été érigé en véritable institution par l'administration des finances, si bien que le commerçant qui ne fraude pas est, en définitive, pénalisé. » Avant l'égalité des devoirs, le CID-UNATI réclame « l'égalité des droits devant l'impôt ». « Que l'on poursuive d'abord

De notre correspondant

les grands fraudeurs et que l'on cesse de nous faire porter le chapeau. » De toute évidence, l'attaque contre le projet de taxe professionnelle n'a pas été excessive. Les dirigeants du CID-UNATI ont été sensibles, semble-t-il, au fait que « pour la première fois depuis six ans » le ministre de l'économie et des finances les a reçus — le vendredi 25 avril — et qu'il s'est montré, à l'occasion de la discussion, favorable au calcul de cet impôt sur la masse salariale et le valeur locative plutôt que sur les bénéfices.

Cet espoir d'être entendu, même partiellement, explique que le rendez-

vous de La Tour-du-Pin se soit déroulé dans le calme : « simple avertissement aux pouvoirs publics. Il s'agit de faire la démonstration de notre détermination », a conclu Gérard Nicoud. « Mais attention, a-t-il ajouté, si un dialogue ne s'ouvre pas dans les semaines à venir, de la simple colère nous passerons au désespoir, et nous savons que le désespoir engendre toujours la violence... »

Après s'être rendus à pied devant la sous-préfecture de La Tour-du-Pin, dont « respectueux de l'ordre » ils ne se sont pas approchés à plus de 50 mètres, les manifestants ont formé un cortège motorisé qui s'est dirigé sur la RN 6 en direction de Lyon.

BERNARD ELIE.

SYNDICATS

APRÈS SON CONSEIL NATIONAL
La C.F.D.T. souligne l'importance
des « contestations de l'ordre social »
en dehors de l'entreprise

Les dirigeants de la C.F.D.T. ont commenté, le lundi 28 avril, les travaux du conseil national de leur organisation qui s'est tenu à la fin de la semaine dernière à Paris. Ils ont souligné l'importance de « multiples contestations de l'ordre social » qui se manifestent par les femmes, les lycéens, les magistrats, les soldats, les groupes de médecins. Dans la crise actuelle, « c'est bien tout le système politique, économique et social qui est en question. Dans ce combat global, le terrain de lutte principal demeure l'entreprise, mais les autres deviennent de plus en plus importants, car ils contribuent à mettre en cause la société capitaliste ».

La C.F.D.T. admet que le climat de combativité parmi les travailleurs n'est pas encore très élevé. Elle estime que « dans l'immédiat » la stratégie doit être orientée « vers le développement d'actions efficaces sur des problèmes concrets ». Les revendications doivent être « crédibles », c'est-à-dire tenir compte des rapports de forces. A propos des relations entre les partis et les syndicats, M. Edmond Maître a rappelé qu'il n'existe pas de séparation au niveau du champ d'action, ni d'inégalité de droit, mais que la différenciation se situe uniquement sur le plan des fonc-

tions. Les rapports entre section syndicale et section politique d'entreprise constituent, pour le secrétaire général de la C.F.D.T., le thème « le plus actuel, le plus riche, le plus lié à l'action syndicale » et sera l'un des principaux thèmes d'intérêt du prochain congrès. La volonté de la C.F.D.T. sur ce point est d'éviter toute confusion inhérente à un cumul de fonctions.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS
DU « MONDE »

Les associés de la société civile à capital variable, Les rédacteurs du « Monde », sont convoqués le mercredi 14 mai 1975, à 15 h. 30, au siège de la société, 5, rue des Italiens, Paris-8^e, pour y tenir l'assemblée générale ordinaire.

- A l'ordre du jour :
- Admission de nouveaux membres ;
 - Comptes de l'exercice ;
 - Rapport du conseil d'administration ;
 - Election de cinq membres du conseil d'administration ;
 - Questions diverses.

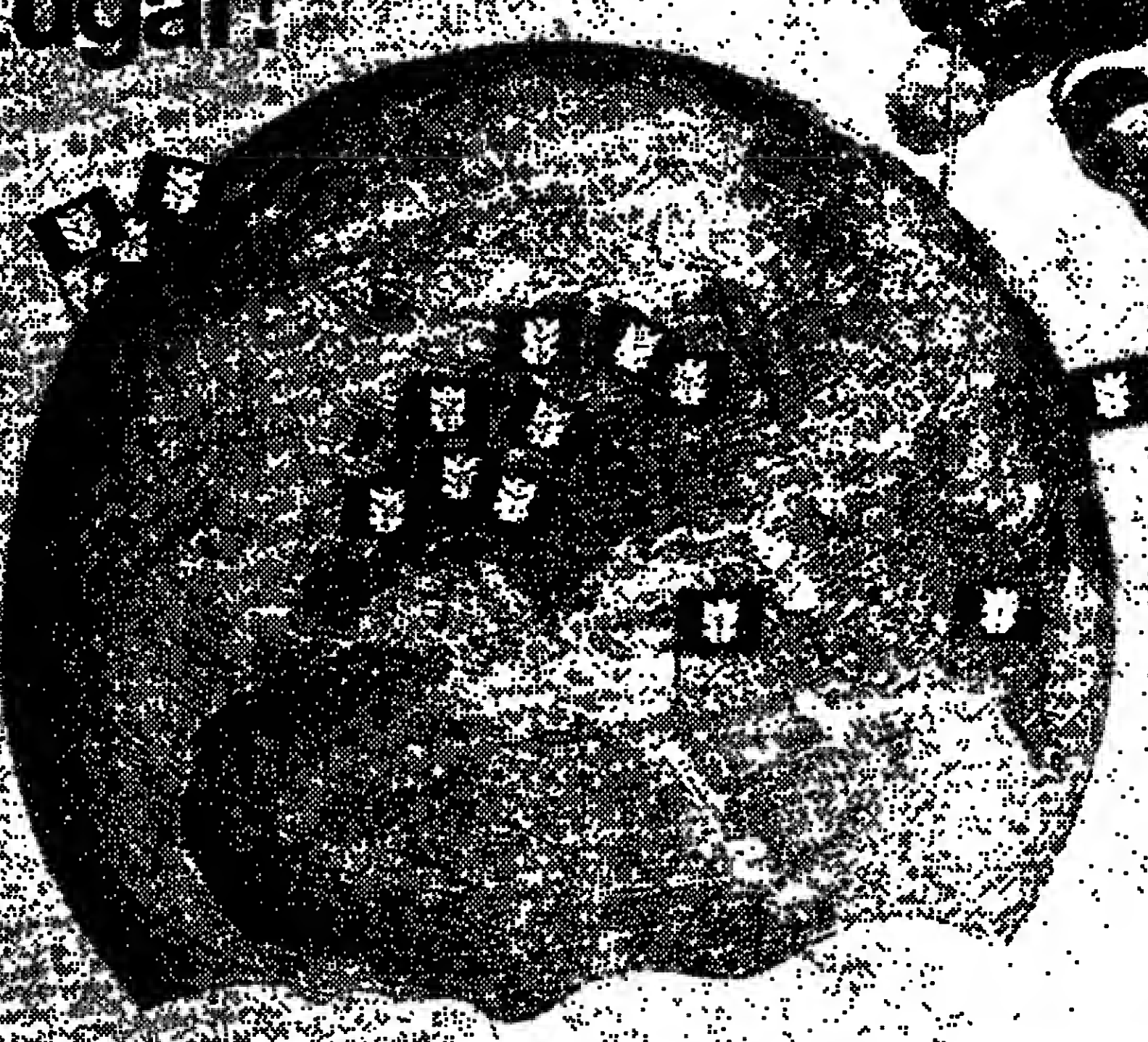
AUTOMOBILE

DEUX NOUVELLES
VOITURETTES ÉLECTRIQUES
À LA FOIRE DE PARIS

Les visiteurs de la Foire de Paris peuvent voir depuis le 26 avril, dans le cadre du concours Lépine, une voiturette électrique baptisée « Midinette 1200 ». Présentée par le CEDRE, centre d'études toulousain animé par M. Guerbet, ce nouveau véhicule, laid mais rationnel (galeries sur le toit, malle arrière amovible pouvant faire office de chariot de ménage), est remarquable par la faible puissance de son moteur, 1200 watts, qui l'autorise néanmoins à transporter deux adultes à 50 kilomètres-heure, ainsi que par sa largeur, 88 centimètres, qui lui permet de pénétrer à l'intérieur de locaux habités. Six batteries lui procurent une autonomie de 40 à 80 kilomètres suivant leurs propres performances. Le CEDRE présente également une voiturette monoplace, la « Mini 1 », moins performante (600 watts, 30 kilomètres-heure), mais également moins sommaire que la « Midinette 1200 » (qui n'est encore qu'un véhicule de présérie). Son prix est fixé à 9540 francs T.T.C.

● VENTE DE CAMIONS SUEDOIS A L'IRAK. — La société Saab-Scania vient d'annoncer que l'Irak lui a passé une commande de mille cinq cents quatre-vingt-cinq camions et autobus. Ces véhicules seront livrés dès cette année.

Essayez les bons produits du Portugal!



Nous pouvons vous aider à les choisir. Nous sommes dans tout le monde. Contactez-nous.

NOS DÉLÉGATIONS À L'ÉTRANGER	NOS PRODUITS D'EXPORTATION
BEIRUTH	FRUITS
BRUXELLES	VEGETAUX ET FLEURS
BERLIN	CONSERVES DE POISSON
CARACAS	VINS
COPENHAGEN	PAPIER ET
DUSSELDORF	ARTS GRAPHIQUES
GENEVE	CHAUSSURES
HELSINKI	PÉTAPOURTER
KARACHI	
LA HAYE	
LONDRES	
LOS ANGELES	
MADRID	FONDERIE
MILAN	MACHINES
MONTREAL	ET EQUIPEMENT
MOSCOU	COUPELLERIE
NEW YORK	VERRES ET CERAMIQUES
OSLO	MATERIAUX
PARIS	DÉ CONSTRUCTION
SAO PAULO	MOTOCYCLETES
STOCKHOLM	
TOKYO	
TORONTO	
VIENNE	

FUNDO DE FOMENTO DE EXPORTAÇÃO
DEPARTAMENTO D'ESTADO PARA O DESENVOLVIMENTO DAS EXPORTAÇÕES
Av. 5 de Outubro, 101 LISBOA / PORTUGAL

Faits et chiffres

- L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ENFANTS INVALIDES (UNAPEI) tiendra son assemblée générale du 2 au 4 mai à La Baule (Loire-Atlantique) en présence de Mme Simone Veil, ministre de la santé, et de M. Michel Durafour, ministre du travail. Les parents d'enfants handicapés examineront notamment les conséquences de la loi d'orientation en faveur des handicapés.
- LA COMMISSION DU PRÉLEVEMENT CONJONCTUREL fait l'objet d'un décret publié au Journal officiel du dimanche 27 avril qui précise sa composition et sa compétence. Cette commission doit, en application de la loi du 30 décembre 1974, restituer le prélèvement, statuer sur les demandes de dispense totale ou partielle présentées par les entreprises. M. Henri Lavall, conseiller d'Etat, en a été nommé président.
- EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, les prix de détail ont augmenté de 0,5 % en mars. En un an, par rapport à mars 1974, la hausse du coût de la vie s'établit à 5,9 % (5,8 % en février et 6,1 % en janvier).

سكروان الامم

restaurant club
RBC

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 28 AVRIL

Tassement
En ce début de semaine, le marché a continué à se tasser, comme l'avait fait prévoir les mesures...

Les ventes bénéficiaires se sont multipliées, affectant la quasi-totalité des compartiments. Les acheteurs ont porté surtout sur les valeurs de croissance, comme l'Industrie, qui sur les grosses valeurs...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Recueil de Paternelle S.A., Grèce, U.P.B., Radar S.A., Ferodo, Générale de Jandery, Ferrier, Presses de la Cité, Nouvelles Galeries, Redoute, C.T.P., L.M.T., Lyonnaises des eaux, Sixt, Reaumont, L'Oréal.

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

Atteint de nature à rendre prudent, le volume des transactions s'est contracté et les achats étrangers ont diminué. Bref, le marché s'est tassé calmement après la bouffée de hausse qui avait précédé la semaine...

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

Table of stock prices for various companies including Agnès, Agnès, Agnès, etc.

MARCHÉ A TERME

Table of term market prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices for various types of gold.

huile d'olive vierge extra

Handwritten text in Arabic script.

سكنا من الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - CHYPRE : les négociations intercommunautaires ont repris sous l'égide des Nations unies.
 - ITALIE : la menace fasciste continue à dominer la vie politique à Rome.
- 4-5. ASIE
 - LIBRES OPINIONS : « La part du feu », par Claude Bourdet.
- 6. PROCHE-ORIENT
- 6-7. AFRIQUE
 - CONGO : « Le socialisme à petits pas » (III), par Olivier Postel-Vinay.
- 8. POLITIQUE
 - L'U.D.R. - Jeunes reçoit M. Haby.
- 8-9. JUSTICE
- 9. SPORTS
 - AUTOMOBILISME : après l'accident au Grand Prix d'Espagne.
- 10. ARMÉE
 - Statut des cadres, budget militaire et liberté d'expression.
- 10. RELIGION
- 10. SOCIÉTÉ
- 11. ÉDUCATION
 - L'enseignement catholique dans l'Alsace, par Jean Fontot.
- 11. FAITS DIVERS
 - MARSEILLE : tentative de suicide au centre d'hébergement d'Arauc.
- 15 à 17. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : Un ange passe, de Philippe Garrel.
- 18. L'ÉVÈNEMENT
 - Un enjeu mondial : les nœuds de menagègne des fonds marins.

DEUX JOURNÉES DE GRÈVE NATIONALE À LA SÉCURITÉ SOCIALE ET AUX ALLOCATIONS FAMILIALES

Cent quarante mille employés et cadres des caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales sont appelés à faire grève le 29 et le 30 avril par l'ensemble des fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.

Les revendications portent sur la révision des classifications, l'amélioration des conditions de travail (du travail à mi-temps) et la revalorisation des salaires. Les syndicats demandent, en effet : 3 % d'augmentation au titre de rattrapage pour 1974, un salaire minimum professionnel garanti à 1700 francs par mois, une révision systématique trimestrielle des salaires selon l'augmentation des prix (comme le demandent les salariés de la fonction publique). Enfin, ils demandent une augmentation des salaires à partir du 1^{er} janvier 1975, de 3 % avec un minimum d'au moins 350 francs pour les classifications les plus basses.

Une manifestation devait avoir lieu mardi 29 avril, à 10 heures du matin, au siège de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale au ministère du travail, où une délégation devait être reçue par un représentant du ministre.

Dès les premières heures de la matinée, mardi, la participation à la grève était importante à Paris comme en province.

● **Ordre de grève dans les musées nationaux.** — Les syndicats des personnels de la réunion des musées nationaux ont lancé un ordre de grève pour le mercredi 30 avril afin de soutenir leurs revendications sur la réforme du statut des personnels de musée.

LE 1^{er} MAI À PARIS

La C.G.T. et la C.F.D.T. organisent un défilé de la Nation à la porte Saint-Martin

Des défilés organisés par les syndicats et parfois par les mouvements d'extrême gauche sont prévus, le 1^{er} mai, dans de nombreuses villes.

À Paris, le cortège de la C.G.T. et de la C.F.D.T. partira, à 15 heures, de la place de la Nation pour se diriger à la porte Saint-Martin. Les nations régionales des deux confédérations ont pu se mettre d'accord avec les dirigeants de la FEN, comme ils l'avaient fait en 1974 pour le rassemblement de La Courneuve et en 1973 pour le défilé parisien. Les cégétistes et cfédétistes, en effet, dans leur appel, prennent position contre l'accord signé dans la fonction publique au début de l'année, par la FEN, F.O., la C.F.T.C. et les autonomes. Néanmoins, certaines sections de la FEN, en particulier dans le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis, participeront à la manifestation.

Les partis de gauche prendront place dans le cortège, comme ce fut le cas ces dernières années.

La Ligue communiste révolutionnaire de M. Krivine, qui n'a pas été convoqué, essaiera de s'intégrer dans la dernière partie du défilé.

Les unions parisiennes C.G.T. et C.F.D.T. ont distribué plus d'un million quatre cent mille tracts, et elles s'attendent à une grande affluence, d'autant que, le 1^{er} mai

étant un jeudi, beaucoup de travailleurs seront restés à Paris.

Deux autres manifestations sont annoncées dans la capitale dans la matinée. D'une part à la Bastille, par « l'Internationale rouge » (pro-chinoise), et d'autre part à la République, par plusieurs groupements d'extrême gauche : Révolution, Luttes ouvrières, parti communiste révolutionnaire, etc.

Le F.S.G. a demandé à ses membres de se joindre aux manifestations organisées par leurs syndicats.

Force ouvrière, de son côté, invite ses militants de la région parisienne à se joindre à la délégation qui, à 10 h. 30, se rendra au mur des Péchés et sur la tombe de Léon Jouhaux, au Père-Lachaise.

Enfin, le journal « Libération » organise, de 18 heures à minuit, aux halles de La Villette, une fête avec la participation de musiciens. Des stands de petits artisans et de la presse marginalisée seront installés.

NOUVELLE AVANCE DU FRANC

Le franc a poursuivi son avance, mardi matin, sur les marchés des changes : à Paris, le deutschemark revenait à 1,74 F contre 1,75 F, et le dollar, un peu plus faible à Francfort, glissait à 4,15 F contre 4,16 F. Le livre est tombé à 9,76 F contre 9,79 F, et s'est inscrit au plus bas niveau jamais atteint à l'égard du dollar, soit 2,35 dollars.

LES « NEUF » ARRÊTENT LES MODALITÉS D'AIDE À L'AGRICULTURE DE MONTAGNE

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'Agriculture des Neuf ont débatté, ce mardi 28 avril, des problèmes que soulèvent les importations de viande bovine en provenance des pays tiers, les exportations de vins italiens vers la France et les négociations d'accords préférentiels avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Lundi 28 avril, avant d'aller visiter les Baux de Guyon, les ministres ont adopté une « directive » instituant une aide communautaire en faveur de l'agriculture de montagne.

Le texte de cette directive est prêt depuis longtemps. Il ne restait plus qu'à arrêter la liste des régions bénéficiaires et surtout l'ampleur de la contribution du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA). Il a été finalement décidé que 25 % des aides seraient pris en charge par le FEOGA.

L'objet de cette directive est de combler partiellement le handicap naturel des agriculteurs exploitant dans des régions désherbées et dépeuplées, afin de les encourager à ne pas quitter leurs terres grâce à des aides directes au cours de la première moitié de la décennie de l'Europe verte, que, au nom d'une meilleure justice sociale, mais aussi pour des considérations tenant à l'écologie et à la préservation de l'espace rural, la Communauté décide d'apporter son concours à une agriculture relativement pénalisable. — Ph. L.

LES OBSÈQUES DE JACQUES DUCLOS

« Un représentant authentique du peuple français »

écrit M. Valéry Giscard d'Estaing

Jacques Duclos devait être inhumé mardi après-midi 29 avril au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, dans le carré du parti communiste, près du Mur des fédérés. Sa tombe sera proche de celles de Maurice Thorez et de Marcel Cachin et de celles des communistes victimes du nazisme. De la place du Colonel-Fabien au cimetière, le cortège funéraire devait emprunter l'avenue Claude-Vellefaux, l'avenue Fauriel et la rue de La Roquette. De la mairie de Montreuil, où elle avait été exposée samedi et dimanche, la dépouille mortelle du dirigeant communiste avait été transportée lundi matin au siège du comité central du P.C.F. à Paris. Toute la journée, alors que des gardes d'honneur se relayaient autour du catafalque, la foule des militants et des amis a défilé place du Colonel-Fabien, et les témoignages de condoléances des personnalités françaises ou étrangères se sont succédés.

Les derniers hommages officiels devaient être prononcés devant le cimetière par Mme Dolores Ibarruri, présidente du P.C. espagnol ; Boris Ponomarev, membre du secrétariat du P.C. d'Union soviétique, et Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. Mardi matin, le quotidien « l'Humanité » a publié une liste de trentecinq délégations attendues pour les obsèques.

Le télégramme du chef de l'État

Voici le texte du télégramme adressé par M. Valéry Giscard d'Estaing à Mme Jacques Duclos :

« Madame,

« Avec Jacques Duclos disparaît un témoin éminent d'un demi-siècle de notre vie politique nationale et un représentant authentique du peuple français.

« Sa mort a été ressentie par tous ceux qui, quelle que soient leurs convictions, appréciaient son évidente conviction et le grand talent d'expression qu'il mettait au service de ses idées.

« En ce moment douloureux, je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes très sincères condoléances. »

L'HOMMAGE D'ARAGON

L'Humanité publie, dans son numéro du 29 avril, un texte d'Aragon, simplement intitulé « Jacques », et dans lequel on lit :

« C'est dans les années 30 que Jacques Duclos a cessé d'être pour moi un personnage de l'histoire de France pour devenir un homme qu'il était vraiment, cet homme simple et gai, qui aimait la vie pour les autres comme pour lui-même. Dans ces années où le langage a changé dans ma bouche et dans mon cœur, il faut bien le dire, en ce temps où la nouvelle politique des communistes n'était pas comprise nécessairement par tous les membres du parti, il a été, à côté de Maurice Thorez, celui qui a le plus fait pour rendre compréhensible à tous les changements nécessaires, non seulement du langage, mais de la pensée. A revenir, aujourd'hui, dans ces temps nouveaux, à ce qui fut le Front populaire, et comment ne serions-nous pas aujourd'hui sans cesse à nous le rappeler, nous les gens d'alors ? Il faut bien constater et dire que c'est Jacques qui a su le premier, et toujours, donner au cœur, son chant, son vocabulaire, en un mot son « style » à ce temps-là, comme bien souvent par la suite au langage des événements. »

LES ANNÉES

Il est heureux et symbolique qu'on ait donné l'Espoir, de Mairaux, à la télévision la veille des obsèques de Jacques Duclos. Avec Jacques Duclos, c'est une époque qu'on entoure. Pour l'avoir vécu, j'y songe avec émotion, mais sans nostalgie. Je ne sais quel ministre socialiste disait, au cœur de l'été 1936 : « Enfin, les difficultés commencent ! » Il ne croyait pas à bien dire. Elles ne faisaient effectivement que commencer, et à leur manière, elles continuent.

C'est pourquoi le visage disparu de Jacques Duclos et surtout sa voix, réduite au silence, évoquant aujourd'hui tant de souvenirs. L'un et l'autre ont traversé les années impensables, les années maussades, les années imaginaires enfin, pour porter jusqu'à nous, sans décoloration et sans faiblesse, le message des années disparues.

ROBERT ESCARPIIT.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
PAGES 19 à 21

- La puzzle méditerranéen.
- Le boudinbot automatique.
- Les radios amateurs n'ont pas déformé.

21-22. L'ACTUALITÉ MÉDICALE
— Deux centres d'environnement à Marseille.

23. VILLES NOUVELLES ET ZONES NOUVELLES INDUSTRIELLES

24. LES RÉGIONS
— La Corse de la disquette.

25-26. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— PARIS : le Conseil de Paris et l'aménagement des Halles.

27. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— BONNES FEUILLES : Lutter, de Georges Séguin.

LIRE ÉGAGEMENT
RADIO-TELEVISION (14 et 15)
Annonces classées (23 à 27) ; Aujourd'hui (13) ; Carnet (14) ; « Journal officiel » (12) ; Loterie nationale (12) ; Mots croisés (13) ; Finances (39).

Pour changer de voiture louez en une chez Europcar Réservez à 645.21.25

DES CAMÉRAS SONORES SUPER 8 POUR LE PRIX DES MUETTES !

Images vient de recevoir du Groupe National Camara les 4 nouvelles caméras sonores Super 8 Ghion, importées directement du Japon sans intermédiaires.

C'est ce qui explique des prix anormalement bas pour une telle qualité : à partir de 1.680F, micro compris et possibilité de crédit !

Des prix comparables à ceux de bonnes caméras muettes avec le son en plus. (Attention : stock limité).

Quand on s'inscrit au cinéma Super 8 sonore, on se déplace de tout Paris pour venir chez Images : 31, r. Saint-Augustin, Paris-2^e (près Opéra). Tél. : 742-64-87 et 743-48-43.

Comment aller en col roulé dans un club privé, sans se voir refuser l'entrée ? La réponse est chez Smalto.

francesco smalto
44 rue François 1^{er}, Paris 8^e, 5 Place Victor-Hugo, Paris 16^e.
Centre Maine-Montparnasse.

WATERMAN
Créateur de stylos depuis 1884.

LATREILLE
SON RAYON GRAND TAILLEUR
Coupe « CRÉATION », 3 essayages
Costumes et pardessus de 1.650 à 2.000 F
62, r. St-André-des-Arts, 6
PARKING RÉSERVÉ CATALOGUE SUR DEMANDE

1400F un costume signé Francesco Smalto. Faites vous plaisir plus souvent.

francesco smalto
44 rue François 1^{er}, Paris 8^e, 5 Place Victor-Hugo, Paris 16^e.
Centre Maine-Montparnasse.

PIA vous invite à
à Colombo, mais aussi à Tokyo, Manille, Le Caire, Téhéran, Bangkok, Karachi, Rawalpindi, Pékin, Singapour... et New York.

Avant de vous recevoir dans nos Jets Boeing 707 et Douglas 30'S super-spacieux, nous vous offrons notre collection de brochures « Grands Espaces », pour commencer par voyager chez vous.

Écrivez-nous ou appelez « Nadira » votre charmant guide de l'Orient, au 90 Champs-Élysées - 75008 Paris. Tél. 225.92.44.

PAKISTAN INTERNATIONAL AIRLINES
Réservations: 152, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 225.77.92, 359.31.82. et toutes Agences de Voyages.

PIA

Ceylan **Afghanistan** **Pakistan** **Chine** **Indonésie**

PIA

● M. Dominique Gallet, secrétaire politique du Front progressiste, a reçu un télégramme de M. Georges Marchais : « Avec Jacques Duclos vient de disparaître une grande figure de l'histoire de notre peuple. Dans ce deuil qui touche non seulement les communistes, mais tous les patriotes, nous tenons à vous faire part de la profonde sympathie des gauchistes d'opposition. »

● Le bureau confédéral de la C.G.T. a félicité respectueusement et fraternellement la dépouille mortelle de cet éminent militant du mouvement ouvrier français et international, syndiqué de toujours à la C.G.T. »

● L'Association républicaine des anciens combattants, dont le disparu était président du comité d'honneur : « Son ardent patriotisme, sa clairvoyance politique et son amour de l'humanité l'avaient conduit, lors de la deuxième guerre mondiale, à prendre une part prépondérante dans la Résistance de 1940 à 1946. L'ARAC poursuivra le combat inextinguible mené par Jacques Duclos, dont le nom restera attaché à la défense des anciens combattants et victimes de guerre, des libertés démocratiques et de la paix. »

● M. Jean Charbonnel, ancien ministre, maire de Brive, ancien secrétaire général adjoint de l'U.D.R. « Les qualités humaines, la valeur, le courage et le patriotisme indomptable de Jacques Duclos ont profondément marqué notre pays. »

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE
dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

PANTALONS : 195 F

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de Valenciennes, PARIS (10^e)